

École de politique appliquée  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

*Le programme de l'expérience québécoise : quelle influence sur la rétention des  
étudiants étrangers?*

Par Ameyo Meme Awuye

Mémoire présenté en vue de l'obtention de la  
Maîtrise en études politiques appliquées

Sherbrooke  
13 novembre 2018

## Composition du jury

Le programme de l'expérience québécoise : quelle influence dans le phénomène de rétention des étudiants étrangers?

Ameyo Meme Awuye

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Isabelle Lacroix, Directrice de recherche  
(Département de l'école de politique appliquée, faculté des lettres et sciences humaines)

Hugo Loiseau, Lecteur  
(Département de l'école de politique appliquée, faculté des lettres et sciences humaines)

Catherine Côté, Lectrice  
(Département de l'école de politique appliquée, faculté des lettres et sciences humaines)

## REMERCIEMENTS

En préambule à ce mémoire, je souhaite adresser mes sincères remerciements aux personnes qui m'ont apportée leur soutien et qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce projet.

Je tiens d'abord à remercier sincèrement Madame Isabelle Lacroix, qui, en tant que directrice de mémoire, s'est toujours montrée à l'écoute. Elle a été très disponible tout au long de la réalisation de ce mémoire. Je la remercie particulièrement pour l'inspiration, l'aide et le temps qu'elle a bien voulu me consacrer. Je remercie aussi mon lecteur, Monsieur Hugo Loiseau pour ses précieux conseils. Je remercie les membres du jury pour leur grande disponibilité.

J'exprime aussi ma gratitude à tous les répondants fonctionnaires, étudiants et étudiantes qui ont accepté de partager leurs expériences avec gentillesse, et sans qui ce mémoire n'aurait jamais pu voir le jour.

Je n'oublie pas mon mari et ma fille pour leur patience, leur soutien indéfectible et les sacrifices consentis. Je remercie mes parents pour leurs encouragements soutenus. Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à tous mes proches et amis, qui m'ont toujours soutenue et encouragée au cours de la réalisation de ce mémoire. Merci à tous et à toutes.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
TABLE DES MATIÈRES .....	iii
LISTE DES ABBRÉVIATIONS .....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES .....	viii
LISTE DES TABLEAUX .....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE.....	3
1. Internationalisation des études supérieures.....	3
1.1 Internationalisation de l'éducation supérieure.....	3
1.2 Mobilité internationale des étudiants dans le monde .....	4
1.3 Facteurs justifiant le choix de destinations des études .....	5
1.4 Internationalisation et mobilité étudiante au Canada et au Québec .....	6
1.5 Étudiants étrangers : un bassin de main d'œuvre hautement qualifiée.....	8
2. Problème de recherche .....	10
2.1 Revue de littérature .....	10
2.2 Lacune analytique.....	13
2.3 Pertinences scientifique et sociale .....	13
3. La mise en œuvre .....	13
3.1 Approche top-down .....	14
3.2 Approche <i>bottom-up</i> .....	15
3.3 Approche mixte .....	16
CHAPITRE 2 : CADRE OPÉRATOIRE.....	19
1. Question de recherche .....	19
2. Modèles d'analyse retenus .....	19
2.1 Modèle de Pressman et Wildavski .....	20
2.2 Modèle de Mazmanian et Sabatier .....	21
3. Concepts opératoires .....	24
3.1 Formulation .....	24
3.2 Mise en œuvre.....	24
3.3 Politique publique .....	25
3.4 Étudiant étranger .....	25
3.5 Non-retour.....	26
4. Méthodologie de la recherche .....	26

4.1	Étude de cas .....	26
4.2	Méthodes de collecte des informations.....	27
4.3	Cadre spatio-temporel .....	30
4.4	Élaboration des questionnaires.....	30
4.4.1	Fonctionnaires .....	30
4.4.2	Étudiants étrangers .....	31
4.5	Recrutement des participants .....	31
4.5.1	Fonctionnaires .....	31
4.5.2	Étudiants étrangers .....	32
4.6	Déroulement des entrevues.....	32
4.6.1	Fonctionnaires .....	32
4.6.2	Étudiants étrangers .....	33
4.7	Méthode de traitement des données .....	33
4.8	Mesure du respect de l'éthique de la recherche .....	34
4.9	Difficultés rencontrées .....	35
CHAPITRE 3 : CONTEXTE QUÉBÉCOIS DE L'IMMIGRATION .....		36
1.	Pouvoirs et responsabilités du Québec en matière d'immigration : assises légales.....	36
2.	Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion : mission et responsabilités .....	38
3.	Programme régulier des travailleurs qualifiés .....	39
4.	Portrait des migrants du Québec entre 2010 et 2015 .....	42
4.1	Représentation des femmes au sein des immigrants au Québec .....	43
4.2	Caractéristiques des travailleurs qualifiés.....	43
CHAPITRE 4 : ÉCART ENTRE OBJECTIFS ET RÉSULTATS .....		47
1.	Contexte .....	47
2.	Processus de formulation du PEQ.....	48
3.	Contenu du PEQ .....	51
4.	Mise en œuvre .....	53
4.1	Acteurs décisionnels : ressources, outils/dispositifs, processus décisionnels .....	53
4.2	Facteurs intervenants.....	59
4.3	Processus d'apprentissage .....	61
4.4	Résultats ministériels obtenus depuis 2010.....	68
CHAPITRE 5 : INFLUENCE DU PEQ AUPRÈS DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DANS LEUR DÉCISION DE NON-RETOUR .....		72
1	Portrait des étudiants étrangers .....	73

1.1	Présentation de l'échantillon .....	73
1.2	Raisons justifiant le choix du Québec comme destination des études .....	74
2	Facteurs justifiant le non-retour .....	76
3	La place du PEQ dans le processus décisionnel menant au non-retour .....	80
CHAPITRE 6 : INTERPRÉTATION DES DONNÉES .....		84
1	Caractéristiques du processus de mise en œuvre du PEQ selon la perspective de Pressman et Wildavsky .....	84
1.1	Relation entre les différents acteurs .....	84
1.2	Problèmes rencontrés et apprentissage .....	86
1.3	Validation des leçons tirées de Pressman et Wildavsky.....	87
2.	Facteurs influençant le processus de mise en œuvre du PEQ selon la perspective de Mazmanian et Sabatier .....	90
2.1	Solvabilité du problème .....	90
2.2	Influence de la formulation du PEQ sur sa mise en œuvre.....	91
2.3	Variables intervenantes .....	92
3.	Écart entre objectif et mise en œuvre .....	94
CONCLUSION DE MÉMOIRE.....		96
ANNEXE A : LETTRE DE PRÉSENTATION DU PROJET AUX FONCTIONNAIRES .....		98
ANNEXE B : FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT DES FONCTIONNAIRES .....		99
ANNEXE C : SCHÉMA D'ENTREVUE POUR LES FONCTIONNAIRES .....		102
ANNEXE D : LETTRE DE PRÉSENTATION DU PROJET AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS .....		104
ANNEXE E : FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.....		105
ANNEXE F : SCHÉMA D'ENTREVUE POUR LES ÉTUDIANTS (ACTUELS ET CEUX QUI ONT OBTENU LA RÉSIDENCE À L'AIDE DU PEQ) .....		108
ANNEXE G : CERTIFICAT D'ÉTHIQUE.....		110
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....		111

## **LISTE DES ABBRÉVIATIONS**

AANB : Acte de l'Amérique du Nord-britannique

ACEP – I : Association canadiennes des écoles publiques - International

ASP : Attestation de spécialisation professionnelle

AUCC : Association des universités et collèges du Canada

BCEI : Bureau canadien de l'éducation internationale

CAQ : Certificat d'acceptation du Québec

CCEI : Consortium canadien de l'éducation internationale

CIC : Ministère de la citoyenneté et immigration Canada

CICan : Collèges et instituts Canada

CECR : Cadre européen commun de référence pour les langues

CREPUQ : Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec

CSQ : Certificat de sélection du Québec

DAPC : Direction des affaires publiques et des communications

DCEEC : Direction du courrier, de l'encaissement et des évaluations comparatives

DEC : Diplôme d'études collégiales

DEP : Diplôme d'études professionnelles

DIEQ : Direction de l'immigration économique - Québec

DP : Direction de la planification

DPP : Direction de la promotion et de la prospection

DPPI : Direction des politiques et programmes d'immigration

DSC : Déclaration de service à la clientèle

ÉE : Étudiants étrangers

GPI : Guide des procédures d'immigrations

IRCC : Ministère de l'immigration, réfugiés et citoyenneté Canada

ISF : Indice synthétique de fécondité

MELS : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

MEQ : Ministère de l'éducation du Québec

MESRS : Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche

MESRST : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie

MICC : Ministère de l'immigration et des communautés culturelles du Québec

MIDI : Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec

NPI : Note de procédure d'immigration

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

PEC : Programme de l'expérience canadienne

PEQ : Programme de l'expérience québécoise

PRTQ : Programme régulier des travailleurs qualifiés

RSRE : Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers

SAEM : Service de l'architecture d'entreprise ministérielle

TFA : Taux de fécondité par âge

TFS : Taux de fécondité synthétique

UE : Union européenne

UNIVCAN : Universités Canada



## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Proportion des travailleurs qualifiés au sein des immigrants économiques au Québec entre 2010 et 2015 .....	42
Graphique 2 : Représentation des femmes dans les différentes catégories d’immigration au Québec entre 2010 et 2015 .....	43
Graphique 3 : Répartition des travailleurs qualifiés au Québec par groupe d’âge entre 2010 et 2015 .....	44
Graphique 4 : Répartition des travailleurs qualifiés au Québec selon le nombre d’années d’éducation entre 2010 et 2015 .....	44
Graphique 5 : Continent de naissance des immigrants du Québec entre 2010 et 2015 .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Graphique 6 : Continent de naissance des travailleurs qualifiés du Québec entre 2010 et 2015 ...	45
Graphique 7 : Nombre total de CSQ délivrés dans le cadre du PEQ entre 2010 et 2015 .....	69
Graphique 8 : Proportion de CSQ délivrés aux étudiants étrangers par année, 2010-2015 .....	69
Graphique 9 : Total PEQ en pourcentage des travailleurs qualifiés, 2010-2015 .....	69
Graphique 10 : Respect de l’engagement (rendre une décision en 20 jours) selon les années fiscales, 2010-2011 à 2015-2016 .....	70

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Profil des étudiants étrangers .....	73
Tableau 2 : Adaptation des étudiants étrangers au Québec .....	76
Tableau 3 : Raisons et motivations justifiant le non-retour des étudiants étrangers dans leur pays d'origine .....	78
Tableau 4 : Projet d'établissement au Québec .....	79
Tableau 5 : Connaissance du PEQ .....	81
Tableau 6 : Influence du PEQ dans la décision de non-retour des étudiants étrangers dans leur pays d'origine .....	82

## INTRODUCTION

La migration pour études est un phénomène en croissance partout dans le monde. En effet, de plus en plus d'étudiants quittent leur pays d'origine dans le but de compléter des études dans un autre pays (OCDE 2008). À la fin de leurs études, les nouveaux diplômés font face à un dilemme : partir ou rester. Quant aux gouvernements des pays ou des entités fédérées dans lesquels les études ont été poursuivies, ils se sont dotés de mesures visant à faciliter le changement de statut pour ces étudiants lorsqu'ils arrivent en fin de formation (Ennafaa et Paivandi 2008). Le Québec est l'une de ces entités fédérées. En effet, le gouvernement québécois a élaboré le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) qui est entré en vigueur le 14 février 2010 (MIDI 2015c). Au Québec, deux constats prévalent : d'un côté le nombre d'étudiants étrangers (ÉÉ) qui vient étudier augmente considérablement; de l'autre côté, le nombre d'ÉÉ qui choisit d'y demeurer augmente aussi (BCEI 2014; BCEI 2009; Nkussi 2006).

Le phénomène de rétention des ÉÉ dans le pays de formation bien qu'en expansion est encore largement sous-étudié. La dimension des politiques de rétention est peu traitée dans la littérature portant sur le non-retour de ces ÉÉ. Notre revue de littérature a révélé qu'aucune étude n'est consacrée à l'examen de leur mise en œuvre. Cela vaut également pour le Québec. Afin de combler cette lacune, nous avons décidé d'étudier la mise en œuvre du PEQ en répondant à la question suivante : *quel est l'écart que révèle l'étude de la mise en œuvre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) en regard de son objectif de favoriser la rétention des étudiants étrangers?* Nous voulons, d'une part, décrire et caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ et, d'autre part, relever les facteurs et les critères du PEQ qui permettent ou qui ne permettent pas une mise en œuvre réussie.

Le présent mémoire se subdivise en six chapitres. Dans le premier chapitre, nous exposons toute l'information relative au cadre théorique. Nous nous consacrons au phénomène de l'internationalisation de l'éducation supérieure en nous attardant sur l'internationalisation et sur la mobilité étudiante au Canada et au Québec. Nous parcourons la littérature relative à la question du non-retour des ÉÉ en accordant une attention particulière aux recherches qui portent sur les politiques publiques de rétention. Par ailleurs, la présentation des approches *bottom-up*, *top-down* et mixte relatives à l'étude de la mise en œuvre nous permet d'identifier celle qui, à notre avis, convient le mieux à notre objet.

Dans le deuxième chapitre, nous exposons notre cadre opératoire. Nous y traitons notre question de recherche et nos concepts. Nous spécifions les modèles d'analyse que nous avons retenus, ainsi que la méthodologie adoptée. Nous y présentons enfin les mesures visant à garantir la confidentialité des données recueillies et à respecter l'éthique de la recherche.

Dans le troisième chapitre qui vise à définir les assises légales québécoises en matière d'immigration, nous présentons les pouvoirs du Québec en matière d'immigration temporaire et permanente et présentons les responsabilités, la mission et les domaines d'intervention du Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion (MIDI) qui est responsable de la mise en œuvre du PEQ. Nous dressons également un portrait des travailleurs qualifiés du Québec et présentons, à des fins de comparaison avec le PEQ, le Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ).

Dans les chapitres quatre et cinq, nous présentons les résultats de la recherche. Dans le chapitre quatre, nous décrivons la mise en œuvre du PEQ d'un point de vue organisationnel. Nous y traitons le processus d'élaboration, le contexte québécois, le contenu, les acteurs décisionnels et le processus de mise en œuvre. Au chapitre cinq, nous traitons de la place du PEQ dans le processus décisionnel des ÉÉ menant à la décision de non-retour. Le profil de nos répondants ainsi que les raisons qui les ont motivés à choisir le Québec comme destination des études sont décrits. Nous y exposons également les différents facteurs qui œuvrent à la rétention des ÉÉ et l'influence du PEQ sur la décision de non-retour.

Dans le dernier chapitre du mémoire, le chapitre six, nous interprétons les résultats, en incorporant nos approches d'analyse aux résultats présentés dans les chapitres quatre et cinq. Nous y donnons la réponse à notre question de recherche. Nous enchainons par une conclusion de mémoire dans laquelle nous rappelons les questions de recherche et la méthodologie avant de présenter les grandes conclusions de mémoire et de proposer des pistes de recherche.

## CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE

Le Québec s'est doté d'un programme de rétention des ressortissants étrangers : le PEQ. Notre mémoire vise à étudier l'importance de ce programme dans le phénomène de rétention des étudiants étrangers à travers une étude de mise en œuvre. Ce chapitre vise à présenter le sujet et l'objet de notre recherche. Il débute par une présentation du contexte de l'internationalisation de l'éducation supérieure avant d'aborder notre objet : la rétention des étudiants dans le monde, au Canada et au Québec. Il présente ensuite un résumé de la revue de littérature et expose la lacune analytique avant de traiter de l'objet de notre recherche : le PEQ. Les pertinences scientifique et sociale sont également exposées. Enfin, dans le souci de faciliter la compréhension du lecteur quant aux théories retenues et qui feront l'objet du prochain chapitre, nous présentons les trois approches d'études de la mise en œuvre.

### 1. Internationalisation des études supérieures

Les institutions d'enseignement regorgent d'ÉÉ partout dans le monde. Il s'agit de l'une des formes d'internationalisation de l'éducation supérieure : la mobilité des étudiants. La mobilité des étudiants dans le monde intéresse les pouvoirs publics à plusieurs égards. Non seulement développent-ils des politiques publiques pour attirer les ÉÉ mais nombreux sont ceux qui développent aussi des politiques pour les retenir à la fin de leur formation. Cette section présente l'internationalisation de l'éducation supérieure. Ce terme renvoie au processus d'intégration des dimensions internationale et interculturelle dans l'enseignement, la recherche et les services éducatifs rendus par l'Etat, les établissements d'enseignement et les organismes et entreprises de ce secteur (Knight cité par MEQ 2002, p.6).

#### 1.1 Internationalisation de l'éducation supérieure

L'internationalisation des études supérieures est un phénomène qui se déploie partout dans le monde. Ce phénomène, bien que très ancien, s'intensifie et se diversifie rapidement (Hugonnier 2006, p.797). Afin d'intégrer une dimension internationale dans leurs activités, les institutions d'enseignement supérieur adoptent diverses stratégies.

Tout d'abord, il y a l'internationalisation des programmes d'études qui consiste « à intégrer une dimension internationale, interculturelle ou mondiale au contenu des cours, au matériel utilisé, ainsi qu'aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage » (AUCC 2007a, p.1). L'intégration

d'une composante internationale aux programmes d'études témoigne de cette internationalisation des programmes d'études. Pour ce faire, les établissements d'enseignement supérieur font notamment participer des chercheurs étrangers et des chercheurs de passage aux cours dispensés, élaborent des programmes conjoints avec des partenaires étrangers, organisent des stages pratiques ou des voyages d'études à l'étranger ou intègrent la mobilité étudiante aux exigences des programmes d'études (AUCC 2007a, p.3). Il y a ensuite l'internationalisation de la recherche. Il s'agit de l'accueil des conférenciers provenant de l'étranger et la participation des chercheurs à des conférences à l'étranger. Les colloques et les conférences sont les moyens dont disposent les chercheurs pour échanger avec leurs pairs tout en intégrant une dimension internationale à leur parcours professionnel. En outre, il y a l'ouverture de programmes et d'établissements hors des frontières du pays d'origine de l'institution. À cela, s'ajoute la mobilité des dispensateurs des formations. L'éducation supérieure est ainsi devenue un phénomène transfrontière (Knight 2005, p.1). La formation à distance constitue aussi l'une des stratégies d'internationalisation employée par les établissements d'enseignement supérieur. Il s'agit de l'apprentissage virtuel dispensé par certaines institutions grâce aux nouvelles technologies de l'information (Morin 2007, p.10). Cette stratégie permet aux ressortissants des pays d'accueil de fréquenter un établissement étranger tout en demeurant dans leur pays natal (OCDE 2004a, p.1). Il y a finalement la mobilité internationale des étudiants qui représente de loin la principale forme d'activité d'enseignement supérieur transnational (OCDE 2004b, p.11). Elle couvre aussi bien la mobilité étudiante sortante que la mobilité étudiante entrante. Les institutions envoient leurs étudiants dans d'autres institutions et reçoivent elles-mêmes des étudiants provenant de divers pays (AUCC 2007b).

## 1.2 Mobilité internationale des étudiants dans le monde

Dans un monde caractérisé par l'interdépendance des économies et un marché du travail mondialisé, les étudiants désireux d'apprendre d'autres cultures et d'améliorer ainsi leurs perspectives professionnelles, disposent de plusieurs moyens. L'un de ces moyens consiste à s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur dans un autre pays (OCDE 2014, p 362). À l'échelle mondiale, un nombre de plus en plus important d'individus se prévalent de cette opportunité. En effet, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le nombre d'ÉÉ a été multiplié par 2,5 entre 1985 et 2004, passant de près d'un million à plus de 2,6 millions (OCDE 2006 cité par Ennafaa et Paivandi 2008, p.23). Alors que les pays du G20 accueillent 82% de l'effectif mondial des ÉÉ dans l'enseignement supérieur,

les pays de l'OCDE en reçoivent environ 75% (OCDE 2014, p.364). L'Europe et l'Amérique du Nord sont les destinations les plus prisées. Si la mobilité des étudiants en Europe s'effectue dans la zone de l'Union européenne (UE), l'origine des ÉÉ de la région nord-américaine est plus diversifiée. Il s'agit de la région du monde qui est la plus ouverte aux autres régions. Alors qu'elle accueille 21% de l'effectif mondial des ÉÉ (OCDE 2014, p.365), 60% de l'effectif total des ÉÉ reçus par l'Amérique du Nord sont originaires de l'Asie, région dont les ressortissants étudient le plus à l'étranger. Ensuite, viennent l'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Océanie. Au niveau des pays, c'est la Chine qui arrive en tête des pays qui comptent le plus de ressortissants étudiants à l'étranger. La Corée, l'Inde, la Grèce et le Japon suivent dans cet ordre (OCDE 2004a, p.2). En valeur absolue, certains pays accueillent une part importante de l'effectif mondial des ÉÉ. Il s'agit des États-Unis (16%), du Royaume-Uni (13%), de l'Allemagne (6%), de la France (6%), de l'Australie (6%) et du Canada (5%) (OCDE 2014, p.365).

### 1.3 Facteurs justifiant le choix de destinations des études

Plusieurs facteurs interviennent dans le choix de destination des ÉÉ. La langue parlée et celle d'enseignement constituent un facteur important. À cet égard, considérant que l'anglais s'élève au niveau de langue mondiale, il n'est pas surprenant de constater que les pays anglophones tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni constituent les choix qui prévalent auprès de la clientèle estudiantine internationale (OCDE 2014, p.369). En effet, les quatre pays anglophones de l'OCDE (les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada) accueillent plus de la moitié (54%) de l'effectif total des ÉÉ qui y font leurs études supérieures (OCDE 2004a, p.2). D'autres facteurs interviennent dans le choix de destination des études dont la réputation scolaire, la qualité des formations, la souplesse et la durée des programmes, le prestige international d'un titre du pays ou de l'établissement en question, les politiques d'admission, les perspectives d'emploi, les liens culturels et des facteurs financiers (coût des études et existence de bourses) (BCEI 2015, p.32). En outre, les perspectives de migration permanente, et par conséquent la politique d'immigration facilitant l'installation permanente, sont aussi considérées par les ÉÉ dans leur choix de destination des études (OCDE 2014, p.369).

Selon les résultats du sondage<sup>1</sup> 2015 réalisé par le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI<sup>2</sup>) auprès des ÉÉ au Canada, les trois plus grandes raisons qui justifient le choix de destination des études sont la réputation du système d'éducation, une société tolérante et non-discriminatoire et la sécurité. En effet, 80 % des répondants disent que la réputation du système d'éducation au Canada est « essentiel » ou « très important » alors que 75 % disent que le fait que le Canada offre une société tolérante et non discriminatoire est « essentiel » ou « très important ». Quant à la réputation du Canada comme pays sécuritaire, 73 % des répondants disent que c'est un facteur « essentiel » ou « très important » (BCEI 2015, p.32).

#### 1.4 Internationalisation et mobilité étudiante au Canada et au Québec

Le Canada est dorénavant l'une des destinations les plus prisées en ce qui a trait aux études supérieures. Le pays a acquis une bonne réputation en matière d'éducation supérieure à cause des avantages dont il dispose, notamment des établissements de recherche à la fine pointe de la technologie (Ministère du commerce international 2014, p.8). Par ailleurs, il est le pays du monde dont l'effectif d'étudiants internationaux augmente le plus rapidement (Ministère du commerce international 2014, p.6). En effet, le nombre<sup>3</sup> d'ÉÉ ayant un permis valide au Canada est passé de 184 155 en 2008 à 336 497 en 2014<sup>4</sup> (CIC 2014, p.29). En 2014, le Canada a accueilli des ÉÉ de 184 pays, ce qui témoigne de l'attrait du système d'éducation du pays pour les ÉÉ venus de partout dans le monde (Ministère du commerce international 2014, p.6; BCEI 2015, p.26). Ces ÉÉ provenaient majoritairement des pays suivants : la Chine, l'Inde, la Corée, la France, l'Arabie Saoudite, les États-Unis, le Brésil, le Nigéria, le Japon, le Mexique (CIC 2014, p.30). Pour cette même année, quatre provinces reçoivent à elles seules 86% de tous les ÉÉ du Canada (BCEI 2015 p.23). Il s'agit de l'Ontario (143 786), de la Colombie Britannique (96 776), du Québec (47 888) et de l'Alberta (17 838) (CIC 2014, p.31).

---

<sup>1</sup> Au total, 35 établissements (20 universités, 11 collèges et 4 instituts/polytechniques membres du BCEI) ont sondé leur population d'ÉÉ en réponse à une invitation de tous les établissements membres au niveau des études supérieures. Au total, 4 027 réponses complètes et utilisables ont été reçues (BCEI 2015 p.29).

<sup>2</sup> Il s'agit d'une organisation nationale et non gouvernementale à but non lucratif se consacrant exclusivement à l'éducation internationale et faisant la promotion des intérêts particuliers des étudiants internationaux de tous les âges (BCEI 2017). Elle représente les établissements de tous les niveaux d'instruction et des associations représentant chacun des niveaux d'instruction (l'Association canadienne des écoles publiques – International (ACEP-I), CICan, Langues Canada et UNIVCAN. Ces quatre associations nationales forment, avec le BCEI, le Consortium canadien de l'éducation internationale (CCEI) (BCEI 2015, p.10).

<sup>3</sup> Il s'agit du dénombrement unique de toutes les personnes titulaires d'un permis valide en date de la dernière journée de chaque année (31 décembre) que le permis soit entré en vigueur au cours d'une année antérieure ou non (CIC 2014, p.53). Comme une personne peut obtenir un nouveau permis avant l'expiration du permis existant, seul le permis le plus récemment signé de chaque type (par exemple : permis de travail, permis d'études ou permis de séjour temporaire) valide en date du 31 décembre de chaque année est compté (CIC 2014, p.50).

<sup>4</sup> Les données du CIC relatives à l'immigration temporaire qui sont disponibles couvrent jusqu'en 2014.



La province du Québec parvient donc à attirer une part notable des ÉÉ qui choisissent le Canada comme destination d'étude. Les immigrants temporaires de la catégorie des ÉÉ entrés au Québec en 2013<sup>5</sup> se chiffrent à 17 396. Le nombre d'ÉÉ entrés au Québec a augmenté de façon soutenue depuis 2008 passant de 12 882 en 2008 à 17 396 en 2013 (MIDI 2014c, p.21). Quant à l'effectif au 1<sup>er</sup> décembre 2013 des ÉÉ au Québec, il s'élève à 41 838 personnes (MIDI 2014c, p.21). Cet effectif présente une structure d'âge assez jeune. En effet, près des deux tiers (65,1 %) sont âgés de 15 à 24 ans alors que 31,6 % ont de 25 à 44 ans. Seuls 2,5 % de l'effectif des ÉÉ au 1<sup>er</sup> décembre 2013 sont âgés de moins de 15 ans (MIDI 2014c, p.21). Au sein de cet effectif, les femmes sont un peu moins nombreuses (44,1%) (MIDI 2014c, p.27) comparées aux hommes. Ces ÉÉ s'inscrivent majoritairement à des études universitaires. En effet, seuls 5% d'entre eux suivent des études secondaires ou moins comparativement à 79,1% qui suivent des études universitaires et 10,8% qui étudient au niveau postsecondaire non universitaire (MIDI 2014c, p.22). Ils proviennent de divers horizons. Leur répartition par continent de naissance est en faveur de l'Europe (35,8%). Suivent l'Asie (26,6 %), l'Afrique (21,9 %) et l'Amérique (14,7 %) (MIDI 2014c, p.23). Quant à la répartition selon le pays de naissance, la France arrive en tête de liste avec 29,3 %, suivie de la Chine (9,3%), des États-Unis (8,0 %), du Maroc (4,2 %) et de l'Inde (3,9 %) (MIDI 2014c, p.24).

L'augmentation sans cesse croissante du nombre de personnes poursuivant des études dans un autre pays que leur pays d'origine dans le monde peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Au nombre de ces facteurs, on note l'attractivité de certains pays (Etats-Unis, Canada par exemple) ou de certaines institutions (Hugonnier 2006, p.799), et surtout l'adoption de politiques visant à attirer les ÉÉ. En effet, les pouvoirs publics aspirent à l'élaboration des politiques d'éducation efficaces qui contribuent, non seulement à améliorer les perspectives économiques et sociales des individus, mais aussi à promouvoir une gestion efficace des systèmes scolaires de même qu'à mobiliser des ressources supplémentaires afin de répondre à une demande croissante (OCDE 2014, p.3). Au Canada, même si le gouvernement fédéral n'est pas responsable de l'éducation qui est un domaine de compétence provincial (Pelletier 2005, p.46), il joue un rôle central dans l'éducation internationale, en témoigne la mise en place de la *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale*. Cette stratégie qui vise à augmenter le nombre d'ÉÉ et à les retenir définit clairement le rôle des ÉÉ dans la prospérité future du Canada (Ministère du commerce international 2014, p.19). En effet, elle met en exergue les avantages économiques que représente

---

<sup>5</sup> Les plus récentes données disponibles sur l'immigration temporaire du Québec datent de 2013.

l'internationalisation des études supérieures pour le Canada. Le recrutement d'ÉÉ génère des retombées économiques immédiates. Les dépenses faites par ces derniers et les recettes fiscales générées par leurs activités contribuent à la croissance économique. En 2012 par exemple, 265 400 ÉÉ ont dépensé environ 8,4 milliards de dollars en sol canadien, ce qui contribua à maintenir environ 86 000 emplois (Ministère du commerce international 2014, p.8). Pour cette même année, les gouvernements fédéral et provinciaux ont collecté plus de 455 millions en recettes fiscales sur les activités des ÉÉ (Ministère du commerce international 2014, p.8).

Au Québec, le ministère de l'éducation a adopté la *Stratégie ministérielle pour l'internationalisation de l'éducation québécoise* qui présente quatre axes structurants : l'intégration d'une dimension internationale au contenu de l'éducation québécoise, l'accroissement et la facilitation de la mobilité des connaissances et des personnes, l'accessibilité du savoir-faire et des programmes québécois d'éducation et de formation aux partenaires canadiens et internationaux, l'exercice et la promotion du Québec en éducation sur la scène internationale, et son positionnement comme acteur influent de la mondialisation (BCEI 2013, p.6). En 2008-2009, le soutien à la mobilité étudiante internationale est devenu l'une des priorités du gouvernement du Québec. Le Conseil des ministres a approuvé *l'Initiative gouvernement-réseaux de l'éducation en matière de recrutement d'étudiantes et d'étudiants étrangers*. Dans le cadre de l'Initiative, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et ses partenaires ministériels ont adopté un plan de travail couvrant les années 2008 à 2011 qui comporte un ensemble de mesures dont le soutien à la promotion des études au Québec et la mise à niveau linguistique pour les ÉÉ non francophones (BCEI 2013, p.6). La fin de l'initiative en 2011 n'a point ralenti la croissance du nombre d'inscriptions des ÉÉ dans les établissements d'enseignement scolaire comme le montre les chiffres présentés ci-haut (BCEI 2013, p.6).

### 1.5 Étudiants étrangers : un bassin de main d'œuvre hautement qualifiée

Dans les pays de l'OCDE souvent confrontés à une pénurie de main d'œuvre très qualifiée, les gouvernements adoptent des politiques migratoires sélectives. À cet égard, plusieurs d'entre eux ont introduit des mesures permettant aux nouveaux diplômés de changer de statut (Ennafaa et Paivandi 2008, p.27). Ces diplômés sont donc devenus un enjeu de la politique migratoire de certains pays. Si le recrutement d'ÉÉ constituait jadis un moyen de renforcer le rayonnement international des pays d'accueil et constituait une forme d'aide au développement, aujourd'hui ces pays poursuivent de nouveaux objectifs. Ces pays veulent désormais financer leur système

d'éducation en exigeant des droits plus élevés aux ÉÉ comparativement aux étudiants nationaux. Dans cette optique, l'éducation supérieure devient un service marchand et, recruter le plus grand nombre d'ÉÉ devient un objectif important (OCDE 2004b, p.29). Ces pays veulent surtout retenir une partie des ÉÉ en leur facilitant l'insertion sur le marché du travail. Cela permet de remplacer une main d'œuvre vieillissante puisque la plupart de ces pays doivent composer avec le vieillissement de leur population (OCDE 2004b, p.29).

Au Canada, la *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale* met en lumière les effets bénéfiques de l'internationalisation des études sur la population canadienne. Ainsi, cette stratégie stipule que les ÉÉ aident à mieux atténuer la pénurie de la main d'œuvre qualifiée dont souffre le Canada et font diminuer la pression démographique dans un contexte dans lequel la population canadienne en âge de travailler est vieillissante et où il n'y a pas assez de candidats pour remplacer ces travailleurs. En définitive, les ÉÉ aident le Canada à maintenir le rythme au sein d'une économie mondiale fondée sur le savoir, malgré sa pénurie de main d'œuvre hautement qualifiée (Ministère du commerce international 2014, p.10). En somme, au Canada comme ailleurs, les ÉÉ sont devenus une source importante de main d'œuvre qualifiée. Il faut désormais, non seulement élaborer les politiques propices pour les attirer, mais aussi élaborer les politiques susceptibles de les inciter à rester au pays. Ainsi, le recrutement, l'intégration et le changement de statut des ÉÉ se font grâce aux politiques élaborées par les pouvoirs publics. Ces politiques constituent donc une des pierres angulaires de l'internationalisation de l'éducation supérieure.

En effet, en vue de profiter de cette main d'œuvre hautement qualifiée, les gouvernements canadien et québécois ont élaboré des politiques publiques pour inciter les ÉÉ à rester au Canada et au Québec à la fin de leurs études. Ainsi, le gouvernement canadien a mis sur pied depuis 2008 le Programme de l'expérience canadienne (PEC) qui permet aux travailleurs temporaires étrangers ayant de l'expérience professionnelle canadienne et aux étudiants canadiens ayant un diplôme ou de l'expérience professionnelle canadienne de demander la résidence permanente (BCEI 2015 p.13). L'une des exigences est celle d'envisager d'habiter à l'extérieur de la province de Québec (CIC 2017). Quant au Québec, il a élaboré le Programme de l'expérience québécoise (PEQ).

Alors que les politiques publiques engendrent des coûts énormes sans cesse croissants, les fonds publics dont disposent les gouvernements sont limités. Étant donné cette situation, les gouvernements sont désormais soumis, dans de nombreux pays industrialisés, à une évaluation minutieuse de leur travail. À l'ère de l'évaluation, de l'efficacité, de l'efficience et de l'obligation

de résultats, ces gouvernements doivent dorénavant s'attarder aux résultats obtenus et à les justifier (Debbasch et Pontier, 2000; Mazouz et Tremblay, 2006 cités par Carpentier 2010, p.14). Se pose alors un problème pratique de l'allocation des ressources. En effet, sachant que les ressources dont dispose le Québec sont limitées, la question de savoir si le PEQ est efficace en ce qui concerne l'atteinte de ses objectifs se pose. Il convient de se demander s'il est souhaitable que le Québec continue d'investir dans ce programme. Ce problème pratique nous a incitées à consulter la littérature portant sur le rôle des facteurs qui favorisent la rétention des ÉÉ.

## 2. Problème de recherche

### 2.1 Revue de littérature

Dans cette section consacrée à la revue de littérature, nous nous penchons d'abord sur les facteurs qui favorisent le phénomène de rétention des ÉÉ en général, avant d'aborder le rôle particulier des politiques publiques.

Plusieurs chercheurs se sont intéressés au phénomène de non-retour des ÉÉ et plus précisément à celui du lien entre la mobilité étudiante et l'immigration des personnes hautement qualifiées. Si certains ont étudié comment la mobilité étudiante pavait le terrain pour une immigration ultérieure (Dreher et Poutvaara 2011), d'autres ont plutôt traité les facteurs considérés par les ÉÉ lorsque vient le temps de décider de rentrer chez eux ou de rester dans le pays d'accueil (Soon 2010; Alberts et Hazen 2005; Lu et al 2009).

En étudiant les intentions des ÉÉ de l'Université de Minnesota de retourner ou de rester aux États-Unis Heike C. Alberts et Helen D. Hazen (2005), mettent en lumière le dilemme auquel font face les ÉÉ lorsque vient le moment de faire le choix. Selon ces auteurs, les ÉÉ prennent leur décision en comparant les facteurs qui les poussent à migrer et ceux qui les poussent à rentrer. Trois types de facteurs sont alors considérés : les facteurs professionnels (de meilleurs salaires, la possibilité de trouver un emploi relié au domaine d'étude etc.), les facteurs sociaux (la facilité d'intégration, la différence de culture, la discrimination, l'égalité des sexes, la corruption, l'instabilité etc.) et les facteurs personnels (les enfants restés au pays d'origine, les enfants intégrés dans le pays d'accueil, l'obligation morale de prendre soin de la famille etc.). Selon ces deux auteurs, alors que les facteurs professionnels tendent à encourager l'immigration, les facteurs sociaux et les facteurs personnels tendent à encourager le retour au pays. Néanmoins, ce sont les caractéristiques spécifiques aux individus qui déterminent dans quelle mesure les facteurs

(professionnels, sociaux et personnels) agissent comme des stimuli qui encouragent ou découragent le retour au pays d'origine. Par ailleurs, la décision est influencée par le poids accordé aux différents facteurs. Les deux auteurs notent aussi que certains facteurs tels que l'absence de liberté et l'instabilité politique ou économique sont spécifiques aux pays d'origine. Dans ces cas, les préférences individuelles sont subordonnées à ces préoccupations et jouent un rôle secondaire. À l'opposé, pour les étudiants provenant de pays stables, les facteurs personnels sont les plus importants. Selon ces auteurs, non seulement y a-t-il une variété de facteurs, mais il y a aussi une variété de contextes qui contraignent la possibilité de tenir compte des facteurs personnels (Alberts et Hazen 2005, pp.149-150). Ces deux auteurs soulignent aussi l'importance de l'expérience acquise par les ÉÉ dans le pays d'accueil comme facteur de migration puisqu'ils peuvent prendre cette décision en toute connaissance de cause en s'appuyant sur les faits et les expériences qu'ils ont vécus (Alberts et Hazen 2005, p.149).

Certains travaux cherchent à cerner les facteurs qui influencent le moment du retour (tout de suite après les études, après avoir complété un autre diplôme). En procédant à une étude auprès des ÉÉ de deux universités de la Nouvelle Zélande, Soon (2010) établit que la perception des étudiants sur leur capacité de mettre à profit les compétences acquises dans le pays d'origine avait la plus grande probabilité d'influer sur la décision de migrer de façon permanente ou de retourner immédiatement après les études dans le pays d'origine. En procédant à une comparaison entre les niveaux d'étude, cet auteur postule que les étudiants du troisième cycle universitaire (doctorat) sont plus enclins à rester dans le pays d'accueil que les étudiants des cycles inférieurs (baccalauréat et maîtrise). L'auteur conclut que comparativement à d'autres facteurs (l'usage des compétences, le niveau d'éducation, les niveaux de salaires), c'est l'intention initiale de retourner qui avait le plus grand impact sur les probabilités, mais que contrairement aux croyances, ce sont les ÉÉ qui initialement avaient l'intention de rentrer immédiatement chez eux qui sont les plus susceptibles de rester afin d'acquérir de l'expérience (pp.27-28).

D'autres recherches se sont penchées particulièrement sur le rôle des politiques publiques dans le phénomène de non-retour des ÉÉ (Robertson 2011; Suter et Jandl 2008; Tremblay 2004; Wadhwa et Jha 2014; Vuilletet 2005; Agarwal et Winkler 1985a; Agarwal et Winkler 1985b). En faisant une analyse comparative de ces politiques dans les pays industrialisés, Brigitte Suter et Michael Jandl (2008) affirment que plusieurs pays, notamment la France, les États-Unis et l'Allemagne ont emboîté le pas au Canada et à l'Australie, considérés comme les pionniers dans la sélection des migrants qualifiés (p.402). Selon ces deux auteurs, si certains pays ont adopté des

programmes destinés aux travailleurs hautement qualifiés (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, l'Allemagne), d'autres ont ajouté à ces dispositions des permis spéciaux autorisant les ÉÉ ayant terminé leur formation à rester et à trouver un emploi (le cas notamment de l'Allemagne). Plus important encore, certains pays ont mis en place des programmes spécifiques destinés aux ÉÉ gradués (Suter et Jandl 2008, pp.409-410). Par ailleurs, les ÉÉ ne sont pas seulement convoités par les pays. Ils sont aussi disputés par les régions au sein même des pays. Aussi, sont-ils devenus le centre d'attraction des gouvernants régionaux. Au Canada par exemple, les programmes régionaux, notamment celui du Québec, cohabitent avec le programme national de rétention des ÉÉ. En règle générale, la résidence est octroyée dans un délai plus court lorsqu'il s'agit d'un programme provincial comparativement au programme national (Suter et Jandl 2008, p.410). L'existence de ces mesures de transition du statut d'ÉÉ à celui de résident illustre comment ces derniers sont devenus une cible privilégiée des politiques publiques. Toutefois, en raison de l'absence de données, il est seulement possible d'évaluer l'impact de ces politiques dans quelques pays, en l'occurrence le Canada. S'appuyant sur les données du ministère de la Citoyenneté et immigration Canada (CIC), Suter et Jandl (2008) affirment que 15% à 25% des ÉÉ peuvent éventuellement s'installer et travailler au Canada (p.411).

En traitant du contexte australien, Robertson Shanti (2011) a montré comment les politiques publiques de rétention des ÉÉ (*Student Switching policies*) leur permettant de changer de statut sont devenues parties intégrantes de la décision des ÉÉ d'aller compléter leurs études supérieures en Australie. Pour leur part, Wadhwa et Jha (2014) affirment que les politiques publiques de rétention des ÉÉ constituent un lien important entre la mobilité étudiante et la migration des personnes hautement qualifiées. Sur ce point, ils rejoignent une étude réalisée deux décennies plus tôt par Wei-Chiao Huang. En effet, Huang (1988) dans une recherche effectuée aux États-Unis portant sur la période de 1962 à 1976 et touchant les ÉÉ provenant de 25 pays asiatiques, a souligné le rôle joué par ces politiques dans le phénomène de non-retour des ÉÉ. Sans renier l'existence d'autres facteurs (économiques, sociopolitiques, culturels), ce dernier affirmait que les politiques d'immigration aux États-Unis sont en grande partie responsables du non-retour des ÉÉ.

Cette revue de littérature nous permet de cerner les facteurs qui sont considérés par les ÉÉ lorsque ces derniers sont confrontés aux deux choix possibles qui s'offrent à eux en fin de formation : partir ou rester. Elle nous permet surtout de mettre en lumière le rôle particulier des politiques publiques. Ces politiques de rétention ne jouent pas un rôle crucial dans le phénomène de non-retour. Elles constituent plutôt le facteur clé du phénomène de non-retour. Les autres

facteurs ne peuvent contribuer seules au non-retour des ÉÉ sans la mise en place d'un cadre légal par les autorités en place. L'intention de rester dans le pays d'accueil ne se muerait jamais en réalisation sans ces politiques. Elle demeurerait vaine. Pour ces raisons, nous avons choisi d'étudier l'influence réelle de ces politiques sur le phénomène de non-retour dans le contexte québécois.

## 2.2 Lacune analytique

Le phénomène de rétention des ÉÉ dans le pays dans lequel ils ont étudié est en expansion mais, il est encore largement sous-étudié. Les travaux qui traitent du non-retour des ÉÉ abordent très peu la dimension des politiques de rétention. Notre revue de littérature a révélé que bien que les politiques de rétention soient considérées comme étant le chaînon essentiel entre la mobilité des étudiants et la migration des personnes hautement qualifiées, à notre connaissance, aucune étude ne s'est attardée sur leur mise en œuvre. Ce constat vaut aussi pour les études faites dans le contexte québécois. Nous croyons donc qu'il y a lieu d'entreprendre une recherche en ce sens afin de combler, bien que modestement, cette lacune.

## 2.3 Pertinences scientifique et sociale

Au plan scientifique, notre recherche portant sur la mise en œuvre du PEQ, permettra d'accroître les connaissances sur la mise en œuvre des politiques publiques. Elle pourrait contribuer à améliorer la compréhension du rôle des politiques de rétention dans le phénomène de non-retour des ÉÉ de même qu'à approfondir les connaissances de ce champ d'étude.

Au plan social, les résultats de notre recherche pourraient contribuer à la correction et à l'amélioration faites à ce programme par le gouvernement québécois. D'ailleurs, ce dernier porte déjà une attention particulière à ce programme, en témoigne la toute récente évaluation qui en a été faite (MIDI 2015c). Dans cette optique, notre recherche est bénéfique pour la société car l'apprentissage, et les améliorations qui pourraient en découler, pourraient contribuer à une mise en œuvre qui tend un peu plus vers l'atteinte des objectifs visés (Embleton et al. 2011, p.4).

## 3. La mise en œuvre

Afin d'étudier l'influence du PEQ dans le phénomène de rétention des ÉÉ au Québec, nous avons choisi d'explorer comment les directives du gouvernement sont appliquées et de quelle façon la

mise en œuvre permet d'atteindre les objectifs visés. La mise en œuvre est l'étape du cycle de production de la politique ou les directives du gouvernement sont appliquées. Il s'agit du moment de la confrontation entre les directives et la réalité (Hill et Hupe 2009 cités par Mégie 2010, p.343). Cette étape du cycle de la politique publique a suscité l'intérêt des scientifiques depuis les années 1970 et généré une littérature importante. Le champ de recherche portant sur l'étude des politiques publiques s'est développé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec la généralisation des interventions de l'État dans les champs sociaux. Les échecs des politiques adoptées ont alors suscité l'intérêt des chercheurs (Carpentier 2010, p.9). Le corpus théorique relatif à la mise en œuvre des politiques demeure néanmoins restreint (Bernier 2010). Ce corpus théorique se décline en trois approches : l'approche *top-down*, l'approche *bottom-up* et l'approche mixte.

### 3.1 Approche top-down

L'approche *top-down* qui a émergé vers la fin des années 1960 et au début des années 1970, examine dans quelle mesure les objectifs de la loi (*statute*) sont atteints et les facteurs qui en expliquent l'échec ou la réussite. Quatre questions structurent alors l'analyse. La première question consiste à se demander dans quelle mesure les actions des fonctionnaires chargés de la mise en œuvre et des publics cibles convergent vers les objectifs et les procédures énoncés dans la loi? La deuxième question tente de vérifier dans quelle mesure les objectifs sont atteints au fil des années et dans quelle mesure les impacts sont conformes aux objectifs? Avec la troisième question, l'analyste étudie les principaux facteurs affectant les décisions politiques et les impacts (*policy outputs and impacts*) de la loi. La quatrième, et dernière question de l'analyste, est d'étudier comment la politique (*policy*) a été reformulée et ajustée? (Sabatier 1986, pp.21-23). Diverses stratégies sont proposées aux décideurs, afin de réaliser une mise en œuvre « réussie ». Ces derniers doivent entre autres: formuler centralement les objectifs; définir et préciser les buts, les moyens et les procédures; assigner les tâches; laisser peu d'autorité discrétionnaire et peu de liberté d'action aux exécutants qui mettent les instructions en œuvre en conformité avec les objectifs et les indications données; le recours aux stimulants et aux sanctions (Elmore, 1982; Meny et Thoenig, 1989; Lazin, 1995; Liautaud, 2003; Matland, 1995; Parsons, 1995 cités Carpentier 2010 p.11).

Des critiques ont été formulées à l'endroit de l'approche *top-down*, notamment le fait qu'elle part de la perspective des décideurs centraux et, ce faisant, néglige les autres acteurs. Cette façon de



procéder amènerait les décideurs à négliger les initiatives stratégiques des acteurs privés, des bureaucrates, des fonctionnaires et d'autres sous-systèmes politiques (Sabatier 1986, p.30). Cette approche négligerait donc les exécutants qui interprètent, modifient, facilitent ou contrecarrent la politique pour la détourner afin de servir leurs propres intérêts (Carpentier 2012, p.17). On reproche également à cette approche d'être peu pratique lorsqu'il y a une multitude de directives gouvernementales et une multitude d'acteurs détenant la même autorité. Par ailleurs, il existe une critique selon laquelle la distinction entre l'élaboration et la phase de l'implantation est trompeuse et inutile (Sabatier 1986, pp.30-31). Afin de pallier aux faiblesses de l'approche *top-down*, une nouvelle approche vit le jour vers la fin des années 1970, début des années 1980. Il s'agit de l'approche *bottom-up* qui a été présentée comme une solution alternative.

### 3.2 Approche *bottom-up*

Contrairement aux théoriciens de l'approche *top-down*, l'approche *bottom-up* se concentre sur l'analyse de la multitude des acteurs qui interagissent au niveau local, au niveau opérationnel sur un problème particulier (Sabatier 1986, p.22). Il s'agit de partir de la structure locale de mise en œuvre de la politique et d'analyser les interactions stratégiques entre plusieurs acteurs (Sabatier 1986, p.33). Si l'analyse de l'approche *top-down* se concentre sur les décideurs principaux et leurs demandes, l'analyse de l'approche *bottom-up* se focalise sur les individus qui se situent au bas de la pyramide et leurs influences sur la mise en œuvre. Ce sont ces individus, les « bureaucrates sur le terrain », qui jouent inévitablement un rôle actif et exercent une influence en apportant des modifications à la politique. Ces dernières résultent à la fois des interprétations que les différents acteurs font de la politique et des interactions entre les différents groupes d'intérêt en présence (Linder et Peters, 1987; Fitz, Halpin et Power, 1994; Liautaud, 2003 cités par Carpentier 2012, p.18). Le point de départ de l'analyse étant donc la perspective des acteurs, notamment celle du groupe cible et celle des agents qui rendent le service, l'approche *bottom-up* postule que la diversité dans l'exécution de la politique est la source de connaissance (Carpentier 2012, p.18). Les stratégies recommandées aux décideurs centraux consistent notamment à : formuler les grandes lignes d'une politique simple qui doit servir d'outil d'information, laisser de la flexibilité et de la discrétion aux acteurs locaux dans les choix des stratégies de mise en œuvre et mettre l'accent essentiellement sur les ressources pour soutenir les milieux (Carpentier 2012, p.18). Cependant, tout comme l'approche *top-down*, l'approche *bottom-up* a ses limites. Les critiques formulées à l'endroit de l'approche *bottom-up* sont notamment : « l'attention soutenue portée aux acteurs impliqués dans le processus de mise en œuvre, la très grande emphase

accordée à la capacité de la périphérie à contrecarrer et à représenter une contrainte pour les décideurs et le fait que cette approche sous-estime la capacité du centre à influencer le comportement des individus » (Liautaud, 2003 cité par Carpentier 2010 p.12).

Une approche mixte d'analyse de mise en œuvre a donc vu le jour à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Poursuivant les recherches sur la mise en œuvre, les chercheurs ont réconcilié les approches « *top down* » et « *bottom-up* », en prônant une approche mixte de mise en œuvre. Cette approche hybride permettrait de contrer certains problèmes rencontrés par les deux approches précédentes (O'Toole, 1986 cité par Carpentier 2010 pp.12-13).

### 3.3 Approche mixte

L'approche « hybride » fait état de la nécessité d'une double logique : verticale (gouvernementale) et horizontale (terrain) (Carpentier 2010 p.13). Plusieurs approches et modèles d'implantation faisant état de différentes stratégies gouvernementales mixtes de mise en œuvre ont permis de poser les premiers jalons de ce concept. Selon Carpentier (2012), il n'existe aucune synthèse, aucune approche, ni aucun modèle permettant de saisir les dimensions de l'approche mixte de mise en œuvre et les stratégies gouvernementales d'implantation efficaces qui leur sont associées (p.21). Se basant sur deux revues de littérature, l'une sur les politiques publiques et l'autre sur les politiques éducatives, Carpentier (2012) a procédé à une synthèse de ces connaissances. Elle a ainsi pu identifier quatre dimensions centrales qui caractérisent l'« hybridité » : « une bidirectionnalité composée d'un pôle centralisé (le gouvernement) et d'un pôle décentralisé (les acteurs sur le terrain), une zone de pouvoir et de marchandage, une évolution et une prise en compte du contexte, ainsi que les stratégies gouvernementales d'implantation qui leur sont associées » (Carpentier 2012, p.21).

La première dimension faisant référence à la bidirectionnalité est composée de deux pôles. D'une part, le pôle centralisé est caractérisé par une logique verticale faisant appel à la centralisation et suggérant aux décideurs centraux de tenter de fixer les règles du jeu, de diriger, d'encadrer et de contrôler le pouvoir des autres acteurs. D'autre part, le pôle décentralisé est caractérisé par une logique horizontale, faisant appel à la décentralisation et suggérant de laisser une certaine autonomie aux acteurs sur le terrain (Carpentier 2010 p.13). « La mise en œuvre apparaît alors comme un continuum dans lequel un processus interactif et de négociation prend place peu à peu, entre ceux qui cherchent à formuler la politique et ceux de qui dépend l'action » (Younis, 1990 cité par Carpentier 2012, p.22). Ainsi, la deuxième dimension caractérisant l'hybridité est une

zone de pouvoir et de marchandage qui apparaît lors de la rencontre des logiques verticale et horizontale. Les acteurs de ces deux pôles communiquent, négocient et débattent afin d'arriver à des compromis et à des ententes, la politique évoluant tout au long de ce processus (Carpentier 2010 p.13). La troisième dimension fait référence donc à la notion d'évolution de la politique, qui est une conséquence de l'effet des trois autres dimensions. Si la politique évolue et change, le processus de mise en œuvre est également reformulé tout au long du processus (Barrett et Fudge, 1981; Elmore, 1982; Thain, 1987; Graig, 1987; Meny et Thoenig, 1989 cités par Carpentier 2012, p.25). Ainsi ni les politiques, ni leur processus de mise en œuvre ne sont statiques (Carpentier 2012, p.25). Quant à la quatrième dimension, elle fait référence à la prise en compte du contexte dans lequel la politique est formulée, adoptée et implantée puisque la réalité locale influence l'entièreté du processus (Berman, 1980; Ripley et Franklin, 1986; Younis, 1990; Howlett et Ramesh, 2003 cités par Carpentier 2012, p.26). Les autorités devraient donc reconnaître les différents types de situations inhérentes au contexte dans lequel la politique est formulée, adoptée et implantée et apprendre à faire correspondre leurs stratégies au contexte (Berman, 1980 cité par Carpentier 2012, p.26).

En somme, selon les principes de l'approche mixte, les décideurs centraux doivent prendre en considération ces quatre dimensions qui doivent guider leur choix de stratégies d'implantation. Toutefois, selon Carpentier (2010), les connaissances sur les stratégies gouvernementales « hybrides » étant encore partielles, la dynamique réelle s'exerçant entre les deux logiques n'est pas encore clairement comprise, expliquée et opérationnelle. Beaucoup reste donc à faire afin de déterminer les stratégies spécifiques qui caractérisent, dans un contexte d'« hybridité », les pôles centralisé et décentralisé, mais également afin de déterminer comment rendre effective la zone de pouvoir et de marchandage et de négocier avec le caractère évolutif des politiques (p.13).

Dans ce chapitre, nous avons défini notre cadre théorique. Nous avons ainsi situé notre démarche dans le contexte plus large de l'internationalisation des études supérieures, et dans un contexte plus restreint de l'accueil et de la rétention des ÉÉ au Québec. Nous avons présenté la littérature relative au non-retour des ÉÉ dans leur pays d'origine et défini les trois approches qui structurent le champ de l'analyse de mise en œuvre des politiques publiques. En somme, de plus en plus de personnes choisissent d'aller poursuivre des études supérieures ailleurs que dans leur pays d'origine. Elles sont aussi plus nombreuses à décider rester dans le pays dans lequel elles ont fait les études. Voulant bénéficier de cette main d'œuvre les gouvernements se dotent de politiques de

réention. Notre étude vise étudier l'influence réelle de ces politiques au Québec dans le cadre d'une analyse de la mise en oeuvre du PEQ. Dans le prochain chapitre nous traitons des questions méthodologiques.

## CHAPITRE 2 : CADRE OPÉRATOIRE

Avant d'aborder les questions méthodologiques, nous allons formuler notre question de recherche ainsi que les deux sous-questions dérivées des théories qui sont mises à contribution. Nous exposons ensuite les deux modèles d'analyse retenus et procédons à la définition de nos concepts opératoires. Nous consacrons la quatrième et dernière section du chapitre à la méthodologie. Nous traitons de la stratégie de recherche, des méthodes de collecte des informations, du mode de recrutement des participants, de la méthode de traitement des données recueillies à l'aide de l'entrevue, du cadre spatio-temporel, de la mesure du respect de l'éthique de la recherche et finalement des limites de la recherche.

### 1. Question de recherche

Considérant les pertinences sociale et scientifique exposées dans le premier chapitre, nous croyons qu'il est justifié d'entreprendre une recherche portant spécifiquement sur la mise en œuvre du PEQ. Nous nous posons alors la question de recherche suivante : quel est l'écart que révèle l'étude de la mise en œuvre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) en regard de son objectif de favoriser la rétention des étudiants étrangers?

Afin de répondre à cette question, nous avons formulé deux autres sous-questions basées sur les deux modèles d'analyse de mise en œuvre que nous avons retenus et qui sont explicités dans la section suivante. La première question inspirée du modèle de Jeffrey L. Pressman et Aaron Wildavsky (1973) est : comment peut-on caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ (Conflictuel ? Harmonieux ? Difficile ? Facile? etc.)? La deuxième question, inspirée de Daniel A. Mazmanian et Paul A. Sabatier (1980; 1989) est : quels sont les facteurs et/ou les critères du PEQ qui concourent à l'atteinte des objectifs visés par sa mise en œuvre ?

En répondant à ces deux sous-questions, nous atteindrons nos deux objectifs : décrire et caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ et relever les facteurs et les critères du PEQ qui permettent ou qui ne permettent pas une mise en œuvre réussie.

### 2. Modèles d'analyse retenus

Nous avons retenu deux modèles d'analyse de mise en œuvre des politiques publiques. Le premier modèle est celui de Jeffrey L. Pressman et Aaron Wildavsky (1973). Le deuxième est

celui de Daniel A. Mazmanian et Paul A. Sabatier (1980; 1989). Dans cette section, nous présentons les éléments essentiels de ces deux approches.

## 2.1 Modèle de Pressman et Wildavski

L'approche adoptée par Jeffrey L. Pressman et Aaron Wildavsky (1973) et les leçons qu'ils tirent de leur analyse portant sur les difficultés d'implantation d'un programme états-uniens fédéral destiné à créer des emplois pour la communauté noire d'Oakland sont toujours pertinentes. Ce programme a obtenu des résultats mitigés puisque, même si tous les résultats visés n'ont pas été atteints et que le processus a été beaucoup plus long que prévu, les émeutes ont cessé et certains projets ont néanmoins bien fonctionné (Bernier 2010, pp.260 et 261).

Partant d'un constat d'échec, ces deux auteurs ont soulevé que les problèmes de mise en œuvre étaient la cause de l'échec du programme et devraient donc être analysés. Ainsi, ces auteurs ont dévoilé la complexité entourant l'implantation des décisions prises par les législateurs. Cette complexité résulte de plusieurs facteurs. En effet, la coordination avec divers groupes s'est avérée problématique en raison d'une forte organisation des intérêts et des nombreuses possibilités de blocage. Par ailleurs, si d'une part le départ et le remplacement d'acteurs clés a contribué à cette difficile coordination, d'autre part la présence de nombreuses agences fédérales n'y a pas été étrangère. Ainsi, pas moins de 19 agences fédérales ont été impliquées. De plus, il y a eu de nombreux délais dont certains ont été occasionnés par des problèmes techniques, mais aussi parfois politiques. Aussi, la diversité des points de vue et des intérêts, la présence des cheminements critiques et des nœuds de décisions sont d'autres caractéristiques qui empêchent une mise en œuvre efficace. Ces caractéristiques peuvent parfois aboutir à la rupture de la trajectoire décisionnelle prévue par la loi (Bernier 2010, pp.260-263; Mégie 2010, pp.344 et 345).

Plusieurs leçons sont tirées de cette étude de cas. Il faut notamment prévoir les difficultés de la mise en œuvre car plusieurs organismes en ont la charge. Il faut concevoir des politiques aussi simples que possible et réduire les vetos afin de minimiser les occasions de délais. Les concepteurs des programmes doivent faire partie de la mise en œuvre, assurant ainsi un suivi. En somme, la mise en œuvre est complexe. Il faut donc apprendre des difficultés rencontrées et constamment s'adapter (Bernier 2010, pp.263-264). Cette approche nous permet d'exposer la complexité des mécanismes entourant la mise en œuvre du PEQ. Elle nous permet également de tracer le processus d'adaptation et d'apprentissage du PEQ à travers les changements apportés.

## 2.2 Modèle de Mazmanian et Sabatier

Considérant que le rôle crucial de l'analyse de la mise en œuvre est d'identifier les facteurs qui conditionnent l'atteinte, ou non, des objectifs tout au long du processus de mise en œuvre, Mazmanian et Sabatier (1980, p.541) relèvent les facteurs et les critères d'une politique ou d'un programme que l'analyste doit considérer lorsqu'il procède à une étude de mise en œuvre (Bernier 2010, p.264; Mégie 2010, p.345). Les deux auteurs divisent les facteurs en trois grandes catégories.

Le premier facteur est la solvabilité du problème. Plusieurs aspects d'un problème social affectent l'habileté des institutions gouvernementales à atteindre les objectifs législatifs. En effet, les problèmes sont tractables lorsque les conditions suivantes sont réunies : il existe une théorie qui permet de lier le changement de comportement à l'amélioration d'un problème; la ressource technologique requise existe; il y a peu de variation dans les comportements qui causent le problème; le public cible constitue une minorité facilement identifiable; le changement de comportement requis est modeste (Mazmanian et Sabatier 1980, p.541).

Le second facteur est la capacité de la loi<sup>6</sup> (*statute*) et des énoncés de politiques à encadrer la mise en œuvre. Selon les auteurs, une loi qui est élaborée avec précaution peut substantiellement affecter l'atteinte de ses objectifs. En effet, une loi a plus de chance d'atteindre ses objectifs si : il existe une théorie causale valide qui fait le lien entre le changement de comportement et l'impact désiré; les objectifs sont précis et clairement hiérarchisés; les organisations responsables de la mise en œuvre disposent de ressources financières suffisantes; le nombre de points de vetos est peu élevé et il existe des sanctions et des incitatifs qui permettent de museler la résistance; les règles de décision des organisations responsable de la mise en œuvres sont orientées vers l'atteinte des objectifs de la loi; la mise en œuvre est confiée à des organismes qui supportent les objectifs législatifs et qui accorderont une grande priorité au programme (Mazmanian et Sabatier 1980. p.548); la loi réglemente la participation des acteurs non gouvernementaux dans le processus d'implantation. En somme, la loi doit structurer tout le processus de façon à obtenir le changement de comportement désiré (Mazmanian et Sabatier 1980, p.544).

Le troisième facteur est une série de variables influentes. Les conditions socio-économiques constituent la première variable. La mise en œuvre d'une loi est à la merci des changements dans

---

<sup>6</sup> Dans le cadre de ce modèle d'analyse, une loi (*statute*) est la décision politique fondamentale qui est mise en œuvre. Elle s'attaque à un problème qu'elle identifie et énonce les objectifs qu'elle poursuit. (Mazmanian et Sabatier 1980, p.544).

les conditions socio-économiques et technologiques (Mazmanian et Sabatier 1980, p.548). Les changements dans les conditions socio-économiques affectent la mise en œuvre de diverses façons. Les variations dans les conditions socio-économiques peuvent affecter la perception de l'importance relative du problème ciblé par la loi. Lorsqu'elles se produisent au niveau local, ces variations confèrent aux décideurs locaux une flexibilité et une discrétion qui minent la possibilité de prendre des décisions conformes aux objectifs de la loi. Quant à l'opinion publique à l'égard des objectifs de la loi, elle peut changer suite à ces changements. Les fonctionnaires, eux, peuvent répondre indirectement à ces changements surtout s'ils les perçoivent comme étant en faveur de leurs programmes et de leurs préférences (Mazmanian et Sabatier 1980, pp.549-550).

La deuxième variable intervenante est l'attention des médias. Les médias sont importants dans le processus de mise en œuvre pour plusieurs raisons. D'une part, ils influencent la perception du public et de l'élite politique des changements socio-économiques. D'autre part, si les médias influencent le processus de mise en œuvre à travers la sélection des programmes couverts et à travers le type de couverture (durée, temps) qu'ils leur accordent, ils l'influencent également à travers la quantité et la continuité de l'attention portée au problème visé par la loi (*statute*) (Mazmanian et Sabatier 1980, p.550).

La troisième variable intervenante est le soutien du public. L'intérêt porté par le public à une loi et au problème auquel il répond est cyclique. Le public peut influencer la mise en œuvre de diverses manières. D'abord, l'opinion publique et son interaction avec les médias influence l'agenda politique notamment à travers le choix des sujets débattus par les corps législatifs. Ensuite, les élus se font les portes paroles des questions, des enjeux jugés importants dans leur circonscription. Finalement, les administrateurs et les autorités supérieures (*sovereigns*) ont souvent recours aux sondages d'opinion publique pour soutenir des positions particulières (Mazmanian et Sabatier 1980, p.550).

Les autorités supérieures (*sovereigns*), qui comprennent notamment les assemblées législatives, les tribunaux et les agences hiérarchiquement supérieures ont la capacité de modifier et/ou de miner les ressources légales et financières des agences responsables de la mise en œuvre, d'une part en modifiant et/ou en annulant des lois (*statutes*) et d'autre part, en changeant des lois qui ont des ramifications avec celle dont la mise en œuvre est étudiée (Mazmanian et Sabatier 1980, p.552).



L'attitude et les ressources des groupes concernés constituent la quatrième variable. L'adhésion aux groupes concernés (les opposants et les partisans) et les ressources financières dont ils disposent varient avec le soutien du public à l'égard de leur position. Ces groupes peuvent influencer le processus de diverses façons. Ils peuvent intervenir directement dans les décisions des agences responsables de mise en œuvre en commentant les décisions de ces dernières et en leur offrant des ressources additionnelles. Ils peuvent aussi intervenir indirectement en publiant des études qui sont critiques à l'égard des performances des agences, en faisant des campagnes d'opinion publique et en faisant appel aux autorités législatives et judiciaires des agences responsables de la mise en œuvre (Mazmanian et Sabatier 1980, p.551).

La cinquième variable, et non la moindre, est le leadership et le dévouement des fonctionnaires. Il s'agit de la variable qui affecte directement les décisions (*policy outputs*) des agences responsables de la mise en œuvre. Les fonctionnaires doivent être dévoués aux objectifs. Il s'agit de la façon dont ils classent les objectifs selon leurs propres préférences. Ils doivent également avoir le leadership requis pour utiliser les ressources disponibles. Le leadership est, entre autres, la capacité des fonctionnaires de développer de bonnes relations avec les autorités supérieures des sous-systèmes de l'agence (*sovereigns of agency's subsystems*), de convaincre les opposants et le public cible qu'ils sont traités équitablement et de présenter avantageusement l'agence dans les médias. C'est aussi l'habileté de faire appel à ses compétences de gestion, notamment en gérant les dissensions internes et s'assurant de maintenir le moral des membres du personnel (Mazmanian et Sabatier 1980, p.553).

Les deux auteurs ont synthétisé ce grand nombre de variables en six conditions suffisantes et généralement nécessaires à une mise en œuvre réussie : l'énoncé d'objectifs clairs et cohérents; l'existence d'une théorie causale adéquate; le processus de mise en œuvre légalement structuré afin de garantir la conformité du public cible et des agents de mise en œuvre (*implementing officials*); la présence d'agents de mise en œuvre qui sont compétents et dévoués; le soutien des groupes et des autorités supérieures (*sovereigns*); les changements dans les conditions socio-économiques qui n'affectent pas considérablement le soutien des élites politiques et la théorie causale (Sabatier 1986, pp.23 et 25).

En basant notre travail sur ces deux modèles d'analyse, nous nous inscrivons dans l'approche *top-down*. En effet, nous regarderons ce qui doit être mis en œuvre à partir du programme (le PEQ) tel que préconisé par les analystes de cette approche. Ainsi, nous reprendrons les facteurs et les critères relevés par Daniel A. Mazmanian et Paul A. Sabatier (1980; 1983) et verrons dans

quelle mesure la présence ou l'absence de ces facteurs et de leurs critères contribue ou non à une mise en œuvre réussie du PEQ. Nous voulons aussi, à l'instar de Pressman et Wildavsky (1973) décrire la complexité du processus de mise en œuvre du PEQ. Nous voulons mettre en exergue les relations entre les unités administratives qui ont la charge de la mise en œuvre, les délais s'il y a lieu, de même que les trajectoires décisionnelles. En somme, nous avons choisi de combiner deux modèles qui nous apparaissent complémentaires et qui nous permettront de donner une image plus proche de la réalité même si celle-ci demeure imparfaite. Par ailleurs, nous croyons comme Bernier (2010) que le modèle de Mazmanian et Sabatier demeure aujourd'hui une explication générale qui est à la fois utile et intéressante (p.265). Par ailleurs, le modèle d'analyse de Mazmanian et Sabatier a fait l'objet de plusieurs études empiriques et est considéré par plusieurs comme étant un ouvrage incontournable de l'approche top-down (Sabatier 1986, p.23). Quant au modèle de Pressman et Wildavsky, son importance est reconnue par plusieurs chercheurs, dont notamment Kevin B. Smith et Christopher W. Larimer (2009) (Bernier 2010, p.260).

### 3. Concepts opératoires

Notre question de recherche repose sur la relation entre les politiques publiques (le PEQ) et le non-retour des ÉÉ. Outre ces deux variables, plusieurs concepts ressortent de notre propos et méritent d'être définis. Cette section de notre chapitre est consacrée aux définitions des concepts et des variables.

#### 3.1 Formulation

La phase de formulation de la politique est le processus au cours duquel le programme politico-administratif est élaboré. Cela suppose qu'il y a une définition du modèle de causalité par les acteurs publics, une énonciation des objectifs et un choix des instruments et des procédures à mettre en œuvre pour résoudre le problème relevé. L'analyste cherche à comprendre les processus par lesquelles les solutions sont formulées (Knoepfel et al. 2015, pp.51-52 et 54).

#### 3.2 Mise en œuvre

Selon Mazmanian et Sabatier (1980), la mise en œuvre est le processus par lequel la décision politique, habituellement une loi (*statute*) est exécutée. Idéalement, la loi identifie le problème, définit les objectifs poursuivis, tout en structurant le processus de diverses façons. Dans le cas d'une loi qui régule/réglemente le comportement d'acteurs économiques privés, le processus de

mise en œuvre passe par plusieurs étapes successives qui s'influencent les unes les autres : l'adoption de la loi, les décisions prises (*policy output*), le respect de ces décisions par le public cible, les impacts réels désirés et non désirés de ces décisions, les impacts perçus et finalement des modifications importantes dans la loi. Il s'agit d'un processus dynamique (p.538 et 540-541).

### 3.3 Politique publique

Il existe une diversité de définitions du concept de politique publique (Lemieux 2009, p.1; Paquin 2010, p.7). Ces définitions mettent l'accent sur l'un ou l'autre des éléments suivants : les acteurs et les activités, les problèmes et les solutions. Ils considèrent les politiques publiques comme des activités ou des absences d'activités menées par des acteurs gouvernementaux (Lemieux 2009, p.3). Pour notre part, nous retenons son explication systémique. Selon l'approche systémique de Lemieux (2009), une politique publique est « faite d'activités orientées vers la solution de problèmes publics dans l'environnement, et ce par des acteurs politiques dont les relations structurées, le tout évoluant dans le temps » (p.7). Selon cette définition, la fonction d'une politique publique est de répondre à des problèmes qui proviennent de l'environnement. Par ailleurs, cet auteur aborde le caractère évolutif de la politique publique. Non seulement les activités évoluent dans le temps, mais l'environnement aussi évolue. Cette définition nous permettra d'une part de caractériser l'environnement d'où émerge la politique publique sur laquelle porte notre intérêt, par la définition des problèmes sous-jacents et, d'autre part, d'étudier l'échange entre cet environnement et la politique publique.

### 3.4 Étudiant étranger

Nous étudions le phénomène de non-retour auprès d'une catégorie particulière de personnes, les ÉÉ ressortissants du PEQ.

Selon le *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, l'ÉÉ est un résident temporaire qui est autorisé, par un permis d'études ou par le règlement, à étudier au Canada et qui étudie ou compte étudier au Canada. Les études sont définies comme étant faites dans une université ou un collège ou comme étant un cours de formation générale, théorique ou professionnelle (CIC<sup>7</sup> 2010, p.2).

---

<sup>7</sup> Le CIC a changé de nom pour devenir IRCC après le début de notre recherche. Nous avons choisi de conserver l'appellation CIC afin d'éviter de semer la confusion chez le lecteur.

Dans cette définition, nous voyons que ce qui caractérise l'ÉE c'est le but qu'il poursuit en venant au Canada. Il veut profiter d'un enseignement supérieur de qualité qui y est offert. Par ailleurs, cette définition circonscrit le type d'étudiants pris en compte par notre recherche. Les études faites aux niveaux de formation inférieurs (primaire et secondaire) sont exclues.

### 3.5 Non-retour

Le PEQ poursuit un but, celui de favoriser la rétention des ÉE dans leur pays d'origine. Le non-retour des ÉE désigne le changement de projet qui transforme la migration pour études en projet d'établissement dans le pays dans lequel les études sont complétées. Il désigne aussi l'intention de demeurer dans le pays d'accueil (Soon 2010, p.18).

Suite à la présentation des définitions et concepts, nous allons dans la section suivante exposer la méthodologie de notre recherche.

## 4. Méthodologie de la recherche

Selon Gauthier (2010), la méthodologie de la recherche englobe la structure de l'esprit et de la forme de la recherche et les techniques qui sont utilisées pour mettre cet esprit et cette forme en pratique (p.8). Nous présentons donc la méthodologie privilégiée. Pour ce faire, nous présentons d'abord notre approche générale, suivie de nos méthodes de collectes de données et notre cadre spatio-temporel. Suivant une logique des étapes séquentielles, nous présentons ensuite les modes d'élaboration des questionnaires et de recrutement des participants, le déroulement des entrevues et la méthode de traitement des données. Nous terminons en présentant la mesure du respect de l'éthique, les difficultés rencontrées et les limites de la recherche.

### 4.1 Étude de cas

Notre recherche est une étude de mise en œuvre d'une politique publique. Nous avons spécifié que nous voulons décrire et caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ suite à une revue de la littérature qui nous a permis de mettre en lumière l'importance des politiques de rétention dans le phénomène de non-retour de ÉE. Il s'agit donc d'une étude descriptive.

Afin de répondre à notre question de recherche, nous avons privilégié l'étude de cas. Il s'agit « [d'] une approche de recherche empirique qui consiste à enquêter sur un phénomène, un

événement, un groupe ou un ensemble d'individus, sélectionnés de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes (Roy 2010, p.207). Nous avons retenu cette approche méthodologique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il s'agit d'une stratégie prisée en recherche appliquée, en l'occurrence dans l'évaluation des programmes gouvernementaux. L'étude de la mise en œuvre se concentre sur les décisions gouvernementales telles que nous l'avons souligné plus haut. Ensuite, cette stratégie nous permet de saisir la dynamique interne de notre cas ainsi que ses interactions avec son contexte particulier. Finalement, elle est pertinente car elle permet au chercheur d'explorer, de décrire et de mieux comprendre de nouveaux phénomènes. Cela nous a donc indiqué que l'étude de cas était appropriée pour notre recherche.

Toutefois, comme toute stratégie de recherche, elle comporte des faiblesses. Selon les critiques faites à l'endroit de l'étude de cas, elle n'a pas toujours conscience de ses biais. De plus, elle a tendance à ne vérifier ni la validité ni la fidélité des résultats (Roy 2010, p.213). Par ailleurs, elle comporte des faiblesses quant à la validité interne notamment en raison du biais que peut introduire les chercheurs qui disposent d'une grande marge de liberté. La validité interne de l'étude de cas n'est pas seule à souffrir de critiques. La validité externe souffre de critiques plus inquiétantes. En effet, les cas étudiés ne représentent pas la société dans son ensemble. Il est alors difficile de généraliser (Roy 2010, p.207). Malgré ces limites, l'étude de cas nous paraît indiquée pour les raisons précédemment évoquées. Surtout, elle comporte de grandes forces. En effet, elle permet, non seulement de comprendre le contexte géographique et historique du cas, mais aussi d'expliquer les relations de causalité. En outre, l'étude de cas aide à la compréhension de phénomènes sociaux de deux façons. Elle fournit des repères qui aident à la compréhension de la réalité et offre de riches descriptions qui peuvent subséquemment aider à former des théories (Roy 2010, pp.208-212). Nous croyons que ces forces surpassent les limites et que ces dernières n'affectent pas la valeur de la recherche.

## 4.2 Méthodes de collecte des informations

L'étude de cas, qui est l'approche retenue, a généralement recours aux méthodes qualitatives, mais ne s'y limite pas (Roy 2010, p.201). Nous avons donc entrepris une étude qualitative. Toutefois, nous l'avons enrichie avec des données quantitatives puisque

la recherche qualitative ne rejette pas les chiffres ni les statistiques, mais ne leur accorde tout simplement pas la première place; elle se

concentre plutôt sur l'analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité sociale (Deslauriers 1991, p.6 vu dans Nkussi 2006, p.96).

Notre démarche a nécessité le recours à deux méthodes de collecte de donnée. Dans un premier temps, nous avons procédé à une observation documentaire des écrits déjà existants. Cette observation s'est concentrée, mais sans s'y limiter, à l'étude des lois, des documents officiels du Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI) tels que les rapports annuels de gestion, les plans stratégiques, les rapports d'évaluation et les diverses études statistiques, des articles scientifiques, des thèses, des mémoires et des chapitres de livres. Dans un deuxième temps, nous avons récolté nos propres informations en administrant des entrevues semi-dirigées. Il s'agit d'«une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur [qui] se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant [...] » (Savoie-Zajc 2010, p.340).

Ces entrevues ont été administrées à deux types d'acteurs : les ÉÉ au Québec qui sont toujours aux études et les anciens étudiants devenus des résidents au Québec. Pour les premiers, il s'agit de connaître leur intention de rester ou de partir. Quant aux seconds, l'objet est d'observer l'influence qu'a eu le PEQ dans leur décision de rester. De plus, nous avons interviewé des fonctionnaires chargés de la mise en œuvre du PEQ afin de donner sens à leurs intentions et à leurs actions. Nous avons pu ainsi étudier le regard que portent les fonctionnaires sur leurs propres activités. Nous avons pu recueillir les témoignages relatifs aux difficultés qu'ils rencontraient dans la mise en œuvre, les écarts qu'ils observaient entre la théorie contenue dans la politique et son application effective. Nous voulions connaître l'évaluation que font les fonctionnaires de cette politique. Surtout, nous souhaitons savoir si ces derniers avaient des pistes de solution pour les difficultés rencontrées car nous croyons que plus que les décideurs, les fonctionnaires sont les personnes les plus susceptibles de déceler les faiblesses ou les incohérences et de proposer des solutions.

Nous avons choisi l'entrevue semi-dirigée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, nous recourons à cet outil de collecte de données pour des raisons méthodologiques puisqu'il s'agit d'un moyen efficace non seulement pour recueillir des informations sur un groupe donné, dans notre cas des étudiants étrangers et des fonctionnaires, mais également pour rendre compte de leur point de vue (Poupart 1997, pp.181-182). De plus, l'étude de la mise en œuvre ne saurait faire l'économie de

l'étude de la perception des acteurs impliqués. Par ailleurs, elle constitue une méthode de collecte de données qui sied à l'étude de cas (Roy 2010, p.201). Ensuite, elle apparaît utile en raison des buts qu'elle poursuit puisque ces buts sont en adéquation avec notre recherche. En effet, l'entrevue semi-dirigée vise plusieurs buts dont l'explicitation et la compréhension. L'explicitation permet de clarifier les sentiments, les pensées, les intentions, les motifs etc., alors que la compréhension permet de comprendre le monde de l'autre (Savoie-Zajc 2010, p.343). Or, on ne peut appréhender la réalité des acteurs sociaux sans recourir à leur point de vue, au sens que ces derniers donnent à leurs conduites. Cette méthode nous permet donc de comprendre et d'interpréter les conduites et les réalités de ces acteurs (Poupart 1997, p.175). En administrant des entrevues auprès d'ÉÉ ayant acquis la résidence permanente ainsi qu'auprès de ceux qui poursuivent leurs études, nous pouvons, ou du moins souhaitons clarifier ce que pensent les ÉÉ du PEQ. Nous pouvons surtout mieux comprendre l'influence de ce programme dans le phénomène de non-retour des ÉÉ dans le contexte québécois.

Si nous choisissons l'entrevue semi-dirigée pour les raisons précédemment évoquées, nous ne pouvons passer sous silence le fait qu'elle comporte des forces et des faiblesses. En effet, elle permet de produire des données riches en détails et en descriptions. En outre, elle offre la possibilité au chercheur d'adapter ses questions pendant que l'entrevue se déroule (Savoie-Zajc 2010, p.346). L'entrevue semi-dirigée comporte aussi certaines limites : l'entrevue a lieu dans un espace et un temps délimités. De plus, la crédibilité des informations fournies par le participant à l'entrevue peut être remise en cause. En outre, certains sujets et certaines idées peuvent provoquer des blocages auprès des participants (Savoie-Zajc 2010, p.356-357). Afin de limiter ces faiblesses et de faire correspondre notre interprétation à nos observations, nous avons utilisé diverses techniques. En effet, nous avons eu recours à la triangulation des informations en faisant appel à plusieurs sources et méthodes (entrevues, études statistiques, articles scientifiques, publications du MIDI etc.). Par cette triangulation des informations, nous avons tenté de combler les lacunes ou les biais de chacune des méthodes ou des sources d'information consultées (Roy, 2010, p.218). Nous avons également, lors de la codification des entrevues, reformulé les catégories d'analyse jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de nouvelle codification possible. Nous avons alors obtenu une codification précise, constante et exhaustive.

### 4.3 Cadre spatio-temporel

Notre observation documentaire a couvert la période de 2008 à 2017, à l'exception de la première loi du Québec en matière d'immigration qui date de 1990. Les entrevues semi-dirigées ont été réalisées entre la mi-septembre 2015 et la fin novembre 2016 au Québec. Nous avons souhaité interviewer un minimum de six ÉÉ qui sont toujours aux études et de six anciens ÉÉ qui sont devenus des résidents. Nous avons constitué notre échantillon des ÉÉ dans deux universités : l'Université de Sherbrooke et l'Université de Montréal. Ces choix sont justifiés par les contraintes de temps et de ressources discutées plus haut. En ce qui concerne les fonctionnaires, nous avons souhaité interviewer un minimum de six fonctionnaires. Ce chiffre aurait permis d'interviewer au moins deux personnes dans chacune des trois directions qui œuvrent conjointement à la mise en œuvre du PEQ (la Direction de l'immigration économique-Québec, la Direction des politiques et programmes d'immigration et la Direction de la prospection et de la promotion). Toutefois, il y a eu un décalage entre nos désirs et les réalités du terrain. Nous avons réussi à interviewer neuf ÉÉ qui ont obtenu la résidence permanente en utilisant le PEQ pour leur sélection et quatre ÉÉ qui étaient encore aux études. Pour les fonctionnaires, nous n'avons pu interviewer six fonctionnaires comme il était prévu au départ. Cela est dû, d'une part à une grande spécialisation des tâches au MIDI, et d'autre part au refus de collaborer d'une personne ressource dans l'une des directions impliquées dans la mise en œuvre du PEQ.

### 4.4 Élaboration des questionnaires

Dans cette étude du processus de mise en œuvre du PEQ, notre objectif est de comprendre les motivations du non-retour et appréhender le rôle joué par les politiques publiques auprès des ÉÉ dans leur décision. En nous adressant à des fonctionnaires, nous avons voulu connaître le regard qu'ils portaient sur le processus de mise en œuvre.

#### 4.4.1 Fonctionnaires

L'élaboration de notre questionnaire s'est faite en trois temps. Les textes théoriques nous ont d'abord inspiré les thèmes retenus. Ensuite, nous avons étudié l'évaluation du PEQ faite par le MIDI dans le souci d'éviter de traiter des mêmes aspects. Nous nous sommes finalement inspiré du questionnaire que Carpentier (2010) a utilisé dans le cadre de sa thèse portant sur la mise en œuvre de la réforme du curriculum québécois du primaire de 1997 à 2003. Le questionnaire se



subdivise en plusieurs parties qui abordent tour à tour les thèmes de l'élaboration, du contenu, de l'implantation et du suivi. Certains thèmes étaient spécifiques aux directions. Par exemple, le thème de l'élaboration a été uniquement traité avec la Direction des politiques et programmes. Finalement, en demandant à l'interviewé s'il avait d'autres choses à ajouter, le questionnaire donne l'occasion à ce dernier d'enrichir les données ou de revenir sur certains points déjà abordés. Le questionnaire administré aux fonctionnaires est présenté à l'annexe C.

#### 4.4.2 Étudiants étrangers

Tout comme le questionnaire des fonctionnaires, le questionnaire des ÉÉ s'est inspiré de la littérature existante. Il donne également à l'interviewé l'occasion d'aborder de nouveaux thèmes ou d'apporter des compléments de réponse. Il débute par des questions d'ordre sociodémographique et traite successivement des raisons qui motivent le choix du Québec comme destination des études, de l'adaptation et de l'intégration au Québec, de la décision de rester au Québec et des raisons sous-jacentes, de la connaissance du PEQ et de son influence dans la décision de non-retour. Le guide d'entrevue des ÉÉ est présenté à l'annexe F.

### 4.5 Recrutement des participants

Administrer des entrevues suppose une technique d'échantillonnage. Nous avons choisi de constituer des échantillons non probabilistes pour nos deux populations : les ÉÉ du Québec (dont certains sont devenus des résidents en utilisant le PEQ pour obtenir le certificat de sélection du Québec) et les fonctionnaires québécois impliqués dans la mise en œuvre du PEQ. Ce choix est motivé par le fait que les techniques non probabilistes sont faciles à appliquer. De plus, elles sont indiquées quand le temps et les ressources sont limités (Beaud 2010, p.261).

#### 4.5.1 Fonctionnaires

Compte tenu du fait que nous faisons face à ces contraintes, pour les fonctionnaires, nous avons choisi de constituer un échantillon par choix raisonné. Nous avons sélectionné des individus spécifiques en vertu de leur capacité à nous fournir des informations sur notre sujet (Tashakkori et Teddlie 2003). Ces individus, étant directement impliqués dans le processus de mise en œuvre du PEQ, possédaient à notre avis une expertise riche pour notre étude. Nous nous sommes adressées aux gestionnaires des unités concernées au sein du MIDI qui nous ont dirigées vers les

fonctionnaires qui étaient aptes à répondre à nos questions. Ces derniers ont d'abord eu des réticences et ont voulu avoir l'approbation de leur supérieur. Nous avons finalement réussi à communiquer avec un haut fonctionnaire qui donna son approbation aux fonctionnaires.

#### 4.5.2 Étudiants étrangers

Pour les ÉÉ, nous avons trouvé les premiers répondants par le truchement de réseaux personnels. Une lettre de présentation leur a été envoyée. Cette lettre est présentée à l'annexe D. Ces derniers ont accepté de nous référer à d'autres ÉÉ. Il s'agit de la méthode boule de neige avec lequel « grâce à un premier informateur, le chercheur trouve l'accès au prochain, procédant ainsi par contacts successifs » (Pires 1997, p.160). Nous avons au départ préconisé de diversifier notre échantillon en interviewant des personnes issues de différentes facultés, de différents niveaux scolaires et de différentes origines afin de répondre au critère de diversification interne au groupe étudié. Cependant, cet objectif n'a pu être atteint puisque le recrutement a fini par se faire au sein des mêmes facultés et au sein de personnes ayant les mêmes origines.

### 4.6 Déroulement des entrevues

#### 4.6.1 Fonctionnaires

Avant l'entrevue, nous avons envoyé aux personnes qui ont accepté de répondre à nos questions un document informatif (l'annexe B) qui exposait le projet de mémoire et soulignait les objectifs poursuivis. Il explicitait les mesures prises pour garantir la confidentialité. Il informait de la possibilité de se retirer de la recherche à tout moment et exposait l'usage qui serait fait des propos recueillis.

Les entrevues ont été administrées dans les locaux du Ministère de l'immigration de la diversité et de l'inclusion (MIDI) en novembre 2015. Le jour de l'entrevue, nous arrivions munies de notre enregistreuse, du document explicatif (annexe B), du certificat d'éthique (annexe G) et de notre guide d'entrevue (annexe C). Nous échangeons quelques mots de politesse. Nous confirmions que la personne interviewée avait pris connaissance du contenu de l'annexe B et n'avait pas besoin de clarifications. Nous soulignons l'intérêt et les objectifs que nous poursuivions. Nous réitérons notre engagement à préserver la confidentialité et les moyens pris pour garantir cette confidentialité de même que l'usage qui sera fait des données récoltées. Nous obtenions ensuite

l'autorisation de démarrer notre enregistreuse. De temps à autre nous reformulions les dires de l'interviewé afin de vérifier si la compréhension que nous avions des expériences partagées étaient appropriées. Nous avons aussi posé des questions de clarification au besoin.

#### 4.6.2 Étudiants étrangers

Nous avons souhaité faire des entrevues face à face avec les étudiants étrangers. Cependant ces derniers se trouvaient dans des villes éloignées (Montréal et Sherbrooke) de notre domicile. Même si nous étions disposées à nous rendre dans ces villes, il a été impossible de coordonner les emplois du temps de manière à permettre un seul voyage dans chacune des villes. Nous avons donc dû trouver une solution alternative. Nous avons administré les entrevues avec le logiciel Skype.

Nous avons envoyé, avant la tenue de l'entrevue, le document informatif destiné aux étudiants (annexe E) ayant accepté de nous répondre. Le jour de l'entrevue, nous avons recours au même déroulement qu'avec les fonctionnaires. Nous confirmions alors avec l'interviewé qu'il disposait du temps requis pour nous répondre et nous assurions qu'il ne serait pas dérangé durant l'entretien.

#### 4.7 Méthode de traitement des données

Nous avons traité les informations que nous avons nous-même recueillies. Pour ce faire, nous avons procédé à une analyse de contenu (Sabourin 2010, p.418).

Nous avons procédé à l'analyse des entrevues en plusieurs étapes. Dans un premier temps, nous avons produit les verbatim des réponses des interviewés. Dans un second temps, nous avons procédé au codage. Certaines catégories d'analyse ont été inspirées par les questionnaires qui sont eux-mêmes fortement teintés par les théories (en ce qui concerne les fonctionnaires) et par les textes scientifiques consultés (en ce qui concerne les étudiants). Les autres catégories d'analyse sont inspirées par les réponses données. Il s'agit d'une grille d'analyse mixte qui inclue à la fois des catégories dérivées d'une théorie que l'on s'apprête à vérifier et des catégories induites sur des textes analysés (Landry 1997, p.335 cité par Nkussi 2006, p.122). Les catégories ainsi constituées ont été réajustées et révisées tout au long de cette étape. Nous n'avons pas hésité à créer des sous-catégories afin de rendre compte de la diversité et de la complexité des réponses. Dans un troisième temps, nous avons procédé à la segmentation des entrevues. Lors de cette

étape, nous avons associé des catégories créées à des segments, ou plutôt à des extraits des entrevues. La longueur de ces extraits est variable, allant de quelques mots à plusieurs lignes (Sabourin 2010, p.432). Dans un quatrième temps, nous avons procédé à l'inventaire en dépistant des thèmes que nous avons par la suite ordonnés selon les divers recoupements possibles. Finalement, nous avons procédé à l'analyse proprement dite en nous basant sur des catégories descriptives issues des thèmes répertoriés.

#### 4.8 Mesure du respect de l'éthique de la recherche

Le chercheur a des responsabilités envers la société, la communauté scientifique, de même qu'avec les participants aux recherches. En effet, si ce dernier doit rendre compte des procédures qu'il a suivies à la communauté scientifique et faire bénéficier la société des résultats de sa recherche, il doit surtout arriver à ces résultats en garantissant la protection de la vie, en respectant la confidentialité s'il y a lieu et en s'assurant que le consentement de ses sujets est fait de manière éclairée. En effet, le sujet doit détenir assez d'information, notamment sur les fins d'utilisation des données recueillies avant de consentir (Crête 2010, p.295). L'objectif de la recherche et le type d'informations recherchées constituent le genre d'information que le chercheur doit communiquer au sujet. C'est dans cet esprit de garantir les droits et le bien-être de nos sujets que nous nous sommes engagées à respecter la politique institutionnelle de l'Université de Sherbrooke en matière d'éthique de la recherche avec les êtres humains. Pour ce faire, nous avons soumis notre projet de mémoire au comité d'éthique de la recherche en sciences sociales afin d'obtenir son aval. Ce dernier nous a octroyé un certificat d'éthique, garant de notre respect des règles en vigueur en matière d'éthique, le 1<sup>er</sup> octobre 2015 qui a été renouvelé le 21 octobre 2016. Ce certificat est présenté à l'annexe G. Par ailleurs, tel que souligné dans la section portant sur l'administration des entrevues, nous avons rédigé des documents informatifs qui ont été distribués aux fonctionnaires (annexe B) et aux étudiants (annexe E) que nous avons interviewés et qui expliquent clairement les risques et les bénéfices associés à leur participation et dans lequel l'usage qui sera fait des données recueillies et l'objectif de notre recherche ont été explicités. De plus nous avons garanti le droit à la vie privée et avons préservé la confidentialité en remplaçant les noms des participants par des désignations chiffrées (par exemple étudiant1, diplômé2, fonctionnaire3). De cette façon, la présentation des résultats de la recherche ne permet pas d'identifier les personnes participantes.

## 4.9 Difficultés rencontrées

Nous avons déjà souligné notre difficulté à constituer un échantillon diversifié d'ÉE. Nous avons eu la difficulté à « prendre des informateurs les plus divers possibles dans le groupe afin de maximaliser l'étude extensive du groupe choisi (Pires 1997. p.159) ». Cette lacune ne remet cependant pas en question notre démarche. Nous avons eu accès à des récits diversifiés et c'est cela qui a importé au final. De même, tel que souligné dans la section ci-dessus portant sur le cadre spatio-temporel, nous n'avons réussi qu'à avoir des entrevues avec des fonctionnaires provenant de deux des trois directions du MIDI impliquées dans le processus de mise en œuvre du PEQ. Conséquemment, une section de l'annexe C n'a pu être administrée. Par ailleurs, la catégorisation et la segmentation des entrevues a été de loin l'exercice le plus difficile dans notre parcours de chercheur. En effet, une grande variété de réponses a été donnée par les ÉE et cela a nécessité un va et vient constant entre les entrevues déjà traitées, les différentes catégories et des sous-catégories créées au besoin. Pour les entrevues des fonctionnaires, il a fallu parfois recourir au double codage, certains des segments renvoyant à plus d'une catégorie d'analyse.

Dans ce chapitre consacré à la méthodologie de notre étude, nous avons présenté les théories à partir desquelles nous analyserons nos observations, défini nos concepts, dévoilé notre stratégie de recherche sans omettre de souligner les limites. Dans le prochain chapitre consacré au fédéralisme canadien, nous exposons les pouvoirs respectifs des paliers de gouvernement fédéral et provincial en matière d'immigration avant de nous attarder, d'une part, au programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ) et, d'autre part, au portrait des migrants du Québec durant la période allant de 2010 à 2015.

### CHAPITRE 3 : CONTEXTE QUÉBÉCOIS DE L'IMMIGRATION

La mise en œuvre du PEQ s'inscrit dans le cadre légal du fédéralisme canadien. En effet, le fédéralisme canadien est le cadre politico-légal qui structure, non seulement le contenu du PEQ mais également sa mise en œuvre. Dans ce troisième chapitre, nous présentons le fédéralisme canadien sous l'angle du partage des compétences. Le PEQ étant un programme d'immigration, nous présentons les pouvoirs du Québec en matière d'immigration. Pour ce faire nous survolons dans un premier temps l'*Acte de l'Amérique du Nord-britannique* (AANB) de 1867 qui confère aux paliers de gouvernement fédéral et provincial des pouvoirs concurrents en matière d'immigration. Nous présentons ensuite l'*Accord Gagnon-Tremblay-Mcdougall* qui définit les responsabilités de chaque pallier de gouvernement. Dans un troisième temps, nous discutons des responsabilités, de la mission et des domaines d'intervention du Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion (MIDI). Nous présentons dans un quatrième temps le Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ), qui est le deuxième programme de sélection des travailleurs qualifiés, et finissons le chapitre avec une section portant sur le portrait des migrants du Québec entre 2010 et 2015.

#### 1. Pouvoirs et responsabilités du Québec en matière d'immigration : assises légales

L'un des piliers du régime politique canadien est le fédéralisme (Pelletier 2011, p.43). L'une des caractéristiques du régime fédéral étant le partage du pouvoir entre le pouvoir central et les entités fédérées, l'*Acte de l'Amérique du Nord-britannique* (AANB) de 1867 répartit les compétences législatives entre le Parlement fédéral et les provinces dans ces articles 91 à 95 (Pelletier 2011, pp.43 et 49). C'est l'article 95 qui confère aux paliers de gouvernement fédéral et provincial des pouvoirs législatifs concurrents en matière d'immigration. Chacun des paliers de gouvernement peut ainsi élaborer des lois en vertu de ses pouvoirs. Les provinces ne peuvent pas adopter des lois incompatibles avec les lois du parlement canadien (Pelletier 2011, p.52). La *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, autorise le ministre de la citoyenneté et d'immigration du Canada à passer des accords avec les provinces. L'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*<sup>8</sup> aussi connu sous le nom d'*Accord Gagnon-Tremblay-McDougall* est l'un des accords régissant le partage de

---

<sup>8</sup> « Un Aubain est tout ressortissant étranger désirant séjourner temporairement au Québec ou au Canada, selon l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains* (Gouvernement du Québec 2017a) ».

responsabilités en matière d'immigration (Becklumb 2008, p.1) et d'admission temporaire des ressortissants étrangers<sup>9</sup> entre les gouvernements du Québec et du Canada (Gouvernement du Québec 2017a). Conclu le 21 décembre 1990, il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1991. Il remplace l'entente *Couture-Cullen*, qui était en vigueur depuis 1978. Les responsabilités entre le Québec et le Canada qui y sont définies se reflètent notamment dans les législations québécoise et fédérale (Gouvernement du Québec 2017a).

Le partage des responsabilités relatives à l'immigration traite de quatre sujets. La planification des niveaux d'immigration est le premier sujet traité par l'accord. En cette matière, le Canada établit des niveaux d'immigration annuels pour l'ensemble du pays en tenant compte des intentions d'accueil du Québec. Le Québec s'engage à accueillir un nombre de migrants proportionnel à son poids démographique au sein du Canada. Il peut au besoin accueillir plus d'immigrants s'il le juge nécessaire (Gouvernement du Québec 2017a). Le deuxième sujet traité est la sélection des immigrants qui touche à deux types d'immigration : l'immigration temporaire et l'immigration permanente. En matière d'immigration temporaire le Québec doit donner son consentement pour autoriser le séjour des travailleurs temporaires étrangers lorsque l'emploi est assujéti aux règles touchant la disponibilité des travailleurs canadiens, le séjour des ÉÉ (à l'exception de ceux qui sont choisis dans le cadre d'un programme du gouvernement canadien d'assistance aux pays en voie de développement), le séjour des ressortissants étrangers venant recevoir un traitement médical (Gouvernement du Québec 2017a). Les ÉÉ sont des résidents temporaires qui doivent obtenir un Certificat d'acceptation du Québec (CAQ) auprès du gouvernement québécois. En matière d'immigration permanente, le Québec est seul responsable de la sélection, à l'étranger comme au Québec, des immigrants qui désirent s'installer au Québec, à l'exception des personnes reconnues comme réfugiées et se trouvant sur le territoire canadien, ainsi que des membres de leur famille. Ainsi, le Québec délivre aux immigrants permanents relevant de sa compétence un Certificat de sélection du Québec (CSQ). Par ailleurs, il gère le programme de parrainage collectif pour les personnes souhaitant s'installer au Québec (Gouvernement du Québec 2017a). En matière d'immigration permanente, le gouvernement canadien octroie le statut de résident permanent aux personnes sélectionnées dans l'une ou l'autre des quatre catégories d'immigration : l'immigration économique, le regroupement familial, les personnes réfugiées ou en situation semblable et l'immigration autre (MIDI 2016a, pp.84 et 85). La catégorie d'immigration économique regroupe des personnes qui contribuent à l'économie

---

<sup>9</sup> « Un ressortissant étranger est une personne qui n'est ni citoyen canadien ni résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, et des règlements adoptés en vertu de celle-ci, et qui s'établit temporairement au Québec à un titre autre que celui de représentant d'un gouvernement étranger ou de fonctionnaire international (Gouvernement du Québec 2017a) ».

québécoise en raison de leurs caractéristiques socioprofessionnelles et de leurs compétences. Cette catégorie inclue les travailleurs qualifiés qui sont des personnes sélectionnées par le Québec pour occuper un emploi (MIDI 2016a, p.86) et les gens d'affaire qui gèrent des entreprises ou investissent au Québec (MIDI 2016a, p.84). Les ÉÉ qui demandent la résidence permanente font partie de la catégorie des immigrants économiques et de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés. Le troisième sujet traité dans l'accord est l'accueil et l'intégration linguistique et socio-économique des nouveaux résidents permanents. Ceci est une responsabilité qui incombe au gouvernement provincial. Cette responsabilité est assortie d'une compensation financière pour le Québec (Gouvernement du Québec 2017a).

En somme, en matière d'immigration temporaire le Québec sélectionne ses candidats en leur octroyant un CAQ alors que le gouvernement fédéral octroie le statut d'étudiant étranger ou de travailleur étranger. Quant à l'immigration permanente, le Québec sélectionne ses candidats en leur octroyant un CSQ alors que le gouvernement fédéral octroie le statut de résident permanent.

## 2. Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion : mission et responsabilités

Les responsabilités conférées au Québec dans *l'Accord Gagnon-Tremblay-Mcdougall* incombent au MIDI dont la mission consiste ainsi à promouvoir l'immigration, à sélectionner des personnes immigrantes et à soutenir la pleine participation des personnes issues de l'immigration au développement du Québec (MIDI 2017a). En effet, le MIDI est responsable de l'information, du recrutement et de la sélection des candidats à l'immigration temporaire et permanente et de l'établissement des nouveaux arrivants, de leur intégration linguistique et sociale et de leur insertion en emploi (MIDI 2017a). Il est responsable de l'application de plusieurs lois et règlements dont la *Loi sur le ministère de l'immigration et des communautés culturelles*, la *Loi sur l'immigration au Québec*, le *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers* (MIDI 2017b). La *Loi sur l'immigration au Québec* a pour objets la sélection des ressortissants étrangers souhaitant séjourner au Québec à titre temporaire ou s'y établir à titre permanent, la réunification familiale des citoyens canadiens et des résidents permanents avec leurs proches parents ressortissants étrangers et l'accueil de réfugiés et d'autres personnes en situation particulière de détresse. (Gouvernement du Québec 2016, pp.2-3). Le MIDI est également responsable de la mise en œuvre des programmes d'immigration temporaire dont le programme des ÉÉ, et des programmes d'immigration permanente dont le PRTQ et le PEQ (MIDI 2017d). Ces deux



programmes sont les programmes de sélection des travailleurs qualifiés du Québec. Afin de mener sa mission et de mettre en œuvre les programmes dont il a la charge, le MIDI entretient des liens étroits et travaille en collaboration avec de nombreux partenaires. À cet égard, il conclut des ententes de partenariat avec différents acteurs dont certains ministères et organismes, des établissements d'enseignement, des municipalités, des ordres professionnels et autres organismes de réglementation, des regroupements d'employeurs et de travailleurs, des organismes communautaires qui œuvrent dans le domaine des relations interculturelles et des organismes qui offrent des services d'accueil et d'intégration aux personnes immigrantes (MIDI 2017a).

### 3. Programme régulier des travailleurs qualifiés

Le programme régulier de sélection des travailleurs qualifiés (PRTQ) est l'un des programmes mis en œuvre par le MIDI. Il vise à sélectionner des candidats travailleurs qualifiés. Le profil socioprofessionnel de ces candidats doit répondre aux besoins du marché du travail du Québec. En effet, le PRTQ favorise la sélection de personnes formées dans les domaines de formation en demande au Québec, étant entendu que les caractéristiques socioprofessionnelles sont déterminantes dans le processus d'intégration à la société québécoise et fondamentales à l'insertion et l'adaptation au marché du travail. Ainsi, plusieurs facteurs sont évalués dans le processus de sélection : la formation, l'expérience, l'âge et les connaissances linguistiques (français et anglais). D'autres facteurs pouvant faciliter l'insertion en emploi et l'intégration à la société québécoise en général sont également pris en compte. Il s'agit notamment du séjour et de la présence d'une famille au Québec, d'une offre d'emploi validée<sup>10</sup> et des enfants. Pour les candidats qui sont accompagnés, la formation, l'âge et les connaissances en français du conjoint sont évalués à travers le facteur « caractéristiques de l'époux ou du conjoint de fait qui accompagne ». Accompagnés ou non, les candidats travailleurs qualifiés visés par le PRTQ doivent posséder les ressources financières suffisantes pour satisfaire leurs besoins essentiels et ceux des membres de leur famille, et ce pendant une période bien déterminée (MIDI 2017e, p.10).

Les candidats travailleurs qualifiés sont des ressortissants étrangers qui s'installent au Québec dans le but d'occuper un emploi qu'ils sont vraisemblablement en mesure d'occuper (MIDI

---

<sup>10</sup> Il s'agit d'une offre d'emploi faite à un ressortissant étranger ou à son époux ou conjoint de fait qui l'accompagne par un employeur au Québec pour un emploi permanent et à temps plein qui satisfait à certains critères (MIDI 2017b, p.46).

2016a, p.86). Ils sont donc choisis en fonction de leur capacité à contribuer à l'essor de l'économie québécoise. C'est à travers le facteur « formation » qui comprend le niveau de scolarité et le domaine de formation (MIDI 2017e, p.17) que les caractéristiques d'employabilité sont évaluées. En effet, ils doivent détenir au moins un diplôme d'études secondaires (pour le niveau de scolarité). Ils sont évalués en fonction de la liste des domaines de formation (pour le domaine de formation). Ainsi, cette liste permet de prendre en compte les besoins à long terme du marché du travail au Québec. Cette liste des domaines de formation indique le nombre de points attribuables à chaque formation sanctionnée par un diplôme officiellement reconnu. La liste a pour objet de favoriser la sélection de candidats ayant acquis une formation menant à une ou des professions offrant de bonnes perspectives d'emploi au Québec. Ces formations sont considérées comme pouvant répondre aux exigences du marché du travail à court terme. Un pointage différencié est ainsi attribué aux formations de la liste selon leurs perspectives d'intégration professionnelle au Québec (MIDI 2017e, p.11). Quant aux besoins à court terme du marché du travail, ils sont pris en compte à travers le facteur « offre d'emploi validée » (MIDI 2017c, p.10). Les candidats qui répondent à un besoin précis d'un employeur du Québec et qui sont détenteurs d'une offre d'emploi sont aussi évalués sur le facteur « offre d'emploi validée ». Les offres d'emploi provenant d'employeurs se situant dans une région autre que la région métropolitaine de Montréal sont valorisées (MIDI 2017e, pp.40-41).

L'analyse d'une demande de CSQ faite dans le cadre du PRTQ passe par plusieurs étapes. Il y a d'abord l'examen préliminaire dans lequel tous les facteurs énumérés ci-dessus sont pris en compte. À cette première étape, le pointage est attribué au candidat à partir des renseignements contenus dans la demande de CSQ (MIDI 2017e, pp.48-49). Cette étape de l'examen préliminaire comprend elle-même deux étapes. D'abord, plusieurs facteurs (la formation, l'expérience, l'âge, les connaissances linguistiques, le séjour et la famille au Québec, l'offre d'emploi validée et, le cas échéant, les caractéristiques de l'époux ou du conjoint de fait qui accompagne) sont combinés pour déterminer le seuil d'employabilité. Au moins 43 points sur un maximum de 90 sont requis pour un candidat seul et 52 points sur un maximum de 107 pour celui qui est accompagné d'un époux ou d'un conjoint de fait. À défaut d'obtenir ces résultats, le candidat est éliminé (MIDI 2017e, p.49; Gouvernement du Québec 2017c, p.9). Les autres facteurs sont ensuite évalués. L'addition du pointage obtenu avec ces facteurs et celui obtenu pour le critère d'employabilité doit être un minimum de 50 points sur un maximum de 99 pour un candidat seul ou un minimum de 59 points sur un maximum de 116 pour un candidat accompagné de son époux ou de son conjoint de fait (MIDI 2017e, p.49; Gouvernement du Québec 2017c, p.9). La deuxième étape est

celle de la complétude au cours de laquelle la présence et la conformité de tous les documents requis est examinée (MIDI 2017e, p.52). La troisième étape est celle de l'examen de sélection au cours de laquelle les candidats qui peuvent faire l'objet d'une sélection sur dossier<sup>11</sup>, sont identifiés et les objectifs de l'entrevue de sélection déterminés pour ceux qui même en ayant obtenu les seuils de passage de l'examen de sélection, ne se qualifient pas à une sélection sur dossier (MIDI 2017e, pp.54-55). Au moins 50 points sur un maximum de 99 sont requis pour un candidat seul et 59 points sur un maximum de 116 pour celui qui est accompagné d'un époux ou d'un conjoint de fait (MIDI 2017e, p.56; Gouvernement du Québec 2017c, p.9). Le candidat peut être convoqué à une entrevue de sélection dans diverses situations : lorsqu'une décision ne peut être prise sur la base des informations contenues dans son dossier, lorsqu'il y a lieu de procéder à des vérifications documentaires ou à des vérifications supplémentaires ou de vérifier ses connaissances en français (MIDI 2017e, p.59). La convocation à l'entrevue peut aussi être justifiée par la nécessité d'appliquer les principes de contrôle qualité (MIDI 2017e, p.60). L'entrevue permettant d'appliquer les principes de « contrôle qualité » vise plusieurs objectifs. Il s'agit pour l'évaluateur notamment de s'assurer : que les renseignements déclarés par le candidat dans sa demande et les documents justificatifs soumis sont valides, que le niveau de compétences linguistiques déterminé par le résultat apparaissant sur le test correspond avec le niveau déterminé en entrevue (MIDI 2017l, pp.6-7). Comme nous le verrons dans le chapitre quatre, cette procédure d'analyse est différente de celle des demandes déposées dans le cadre du PEQ et les facteurs d'évaluation sont exclus du PEQ. Comparativement au PRTQ, le PEQ est un processus accéléré et simplifié.

En somme, les candidats soumettent leur demande de CSQ avec le PRTQ en ligne avec l'outil *Mon projet Québec*<sup>12</sup> (MIDI 2017e p.45). Les demandes sont évaluées sur des facteurs. Parmi ces facteurs, le profil d'employabilité des candidats et leur formation jouent un rôle déterminant puisque les candidats qui ne satisfont pas au seuil d'employabilité sont refusés dès l'étape de l'examen préliminaire (MIDI 2017e, p.11).

---

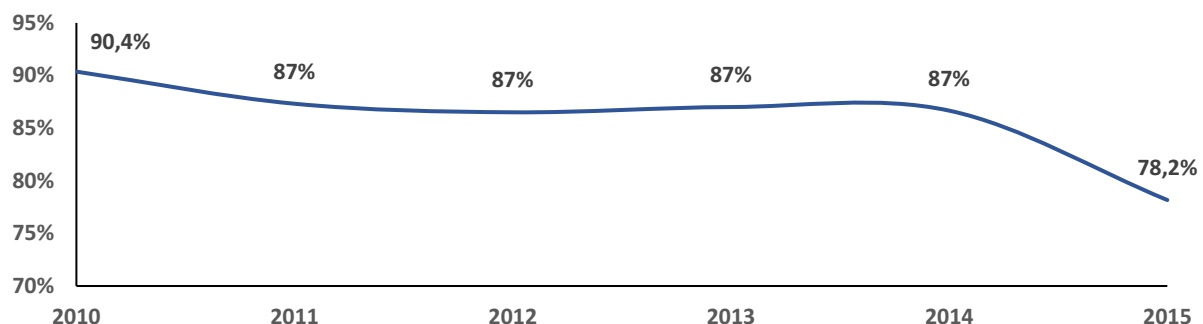
<sup>11</sup> La sélection sur dossier est privilégiée si le candidat satisfait au seuil de passage en sélection et que ce dossier ne requiert aucune vérification supplémentaire

<sup>12</sup> Cet espace sécurisé en ligne permet d'accéder aux services d'immigration du Québec. Il est obligatoire pour les candidats qui présentent une demande de CSQ dans le cadre du PRTQ (MIDI 2017h).

#### 4. Portrait des migrants du Québec entre 2010 et 2015<sup>13</sup>

Certains programmes mis en œuvre par le MIDI sélectionnent des migrants qui désirent s'installer au Québec de façon permanente. Entre 2010 et 2015 le nombre total d'immigrants admis au Québec est de 312 039<sup>14</sup>. L'immigration totale de cette période se caractérise par une tendance générale à la baisse d'année en année. En effet, d'environ 54 000 en 2010, le nombre annuel d'immigrants admis au Québec est passé à environ 49 000 en 2015, ce qui correspond à une baisse de 6 000. Parmi les nouveaux arrivants de la cohorte 2010-2015, 211 931 immigrants relèvent de l'immigration économique, ce qui correspond à 67,9%. Cette proportion diminue à 61,1 % en 2015. Entre 2010 et 2015, le volume des admissions de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés s'élève à 182 823<sup>15</sup> personnes, représentant ainsi la majorité (83,3%) des immigrants économiques. Même si ces travailleurs qualifiés composent la majeure partie du mouvement d'immigration au Québec (58,6 % des admissions totales), leur représentation dans la sous-catégorie des immigrants économiques a baissé de 12 points de pourcentage sur la période étudiée. En effet, nous observons au Graphique 1 que cette représentation est passée de 90,4% en 2010 à 78,2% en 2015.

**Graphique 1 : Proportion des travailleurs qualifiés au sein des immigrants économiques au Québec entre 2010 et 2015**



Source des données : (MIDI 2015a; MIDI 2016b)

<sup>13</sup> Les statistiques et les tableaux présentés dans cette section proviennent de nos calculs basés sur des données colligées à partir des portraits statistiques de l'immigration permanente produites par le MIDI (MIDI 2015a; MIDI 2016b).

<sup>14</sup> « Le dénombrement basé sur l'appartenance à une catégorie d'immigrants comprend le requérant principal et, s'il y a lieu, son conjoint et les personnes à sa charge (MIDI 2016b, p.2) ».

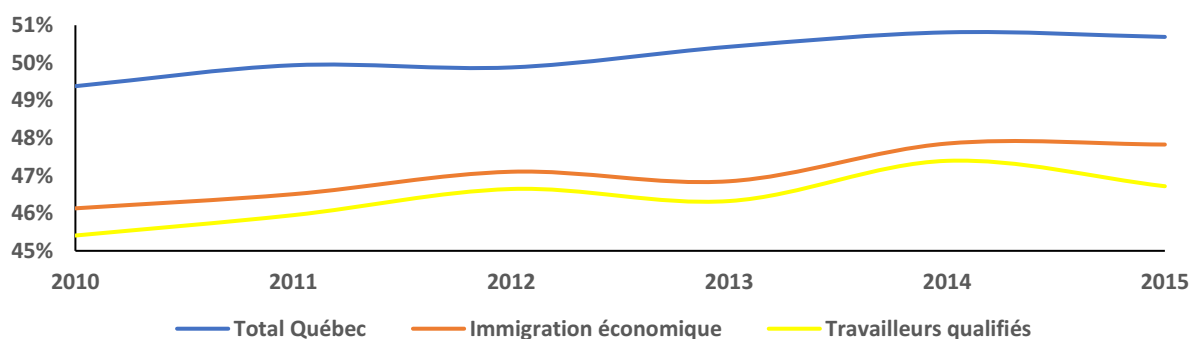
<sup>15</sup> On dénombre, au sein de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés, de nouveaux arrivants issus du programme spécial de parrainage humanitaire mis en place à la suite du tremblement de terre qui a touché Haïti le 12 janvier 2010. Le volume de ces nouveaux immigrants s'élève à 5 110 pour les années 2011 à 2015 (MIDI 2016b, p.29).

## 4.1 Représentation des femmes au sein des immigrants au Québec

Le mouvement d'immigration totale de la période étudiée se partage à part égale entre les femmes (50,2%) et les hommes (49,8%). En 2015, les femmes comptent pour 50,7% des admissions de l'immigration totale, et les hommes pour 49,2%. Quant au mouvement d'immigration économique, il est légèrement en faveur des hommes (53,0%) pour la période étudiée. En 2015, les femmes comptent pour 47,8% des admissions de la catégorie de l'immigration économique, et les hommes pour 52,2%.

Nous observons ainsi au Graphique 2 que même si la représentation homme/femme dans l'immigration totale au Québec est paritaire, il y a une faible représentation des femmes au sein de la catégorie des immigrants économiques et plus particulièrement dans la sous-catégorie des travailleurs qualifiés. Nous observons cependant une légère tendance à la hausse dans la représentation féminine au sein de cette sous-catégorie. Toutefois, elle n'a jamais franchi la barre des 50%. En effet, de 45,4% en 2010, la part des femmes au sein de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés est passée à 46,7% en 2015.

**Graphique 2 : Représentation des femmes dans les différentes catégories d'immigration au Québec entre 2010 et 2015**



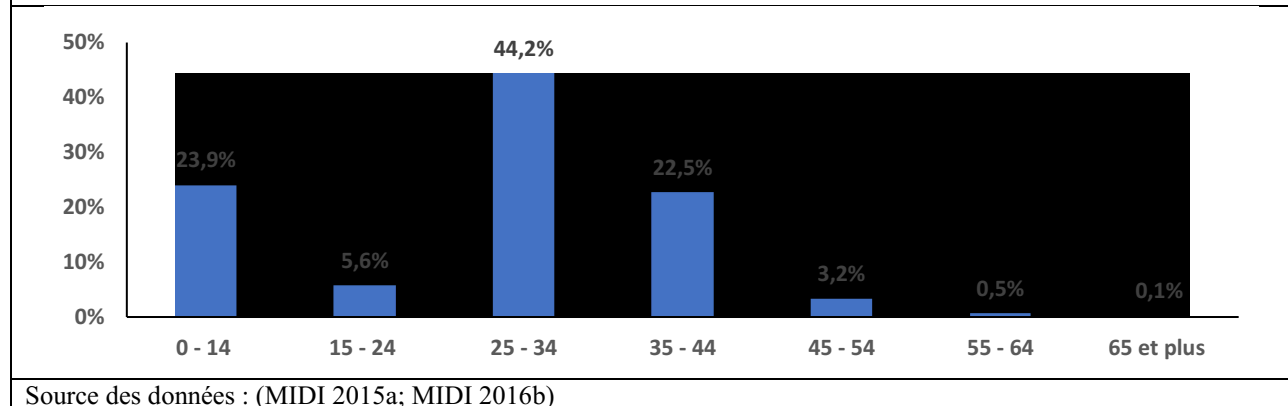
Source des données : (MIDI 2015a; MIDI 2016b)

## 4.2 Caractéristiques des travailleurs qualifiés

Notre recherche portant sur un programme qui recrute des ÉÉ ayant terminé leurs études en tant que travailleurs qualifiés, nous consacrons cette section aux caractéristiques de cette catégorie d'immigrants. Nous présentons leur répartition selon le groupe d'âge, le nombre d'années d'éducation et la région de provenance.

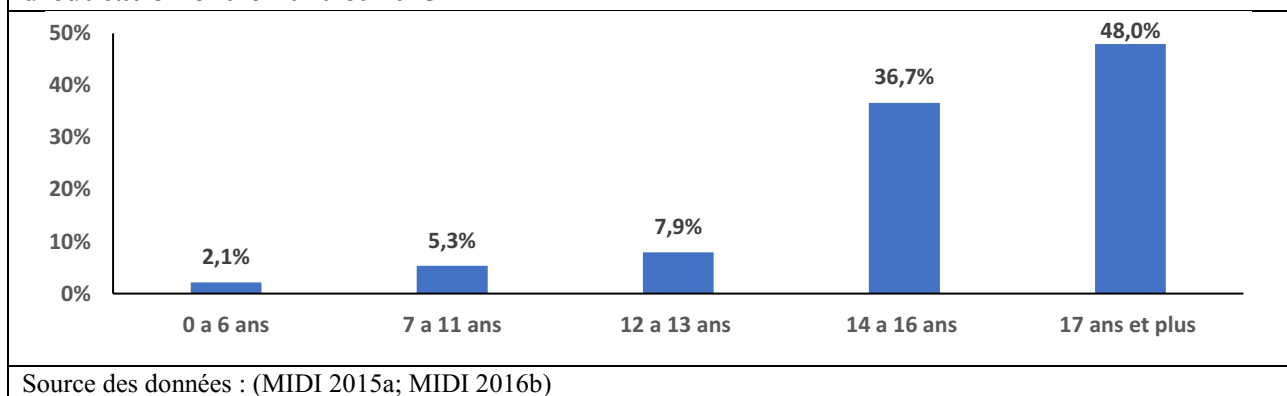
De 2010 à 2015, les immigrants de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés sont jeunes. En effet, 73,7% d'entre eux ont moins de 35 ans lors de leur admission. Comme nous l'observons au Graphique 3, les jeunes âgés de 25 à 34 ans affichent le plus fort volume d'immigrants avec un poids relatif de 44,2%. Les immigrants qui sont âgés de plus de 55 ans n'atteignent pas 1% (0,6%).

**Graphique 3 : Répartition des travailleurs qualifiés au Québec par groupe d'âge entre 2010 et 2015**



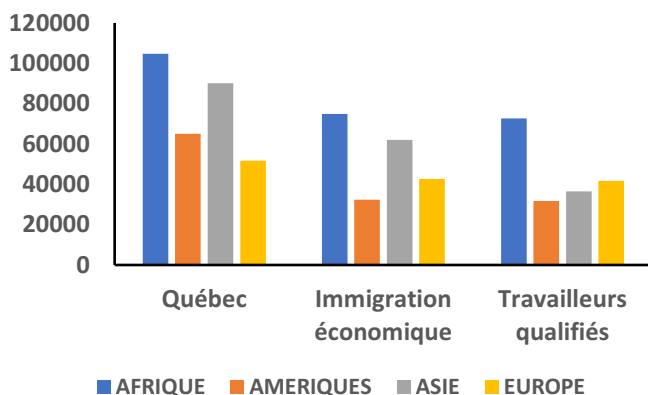
Entre 2010 et 2015, les immigrants de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés sont très éduqués. En effet, 84,6% d'entre eux déclarent avoir plus de 14 ans de scolarité lors de leur admission. Comme nous l'observons au Graphique 4, les immigrants de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés détenant plus de 17 années d'éducation affichent le plus fort volume d'immigrants avec un poids relatif de 48,0%. Les immigrants qui détiennent moins de 7 années d'éducation représentent une faible proportion (2,1%).

**Graphique 4 : Répartition des travailleurs qualifiés au Québec selon le nombre d'années d'éducation entre 2010 et 2015**

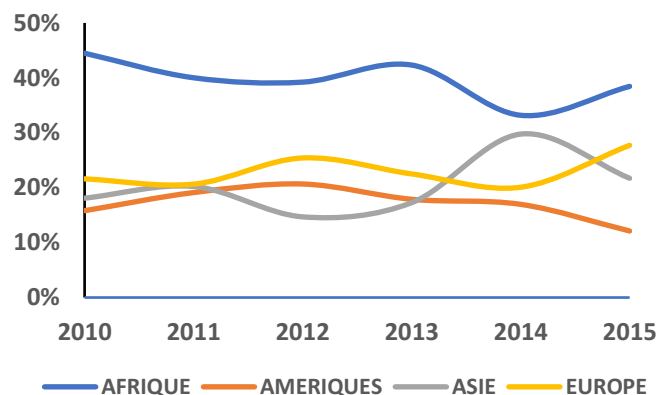


Nous constatons au Graphique 5 qu'entre 2010 et 2015, les immigrants nouvellement admis au Québec proviennent majoritairement de l'Afrique. Ceci reste vrai dans la catégorie des immigrants économiques et surtout dans la catégorie des travailleurs qualifiés. En effet, 39,8% des travailleurs qualifiés proviennent de l'Afrique contre 22,8% de l'Europe, et 20% de l'Asie. Seuls 17,3% d'entre eux proviennent des Amériques. Le Graphique 6 montre que même si les immigrants provenant de l'Afrique sont majoritaires au sein de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés, leur représentation a connu une tendance à la baisse entre 2010 et 2015. En effet, de 44,5% en 2010, leur proportion est passée à 33,2% en 2014 avant de remonter à 38,4% en 2015. L'Europe est le deuxième continent le plus représenté dans cette sous-catégorie sauf en 2014 où elle a été dépassée par l'Asie de 10 points de pourcentage. Quant aux Amériques, elles constituent généralement le continent de provenance le moins représenté.

**Graphique 5 : Continent de naissance des immigrants du Québec entre 2010 et 2015**



**Graphique 6 : Continent de naissance des travailleurs qualifiés du Québec entre 2010 et 2015**



Sources des données : (MIDI 2015a; MIDI 2016b)

Dans ce chapitre, nous avons présenté le portrait des immigrants du Québec entre 2010 et 2015. Il apparaît à la lumière des données mises à contribution que les immigrants du Québec sont majoritairement issus de l'immigration économique. Ils sont majoritairement des travailleurs qualifiés, jeunes, très éduqués et natifs de l'Afrique. Nous avons aussi présenté les responsabilités respectives des paliers fédéral et québécois en matière d'immigration et défini les assises légales québécoises en matière d'immigration. En somme, pour étudier au Québec, le candidat à l'immigration temporaire doit d'abord obtenir un CAQ auprès du gouvernement Québécois. Il doit ensuite faire une demande de permis d'études auprès du gouvernement du Canada (MIDI 2017f). Pour immigrer au Québec de façon permanente, il doit être sélectionné par l'un des

programmes existants. En effet, il doit présenter une demande de CSQ. Ainsi, les travailleurs qualifiés doivent présenter leur demande avec le PRTQ ou le PEQ. La démarche de la demande pour obtenir la résidence permanente doit ensuite être entamée auprès du fédéral après l'obtention du CSQ (MIDI 2017g). Conformément à l'*Accord Gagnon-Tremblay-Mcdougall* le MIDI est responsable de la sélection des candidats de l'immigration temporaire et permanente au Québec, et conséquemment de la mise en œuvre des programmes d'immigration. Le prochain chapitre s'attarde justement à la mise en œuvre de l'un de ces programmes : le PEQ.



## CHAPITRE 4 : ÉCART ENTRE OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Ce chapitre présente l'écart observé entre les objectifs visés par la mise en œuvre du PEQ et les résultats. Pour ce faire, nous étudions d'abord le contexte dans lequel le PEQ est mis en œuvre. Nous étudions ensuite le processus de formulation afin de voir de quelle façon ce processus influence la mise en œuvre. Les objectifs poursuivis par le PEQ sont exposés dans une section consacrée au contenu. Ces trois premières sections permettent de présenter le PEQ. La quatrième section, consacrée à la mise en œuvre, présente les acteurs impliqués, les ressources dont ils disposent, leur processus décisionnel et les facteurs qui influencent la mise en œuvre. Nous y exposons le processus d'apprentissage en relevant les enjeux et les difficultés, les changements apportés et leur influence sur la mise en œuvre et nous discutons des recommandations formulées par les répondants fonctionnaires. L'objectif visé est l'illustration de la nature dynamique de la mise en œuvre du PEQ. En dernier lieu, nous exposons les résultats ministériels obtenus entre 2010 et 2015.

### 1. Contexte

Comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre, le PEQ est créé dans un contexte international et national dans lequel la volonté de retenir les immigrants étrangers, notamment les ÉÉ, est très forte. Au Québec, cette préoccupation de favoriser le passage de statut temporaire à un statut permanent avait été exprimée par le MIDI qui s'engageait à favoriser le passage de statut de résident temporaire à celui de résident permanent pour les ÉÉ et pour les travailleurs étrangers temporaires (MIDI 2008b, p.32). Cependant, il existait déjà des mesures d'assouplissement qui visaient à retenir les ressortissants étrangers qui avaient de l'expérience d'études ou de travail au Québec sans que ces derniers aient à ressortir du pays. En effet, le MIDI s'engageait dans son plan stratégique 2008-2012 à favoriser le passage de statut temporaire à celui de résident permanent. En 2009, la grille de sélection des candidats travailleurs qualifiés a alors été modifiée pour prendre en compte certains facteurs notamment les séjours au Québec à des fins d'études, l'obtention d'un diplôme du Québec et la connaissance du Québec (MIDI 2015c, p.3).

De plus, l'idée de favoriser le passage de statut temporaire au statut permanent était partagée par des acteurs publics et privés de la société québécoise. En effet, lors de consultations qui se sont tenues sur le sujet, des intervenants ont soumis l'idée selon laquelle il était préférable de choisir

les immigrants à partir des bassins de ressortissants étrangers qui étaient déjà au Québec et qui avaient amorcé leur intégration. Aussi, la volonté de favoriser le passage de statut temporaire à un statut permanent s'est inscrit dans d'autres agendas ministériels et gouvernementaux. Le programme s'inscrivait au départ dans l'*Initiative gouvernement-réseaux de l'éducation en matière de recrutement des étudiants étrangers* qui engageait plusieurs ministères dont le ministère de l'éducation, le ministère des relations internationales et le MIDI (Fonct2, 2015). Le but était de travailler aussi bien individuellement que collectivement pour attirer et retenir des ÉÉ. Par ailleurs, il y avait la *Stratégie gouvernementale de l'offre éducative du Québec à l'étranger* qui était mise en œuvre et qui avait son propre plan d'action et ses objectifs. Enfin, il y avait la *Stratégie d'intervention en matière de mobilité de la main d'œuvre* qui avait été développée avec d'autres ministères et qui touche plus le volet des travailleurs temporaires. La vision partagée dans ces différentes stratégies était la nécessité de trouver des aménagements qui permettraient de mieux répondre aux besoins des employeurs et de mieux répondre à l'offre de service dont veulent se doter les universités ou les collèges (Fonct2, 2015). Parallèlement, il y avait la question du recrutement des ÉÉ au niveau des formations professionnelles et techniques qui étaient en essor avec l'arrivée d'Éducation internationale<sup>16</sup>. Le terreau était donc fertile au Québec pour la création d'un programme d'immigration pour les ÉÉ et les travailleurs étrangers temporaires. Mais, selon un répondant fonctionnaire, la forte volonté du gouvernement de Jean Charest, à l'époque de retenir les ÉÉ fut déterminante (Fonct2, 2015). Selon un autre répondant fonctionnaire, « c'était un dossier qui était très important directement au niveau du Premier ministre à ce moment-là » (Fonct1, 2015).

## 2. Processus de formulation du PEQ

Le processus de formulation du PEQ est passé par plusieurs étapes au cours desquelles plusieurs acteurs ont eu des rôles divers. Le 10 mars 2009, le Premier ministre, Jean Charest, prend un engagement lors de son discours inaugural en annonçant qu'un ÉÉ qui obtenait son diplôme au Québec se verrait offrir un Certificat de sélection (CSQ) pour immigrer au Québec (MIDI 2015c, p.3). Le MIDI a alors produit une analyse de faisabilité et la Direction des politiques et programmes d'immigration (DPPI) a été mandatée pour la création du PEQ (Fonct2, 2015).

---

<sup>16</sup> Éducation internationale est une coopérative sans but lucratif de services de développement et d'échanges en éducation regroupant la majorité des commissions scolaires francophones et anglophones du Québec, plusieurs organismes et associations fournissant des services aux commissions scolaires, des cégeps, des instituts et des collèges privés. Favoriser le recrutement des élèves et étudiants internationaux est l'un de ses domaines d'intervention (Éducation internationale 2017).

La Direction des politiques et programmes (DPPI) s'est inspirée de ce qui se faisait à l'extérieur du Québec, soit dans le reste du Canada et à l'étranger. Elle a dû collaborer avec plusieurs unités administratives afin de traiter des différents aspects. En effet, l'aspect juridique a été traité avec la Direction des affaires juridiques du MIDI. Il s'agissait d'une part de circonscrire les limites juridiques du PEQ et d'autre part, de trouver des libellés appropriés pour les modifications réglementaires afin que ces derniers reflètent à la fois les balises et les orientations du programme (Fonct2, 2015). Le ministère de l'éducation a été consulté sur les aspects touchant à l'admissibilité des diplômes tels que le type de diplômés. Il a été alors décidé de cibler les diplômes qui mènent au marché du travail (Fonct1, 2015).

Il a fallu également penser de concert avec les directions opérationnelles à l'aspect opérationnel,

à comment les choses allaient se faire. Cela demande tout une logistique informatique. Il faut développer de nouvelles façons de faire pour saisir les données. Il fallait créer une nouvelle direction qui allait s'occuper de gérer toutes ces demandes. Il fallait prévoir des formations aussi à donner aux employés pour qu'ils sachent quoi regarder, quoi prendre en compte, comment analyser les demandes, comment répondre aux candidats alors, il y avait toute la question de créer des lettres type dans chaque situation pour s'assurer d'harmoniser les pratiques, s'assurer qu'il y a un traitement juste et équitable qui soit fait aux candidats sélectionnés ou non sélectionnés (Fonct2, 2015).

Durant le processus de formulation, plusieurs éléments ont été considérés. D'une part, il a fallu tenir compte d'une volonté de simplification de la démarche et de traitement accéléré des demandes par rapport au Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ), le deuxième programme de sélection des travailleurs qualifiés. D'autre part, il fallait assurer une complémentarité entre le nouveau programme et les programmes existants. C'est ainsi qu'une série de réflexions faites à partir du PRTQ a permis de choisir le type de grille d'analyse des demandes reçues dans le cadre du PEQ. Par ailleurs, il a fallu prendre en considération les accords internationaux entre le Canada et d'autres pays et entre le Québec et d'autres pays, notamment sur la question des boursiers. Le PRTQ et les accords internationaux n'étaient pas les seuls éléments analysés dans le cadre de la création du PEQ. Le partage des compétences entre les paliers de gouvernement fédéral et provincial fut aussi l'objet de réflexion afin de circonscrire le PEQ à l'intérieur des règles, des normes et des législations provinciale et fédérale (Fonct2, 2015). En outre, l'intégrité du programme a été une préoccupation. Le MIDI voulait sélectionner les bons candidats sans ouvrir une brèche qui permettrait de contourner le système d'immigration (Fonct2, 2015).

Si au départ, le public prisé était les diplômés du Québec, il a fallu se rendre à l'évidence que les travailleurs étrangers temporaires qui occupent des emplois spécialisés et qui ont une expérience et une expertise enrichissantes pour le Québec pouvaient aussi être des candidats très intéressants. Un volet destiné aux travailleurs temporaire spécialisés a ainsi été ajouté au programme (MIDI 2015c, p.3; Fonct2, 2015).

Le Conseil des ministres a approuvé le PEQ le 10 juin 2009. Un projet de règlement modifiant le *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers* (RSRE) a été publié pour consultation le 23 juin 2009. Le 16 octobre 2009, la ministre Yolande James présenta au Conseil des ministres un mémoire portant sur la création du PEQ afin de rendre compte des consultations et des modifications au projet de loi. Lorsque le RSRE fut édicté, le PEQ a fait l'objet d'un nouveau chapitre dans le *Guide des procédures d'immigration* (GPI). Le nouveau programme est entré en vigueur le 14 février 2010 (MIDI 2015c, p.3; Fonct2, 2015).

En somme, au cours du processus de création d'un programme, plusieurs éléments disparates sont mis en commun et différentes options sont analysées. Les avantages, les inconvénients et les enjeux liés à ces différentes options sont aussi analysés. À partir de ces analyses et des choix disponibles, la Direction des politiques et programmes d'immigration (DPPI) recommande un certain nombre d'éléments mais c'est le sous-ministre adjoint, le sous-ministre en titre et le ministre qui en bout de ligne approuvent chacun des éléments soumis. Le but est d'arriver à un programme qui soit cohérent, intègre et qui atteigne les objectifs visés. Dans le cas du PEQ, il faut noter que le politique a été très présent dans la création, agréant ou non chacun des éléments soumis pour approbation. Ainsi, plusieurs yeux et plusieurs plumes ont travaillé à bonifier, à valider et à contre-valider les idées, à voir si les orientations sont plausibles et si elles rencontrent l'objectif de faciliter le passage de statut temporaire au statut permanent (Fonct2, 2015); « Je dirais donc que c'est une complémentarité des ressources » (Fonct2, 2015). Au cours de cet exercice, il a fallu que la mise en œuvre soit planifiée pour pouvoir tout orchestrer de manière à ce que cela fonctionne sans heurts, sans problèmes (Fonct2, 2015).

La création d'un nouveau programme est un exercice complexe et difficile. Le PEQ n'a pas été une exception. Toutefois, selon les répondants fonctionnaires, le PEQ a été élaboré et implanté assez rapidement. L'un d'entre eux affirme même n'avoir jamais rien vu d'aussi rapide depuis (Fonct1, 2015). Un autre répondant pense :

que [d']avoir bénéficié de plus de temps aurait été tout indiqué. Ça a été un programme pour lequel les échéanciers ont été extrêmement serrés pour l'exigence

que requiert la création d'un nouveau programme. Je pense que ça a été sous-évalué à la base en disant comme c'est un programme qui est un sous-programme du programme régulier, ça devrait se faire simplement et rapidement et comme on veut que ce soit un programme simple, ça va être simple mais ça ne s'est pas avéré de cette façon-là. Je pense que ça aurait été intéressant d'avoir eu plus de temps pour pouvoir le créer, l'instrumentaliser et le mettre en œuvre (Fonct2, 2015).

Ce court délai n'aurait peut-être pas permis de faire tous les arrimages nécessaires pour le cheminement des demandes, et des aspects à considérer ont pu être négligés au départ (MIDI 2015c, p.50). Malgré la rapidité du processus de création du PEQ, les fonctionnaires répondants sont satisfaits du résultat (Fonct1 et Fonct2, 2015). Selon eux, ce fut un moment agréable et très stimulant qui a exigé une rigueur et une volonté de trouver des solutions constantes (Fonct2, 2015).

### 3. Contenu du PEQ

Le programme vise à inciter les ÉÉ diplômés au Québec et les travailleurs temporaires spécialisés en emploi à s'installer de manière permanente au Québec (MIDI 2015c p.1; MIDI 2016c p.10). Les objectifs visés par la mise en œuvre du PEQ sont de quatre ordres. Il s'agit de recruter des personnes qui sont déjà sur le territoire, partagent et connaissent les valeurs québécoises et dont le processus d'intégration est bien enclenché afin de permettre à la société québécoise de bénéficier de leur apport. Il s'agit aussi de permettre aux employeurs québécois d'avoir un accès facilité aux diplômés du Québec. Le PEQ vise également à aider les régions du Québec en leur donnant un levier qui leur permet d'attirer et de retenir les ÉÉ et les travailleurs étrangers temporaires sur le territoire, et ce dans le but de soutenir leur économie et leur population. De plus, le PEQ vise à améliorer la situation démographique du Québec en contribuant à l'atteinte des volumes d'immigration déterminés par le Québec (MIDI 2015c p.1; MIDI 2016c p.10).

Le PEQ s'adresse à des ressortissants étrangers qui sont temporairement au Québec et comprend deux volets, l'un pour les ÉÉ et l'autre pour les travailleurs étrangers spécialisés en emploi (MIDI 2016c, p.10). Comme ces ressortissants étrangers sont déjà sur place ou ont déjà séjourné au Québec, ils ont un historique puisque qu'ils ont obtenu un Certificat d'acceptation du Québec (CAQ) pour étude ou pour travail avant d'arriver au Québec. Pour cette raison, il n'était pas nécessaire de les recevoir en entrevue contrairement au PRTQ (Fonct2, 2015).

Le candidat qui a séjourné au Québec dans le but principal d'y étudier, et qui satisfait aux conditions énumérées ci-dessous, reçoit un Certificat de sélection du Québec (CSQ), pour lui-

même ainsi que pour son époux ou conjoint de fait sans évaluation des caractéristiques de ce dernier ainsi que pour ses enfants à charge inclus dans le dossier (MIDI 2016c, p.11). Avec cette condition, le MIDI a considéré que le candidat et son conjoint amorçaient conjointement leur intégration sociale, économique, linguistique et culturelle (Fonct2, 2015).

Le candidat peut présenter sa demande aussi bien à partir d'un autre pays qu'à partir du Québec (MIDI 2016c, p.11). En effet, un ÉÉ qui a effectué un retour à l'étranger, peut déposer sa candidature même s'il n'est plus sur place dans un délai de trois ans (Fonct2, 2015). Qu'il présente sa demande au Québec ou à partir de l'extérieur, il doit s'engager à subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille pendant une période d'au moins trois ans. Il ne doit pas avoir entrepris un nouveau programme d'études depuis la fin de ces études. Il doit avoir effectué un programme d'études au Québec entièrement en français qui mène à un diplôme admissible au PEQ ou il doit démontrer sa connaissance du français oral par divers moyens. Il doit avoir respecté les conditions liées à son CAQ pour études et à son permis d'études. Il a au moins 18 ans et a l'intention de s'établir au Québec pour y occuper un emploi qu'il est vraisemblablement en mesure d'occuper. Il doit avoir obtenu au cours des trois ans précédant sa demande l'un au l'autre des diplômes suivants décerné par un établissement d'enseignement au Québec : un diplôme d'études professionnelles (DEP) sanctionnant minimalement 1 800 heures de formation professionnelle; un DEP suivi d'une attestation de spécialisation professionnelle (ASP) sanctionnant 1800 heures de formation ou plus de formation continue; un diplôme d'études collégiales (DEC) de formation technique; un diplôme d'études universitaire de 1<sup>er</sup> cycle sanctionnant un baccalauréat; un diplôme d'études de 2<sup>e</sup> cycle sanctionnant une maîtrise et un diplôme d'études universitaires de 3<sup>e</sup> cycle sanctionnant un doctorat (MIDI 2016c, pp.10-12).

S'il présente sa demande à partir de l'extérieur, en plus de satisfaire à toutes ces conditions, il doit s'être conformé à la condition de retour dans son pays après la fin de ses études s'il était titulaire d'une bourse comportant cette clause. S'il présente sa demande à partir du Québec, il doit s'y trouver légalement au moment où il dépose sa demande et ne doit pas être titulaire d'une bourse comportant une condition de retour dans son pays (MIDI 2016c, pp.10-12). Cette possibilité de déposer la demande sur place est pour le Québec très avantageux parce qu'aux yeux des employeurs, il n'y a pas de contrainte ou de contre-indication puisqu'il n'y a pas de problème d'équivalence, de reconnaissance des acquis ou d'entrave avec les autres professionnels. Toutefois, l'adéquation au besoin du marché du travail n'est pas un élément qui est pris en compte dans les conditions d'admission du PEQ (Fonct2, 2015).

Lorsqu'un candidat est refusé au PEQ, il est invité à présenter sans frais supplémentaire une nouvelle demande de CSQ dans le PRTQ. Un délai de six mois lui est alors accordé. Toutefois, le dossier doit répondre aux exigences du programme régulier<sup>17</sup> (MIDI 2016c, p.44). Cette disposition est avantageuse pour le candidat puisque les frais encourus sont relativement élevés (760\$). C'est un élément positif qui permet d'éviter beaucoup de frustration quand les candidats n'ont pas le diplôme ou le niveau de français exigés dans le PEQ (Fonct1, 2015).

En somme, le PEQ « vise à dérouler le tapis rouge aux candidats, aux meilleurs candidats, du moins qui apparaissent aux yeux du Québec les plus prometteurs puisqu'ils ont de l'expérience et ont déjà amorcé leur intégration sociale, économique, linguistique. On pense donc qu'ils vont être mieux outillés pour intégrer facilement le marché du travail et contribuer à l'essor du Québec » (Fonct2, 2015).

#### 4. Mise en œuvre

Dans cette sous-section, nous décrivons comment la mise en œuvre se passe. Elle se subdivise en quatre composantes. Nous traitons d'abord des acteurs décisionnels et de leurs ressources. Nous discutons ensuite des facteurs qui influencent la mise en œuvre du PEQ. Nous enchaînons avec le processus d'apprentissage. Finalement, nous présentons trois types de statistiques qui rendent compte des résultats obtenus par le MIDI dans le cadre du processus de mise en œuvre du PEQ. Nous montrons dans un premier temps le nombre total de CSQ délivrés dans le cadre du PEQ et la proportion de CSQ délivrés aux ÉÉ afin de voir les variations d'année en année. Dans un deuxième temps, nous présentons le nombre de travailleurs qualifiés sélectionnés par le PEQ en pourcentage du total des travailleurs qualifiés sélectionnés par le Québec afin de voir dans quelle mesure les travailleurs qualifiés se servent du PEQ comparativement au PRTQ. Dans un troisième temps, nous présentons les résultats du MIDI quant à son engagement de traiter 95% des demandes reçues dans un délai de 20 jours ouvrables afin de voir dans quelle mesure cet engagement est respecté.

##### 4.1 Acteurs décisionnels : ressources, outils/dispositifs, processus décisionnels

Plusieurs acteurs participent à la mise en œuvre du volet ÉÉ du PEQ. Il y a d'une part, le ministre et les directions du MIDI qui y œuvrent. En effet, le ministre prend acte des consultations

---

<sup>17</sup> Voir la section portant sur le programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ) dans le chapitre 3.

publiques portant sur l'immigration, établit les niveaux d'immigration et détermine ce à quoi il s'engage vis-à-vis du PEQ dans son plan stratégique (Fonct2, 2015). D'autre part, il y a le ministère de l'éducation, les établissements d'enseignement et le comité consultatif.

Les candidats à l'immigration qui souhaitent obtenir des informations sur le PEQ communiquent avec la Direction des services de l'information du ministère. Lorsque les demandes sont envoyées au MIDI, c'est la Direction du courrier, de l'encaissement et des évaluations comparatives (DCEEC) qui est responsable de leur réception, de la gestion du courrier et de la vérification de la recevabilité des dossiers (MIDI 2015c, p.4). Les agents de bureau de la DCEEC créent les dossiers dans le système informatique et les acheminent à la Direction de l'immigration économique - Québec (DIEQ) (Fonct1, 2015). Cette dernière est responsable des opérations de traitement des demandes de CSQ reçues et délivre les CSQ aux personnes admissibles. À la DIEQ, il y a une personne qui supervise et coordonne l'équipe qui traite les demandes d'immigration reçues dans le cadre du PEQ (Fonct1, 2015). Cette personne est tenue d'assurer l'harmonisation des pratiques en veillant à ce que le traitement des demandes se fasse de façon rapide, équitable et efficace, en soutenant les agents dans leur besoin de formation ou d'information ou tout simplement en gérant les cas plus complexes (Fonct2, 2015). De plus, la personne qui détient le rôle de coordonnateur à la DIEQ a un mandat de communiquer les améliorations et les observations faites aux autorités et à la DPPI (Fonct1, 2015). Cette dernière assure le suivi de la mise en œuvre. Elle agit aussi comme soutien aux opérations, non seulement dans l'harmonisation des pratiques mais aussi comme témoin d'un nouveau phénomène qui mériterait soit un resserrement des règles, une adaptation des règles ou un assouplissement des règles. Ainsi, la DIEQ fait appel à la DPPI soit lorsque le règlement n'est pas suffisamment explicite, soit quand les documents disponibles pour la clientèle ou pour les unités opérationnelles ne sont pas suffisamment clairs.

La DPPI éclaire alors sur les orientations privilégiées et indique sur quoi s'appuie l'orientation proposée (Fonct2, 2015). C'est donc elle qui réfléchit aux correctifs à apporter et propose les changements à apporter au GPI (MIDI 2015c, p.4); « Quand [la DIEQ] fait appel à [la DPPI], elle veut être outillée pour refuser, accepter une demande ou suspendre un dossier. Donc en règle générale quand [la DPPI] recommande quelque chose cela est appliqué par les opérations. Et comme j'étais de la première heure, l'esprit du programme je le connais très bien de sorte que les orientations peuvent être données » (Fonct2, 2015). En plus de son rôle de soutien et de suivi, la DPPI fait des présentations sur le PEQ. Ce sont les bureaux d'immigration - Québec qui offrent



ces séances d'information. Divers sujets sont alors traités : présentation du CSQ avec le PEQ, la différence entre le PEQ et le PRTQ. Les fonctionnaires pouvaient même dire aux ÉÉ dans quel programme ils seraient mieux de déposer la demande selon les cas. Ces bureaux sont donc des ressources importantes pour expliquer le programme et donner l'information aux ressortissants étrangers (Fonct2, 2015). Par ailleurs, elle produit des analyses sur des situations ou des cas particuliers et fait un suivi du Programme de l'expérience canadienne (PEC) (MIDI 2015c, p.4). Quant à elle, la Direction de la prospection et promotion (DPP) est responsable de la promotion auprès des ÉÉ. Elle est aussi responsable, conjointement avec la Direction des affaires publiques et des communications (DAPC) de la conception du matériel promotionnel du PEQ. Les directions régionales qui sont ailleurs au Québec font la promotion du PEQ auprès des ÉÉ (MIDI 2015c, p.4).

Des acteurs extérieurs au MIDI participent également à la mise en œuvre du PEQ. En effet, le ministère de l'éducation, les établissements d'enseignement, les associations d'étudiants et les regroupements d'établissements y tiennent différents rôles (Fonct2, 2015).

Les ÉÉ peuvent adresser leurs questions relatives au PEQ à leur établissement d'enseignement ou aux associations d'étudiants. Lorsque les établissements s'aperçoivent qu'il y a des phénomènes ou des questions qui se répètent, ils en font part aux associations. Ces dernières ont un lien de proximité important avec les candidats. Les associations sont représentées au comité consultatif formé de représentants d'établissements d'enseignements à chaque niveau de scolarité (secondaire, collégial et universitaire), de regroupements des étudiants et des établissements (dont l'ancienne CREPUQ, l'association des collèges privés du Québec, la fédération des cégeps et Éducation internationale). Les représentants du comité consultatif font part au MIDI de ce qu'ils observent sur le terrain. Ce dernier en retour informe le comité de toute nouveauté, de tout élément lié à l'immigration qui pourrait être susceptible de les intéresser dans leur responsabilité (Fonct2, 2015). Le MIDI entretient ainsi des liens étroits avec ces différents acteurs du secteur de l'éducation dans la mise en œuvre du PEQ. Par ailleurs, le MIDI a collaboré avec le MELS, les commissions scolaires, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST) et les universités pour la création des listes validées des cours de français reconnus comme étant de niveau 7 ou plus sur l'Échelle québécoise pour les niveaux secondaire, collégial et universitaire (MIDI 2014a, p.2). Le ministère de l'éducation a un rôle de soutien et de conseil de manière ponctuelle et sporadique. Ainsi, au besoin, le MIDI fait appel au

ministère de l'éducation, notamment sur la question de l'intégrité du programme (Fonct2, 2015) ou sur la question du bassin des candidats potentiels (Fonct1, 2015).

Ces relations privilégiées établies par le MIDI avec certains acteurs deviennent des ressources utilisées pour la mise en œuvre du PEQ. La relation avec le comité consultatif permet un échange d'informations sur les préoccupations exprimées par les établissements d'enseignement ou les ÉÉ et sur les nouveautés et les préoccupations que le MIDI souhaite transmettre aux établissements. Cet échange d'information permet au MIDI d'être à l'écoute de ce qui se passe sur le terrain, de déceler des éléments qui pourraient poser problème et qui mériteraient une attention particulière, soit pour l'amélioration du programme, soit pour corriger des irritants, soit pour adresser des intentions qui iraient à l'encontre du programme (Fonct2, 2015). Par ailleurs, le MIDI peut vérifier l'authenticité des résultats indiqués sur les attestations de résultats démontrant la connaissance du français en utilisant les informations disponibles dans les sites sécurisés des fournisseurs d'examen de français (organismes émetteurs). Des vérifications directes auprès des fournisseurs peuvent être faites lorsque nécessaire. Dans ce cas, c'est la personne mandatée à la DPPI qui assure le suivi auprès de la Direction générale de la francisation afin de permettre un suivi approprié auprès des fournisseurs (MIDI 2013a, p.9). Ces différents acteurs deviennent ainsi des partenaires stratégiques importants à deux égards : s'assurer une compréhension commune des règles du programme (Fonct2, 2015) et alléger le processus d'application tout en facilitant un traitement rapide des dossiers (Fonct1, 2015).

Outre ces relations-ressources, d'autres ressources sont affectées au PEQ. Il s'agit notamment du personnel et des ressources financières. À la création du PEQ, le personnel assigné au traitement des dossiers a été puisé à même l'effectif de la DIEQ. Du personnel régulier qui travaillait sur les dossiers des ÉÉ y a été affecté (MIDI 2015c, p.50). Même si le volume des demandes augmente, il n'y a pas d'embauche de nouveau personnel (MIDI 2015c, p.51). Il y a cinq agents d'aide socio-économiques qui traitent les dossiers supervisés par une coordonnatrice. Il y a également un agent de bureau et demi affecté. Ces personnes sont à temps plein sur les deux volets du programme. Le temps affecté aux dossiers est de l'ordre de 55% pour les demandes des travailleurs étrangers et 45% pour les demandes des ÉÉ. De temps à autre, le personnel affecté aux autres programmes qui sont mis en œuvre au sein de la DIEQ sont sollicités. Il s'agit de programme des ÉÉ et le programme des travailleurs temporaires. Il y a donc une mobilité du personnel qui permet d'atteindre les objectifs dans les périodes de pointe. Quant à lui, le directeur de la DIEQ affecte le tiers de son temps au PEQ. À ces personnes, il faut ajouter un agent de

bureau à la DCEEC. Pour la promotion, deux personnes sont dédiées au PEQ dont une qui travaille majoritairement sur le volet des ÉÉ. Il faut cependant noter que ces personnes ne travaillent pas à temps plein sur le PEQ (Fonct1, 2015). À la DPPI, il n’y a qu’un professionnel affecté à temps plein au PEQ mais le chef d’équipe, l’adjoint et le directeur sont aussi sollicités. Ces derniers ont plutôt des rôles de gestion (Fonct2, 2015).

Les ressources financières sont essentiellement constituées du salaire du personnel. Selon les répondants fonctionnaires, il n’y aurait pas énormément de ressources financières. Il y a un peu de ressources qui sont mises avec la DAPC (Fonct1, 2015); « les coûts d’opérationnalisation<sup>18</sup> du programme ont été estimés par la DIEQ à 191 250 \$ en 2012, soit 43 750 \$ pour les ressources matérielles et 147 500\$ pour le salaire des agents de la DIEQ et de la DCEEC (2,5 agents d’aide socio-économique et un agent de bureau) » (MIDI 2015c, p.3).

Les ressources affectées à la mise en œuvre du PEQ ne se limitent pas aux relations-ressources, au personnel et à l’argent. Les acteurs ont à leur disposition des outils et des dispositifs, certains étant utilisés dans le traitement des dossiers, et d’autres, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre. D’un point de vue opérationnel, les outils qui sont à la disposition des agents d’aide socio-économiques sont le *Guide des procédures d’immigration* (GPI) et le système informatique qui permet de traiter les dossiers (Fonct1, 2015). Le GPI traite, en cinq composantes, l’ensemble des programmes et activités d’immigration administrés par le MIDI. Il contient notamment les directives que consultent les fonctionnaires quant à l’application de la *Loi sur l’immigration au Québec* et de ses règlements (MIDI 2017i). Le PEQ est traité dans le chapitre quatre de la composante trois traitant du programme de recrutement et de sélection des candidats à l’immigration économique.

Pour assurer le suivi de la mise en œuvre, des formations et des rencontres ponctuelles ont lieu après chaque changement qui est effectué au GPI. À cet égard, il y a des *Notes de procédures d’immigration* (NPI) qui sont diffusées et qui introduisent toutes les modifications qui sont apportées au programme ou au processus d’application du programme. Il y a d’autres outils et d’autres mécanismes qui permettent de surveiller la mise en œuvre du PEQ. Le MIDI prend des engagements dans ses plans stratégiques et dans ses plans annuels. Dans ses rapports annuels de gestion, il vérifie si les engagements pris dans les plans stratégiques et dans les plans annuels sont rencontrés. Il y présente les réalisations liées aux engagements du MIDI définis dans la

---

<sup>18</sup> Nous ne disposons pas d’autres données traitant spécifiquement des ressources financières allouées au PEQ ou de données permettant de déduire cette information.

Déclaration de services à la clientèle et aux exigences législatives et gouvernementales. Le rapport annuel de gestion contient aussi de nombreux renseignements d'intérêt public qui permettent de mieux connaître le MIDI et d'apprécier sa performance. Il témoigne également des efforts déployés par l'ensemble du personnel pour offrir des services de qualité (MIDI 2016a, p.3).

Il y a eu, par ailleurs, un sondage de satisfaction de service à la clientèle dans le cadre du Plan de mesure de la satisfaction 2013-2016 permettant de répondre à l'engagement du MIDI d'améliorer ses services en continu, notamment en consultant la clientèle sur ses attentes et sa satisfaction à l'égard des services offerts. Dans le cadre de ce sondage<sup>19</sup> les personnes répondantes devaient exprimer leur degré de satisfaction globale à l'égard du PEQ en accordant une note de 0 à 10, où 0 correspond à « tout à fait insatisfait » et 10, à « tout à fait satisfait ». Les personnes sondées ont accordé une note de 8 ou plus sur 10 dans une proportion de 77,2%. Le PEQ a alors obtenu une note moyenne de 8,2 sur 10 (MIDI 2016a, pp.53-54). Un autre mécanisme de suivi a constitué à écouter des appels téléphoniques reçus par les agents de service à la clientèle formés sur le PEQ afin de voir si ces derniers comprenaient bien le programme (Fonct2, 2015).

Outre ces mécanismes et ces outils de suivi de la mise en œuvre, il existe un dispositif de suivi. « Le Service de l'architecture d'entreprise ministérielle (SAEM) a entrepris en 2013 certains travaux en collaboration avec la DIEQ, dont l'élaboration d'un diagramme de flux de processus du programme, d'une matrice des risques et contrôles et d'un plan d'atténuation des risques opérationnels » (MIDI 2015c, p.54). Il s'agit d'un plan d'architecture ministériel qui est une méthode de travail dans lequel tous les éléments d'un processus sont cartographiés et examinés. Les risques potentiels sont relevés à chacune des étapes du processus. Il existe trois niveaux de risque : faible, modéré et élevé. Un plan de mitigation des risques est ensuite élaboré afin d'atténuer ces derniers. Dans ce plan, sont proposées des solutions pour chacun des risques ainsi qu'un plan de mise en œuvre et de suivi d'amélioration continue. Il s'agit d'un processus d'amélioration continue très englobant puisque tous les partenaires liés à ce processus d'amélioration continue sont amenés à collaborer (Fonct2, 2015). Si les acteurs gouvernementaux disposent d'outils et de dispositifs pour assurer le traitement des demandes et le suivi de la mise en œuvre, les publics cibles ont à leur disposition du matériel de communication. Il s'agit du site Internet et du formulaire d'application.

---

<sup>19</sup> Au total, 886 personnes ont répondu à ce sondage (MIDI 2016a, p.54).

Parmi les différents outils, dispositifs et mécanismes présentés ci-dessus, certains sont utilisés dans les processus décisionnels<sup>20</sup>. Lorsque les dossiers sont créés et transférés à la DIEQ, ils sont remis aux agents d'aide socio-économique qui traitent entièrement les dossiers. Ces derniers doivent se baser sur le GPI pour analyser les demandes. Dans un premier temps, ils vérifient si tous les documents requis sont joints à la demande. Il s'agit de l'étape de la complétude. S'il manque des documents, ils font une demande de documents manquants au candidat qui a alors 60 jours pour y donner suite. Il s'agit de l'intention de rejet pour document manquant. À défaut de soumettre les documents requis dans ce délai, la demande du candidat est rejetée (Fonct1, 2015). Lorsque le dossier est complet, l'agent peut procéder à l'analyse. Il va regarder chacun des critères un à un à la lumière des documents fournis par le candidat. Si la personne a terminé ses études, la décision est prise immédiatement et le CSQ est émis. Si le dossier est déposé six mois avant la fin des études, l'agent traite tout le reste du dossier et met le dossier en suspens jusqu'à ce que le candidat ait complété son diplôme (Fonct1, 2015). Il y a trois décisions possibles : l'acceptation, le rejet et le refus. Un candidat ÉÉ qui satisfait aux conditions, qui a soumis un dossier complet et dont l'époux, le conjoint de fait et les enfants à charge répondent aux définitions réglementaires est sélectionné. En cas de rejet, il existe deux cas de figures. Il y a le rejet pour document manquant, discuté plus haut, et le rejet pour faux ou trompeur dans le cas où le candidat aurait soumis des faux documents à l'appui de sa demande. On parle de refus lorsque le candidat ne répond pas à une des conditions de sélection du programme (Fonct1, 2015; MIDI 2016c, pp.41-44).

À la DPPI, avant de faire parvenir des notes dans le bureau du sous-ministre ou du ministre, il y a un processus de validation et d'autorisation qui est fait par la ligne hiérarchique du ministère. Le chef d'équipe, l'adjoint et le directeur sont ainsi sollicités. Lorsque la DPPI est sollicitée par la DIEQ pour faire des recommandations, elle se base sur les ressources existantes, c'est-à-dire la loi, le règlement, le GPI. Les orientations apportées doivent toujours s'appuyer sur des choses précises. Advenant que les différents outils soient interprétés de différentes façons, la DPPI a recours à des avis juridiques (Fonct2, 2015).

## 4.2 Facteurs intervenants

Plusieurs facteurs interviennent dans la mise en œuvre du PEQ. Certains facteurs sont associés à la création du PEQ alors que d'autres sont associés au processus de mise en œuvre. Il s'agit

---

<sup>20</sup> Nous présentons ici les processus décisionnels des acteurs qui sont les plus impliqués dans le traitement des dossiers. Il s'agit de la personne ressource de la DPPI et des agents d'aide sociaux de la DIEQ.

notamment du soutien politique, de l'attention des médias, de l'attention soutenue apportée au PEQ et du partage des compétences. Nous rappelons que le Québec est responsable de la sélection, alors que le Canada est responsable de l'admission des travailleurs qui souhaitent s'installer sur son territoire. Ainsi, après avoir obtenu son CSQ, le candidat doit déposer auprès du gouvernement du Canada une demande de résidence permanente à titre de travailleur qualifié sélectionné par le Québec (MIDI 2015c, p.2)

Le soutien politique s'est manifesté avant même la création puisque, comme nous l'avons déjà souligné, il s'agit d'un programme qui a été créé à la suite d'une annonce du Premier ministre de l'époque Jean Charest. Un répondant fonctionnaire souligne que le fait qu'il y ait aussi eu des personnes motivées qui souhaitaient que le programme soit très rapidement mis en œuvre a été positif (Fonct1). Par ailleurs, le ministre du MIDI aime « beaucoup, beaucoup, vraiment beaucoup cette histoire à succès, alors c'est clair que cela facilite la mise en œuvre du PEQ » (Fonct2, 2015). En outre, le PEQ a bénéficié d'une couverture médiatique et cela joue en faveur de son processus de mise en œuvre. Son lancement a été souligné le 15 février 2010 par un communiqué de presse publié par la ministre et par une conférence de presse à laquelle participaient cette dernière, le vice-président de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal et le président-directeur général de Montréal International (MIDI 2015c, p.50). Selon un répondant fonctionnaire, de nombreux médias reprirent la nouvelle du lancement du nouveau programme. Dans la presse étrangère et locale, on a vu un net engouement pour ce programme (Fonct2, 2015). Par ailleurs, le deuxième anniversaire du programme fut souligné par une cérémonie médiatisée de remise de CSQ. Des représentants du monde des affaires et du milieu universitaire y ont assisté (MIDI 2015c, p.50).

D'autres facteurs influencent positivement la mise en œuvre du PEQ. Il s'agit d'un programme qui est apprécié. Selon un répondant fonctionnaire, le fait que les établissements d'enseignement et les étudiants apprécient le programme joue beaucoup en faveur de sa reconnaissance. Selon ce même répondant, le programme a été populaire avant même d'être édicté dans le règlement (Fonct2, 2015). La clarté de l'information est également un facteur positif d'importance selon un autre répondant fonctionnaire. De plus, selon ce dernier, la disposition permettant aux personnes refusées au PEQ de déposer sans frais leur demande au PRTQ fait en sorte que les demandes reçues dans le cadre du PEQ sont traitées rapidement (Fonct1, 2015).

Le seul facteur jugé problématique par les répondants fonctionnaires est le partage des compétences. Le Québec traite de façon prioritaire les demandes reçues dans le cadre du PEQ.

Mais lorsque les demandes pour la résidence permanente sont déposées auprès du gouvernement fédéral, aucun traitement prioritaire ne leur est accordé. Au fédéral, il n'y a donc pas de distinction basée sur le programme de sélection (PEQ versus PRTQ) des candidats du Québec. Même si des négociations ont déjà eu lieu avec le fédéral au sujet du traitement prioritaire de certains types de demandes, elles n'ont pas donné les résultats souhaités. Ainsi, le traitement accéléré ne touche que la première partie du processus d'immigration permanente qui demeure donc très long en raison des délais actuels au fédéral. Cela peut limiter l'attrait du PEQ (MIDI 2015c, p.51). Si le partage des compétences peut être problématique pour le candidat, il importe de noter qu'il n'y a pas de conflit dans les dossiers. Il semble non seulement avoir une bonne collaboration entre les deux paliers de gouvernement en ce qui concerne la sélection des ressortissants étrangers, mais aussi et surtout un respect mutuel des compétences. Un candidat qui arriverait au fédéral sans avoir un CSQ à jour du Québec ou avec des nouvelles informations telles que l'ajout d'un conjoint ou d'enfants à charge serait renvoyé vers le Québec. C'est de cette façon que se traduit le respect du partage des compétences, chaque palier reconnaissant ses prérogatives (Fonct2). En somme, le soutien politique, qui se traduit par un suivi particulier, œuvre en faveur du processus de mise en œuvre du PEQ (Midi 2015c, p.50). L'attention des médias facilite également la mise en œuvre. Quant au partage des compétences, il désavantage le candidat en raison des délais fédéraux.

### 4.3 Processus d'apprentissage

La Direction de la planification (DP) en collaboration avec des professionnels d'autres directions, a réalisé une évaluation qui porte sur les deux volets du programme : celui destiné aux diplômés du Québec et celui destiné aux travailleurs temporaires spécialisés en emploi. Elle visait trois objectifs : évaluer la pertinence du programme; évaluer la mise en œuvre du programme; évaluer les effets du programme. Dans le cadre de cette évaluation, plusieurs sondages en ligne ont été réalisés auprès des deux publics cibles ainsi qu'auprès des employeurs (MIDI 2015c, p.7). L'un de ces sondages s'adressait aux ÉÉ qui ont demandé un CSQ dans le cadre du PEQ<sup>21</sup> et un autre a été effectué auprès d'ÉÉ qui ont participé à une séance d'information sur la résidence permanente<sup>22</sup> (MIDI 2015c, pp.9-10). Selon un des répondants fonctionnaire, il y a eu toute la période de rodage et d'adaptation entre la création et l'évaluation. Cette évaluation a permis de

---

<sup>21</sup>En 2015, sur un total de 2 387 ÉÉ contactés, 42,2 % (1 008 personnes) ont rempli le questionnaire et l'ont soumis. Une question filtre permettait d'identifier et d'extraire du lot les personnes qui n'étaient pas des étudiants. Après ces retraits, le nombre de personnes répondantes est de 1 000 (MIDI 2015c, p.9).

<sup>22</sup> Seules 186 personnes ont répondu à ce sondage. Le MIDI invite à la prudence dans l'interprétation des résultats (MIDI 2015c, p.34).

voir comment les choses se déroulaient (MIDI 2015c). Durant le processus d'apprentissage et notamment à travers l'évaluation, certains enjeux ont été identifiés. Les enjeux sont les problèmes fondamentaux qui pourraient compromettre l'atteinte des objectifs visés. En effet, il a été relevé que le MIDI peine à déterminer le bassin des candidats potentiels qui seraient admissibles au PEQ, que la promotion est déficiente et qu'il y a un enjeu d'intégrité.

Le MIDI est confronté à un beau casse-tête pour déterminer le bassin potentiel (Fonct2, 2015). Pourtant, il s'agit d'une information importante puisqu'en la comparant avec la rétention des personnes admissibles en termes de pourcentages, les effets du programme pourraient être mesurés. Ni les données du MIDI, ni les données du ministère de l'éducation ne permettent de recenser toutes les personnes admissibles (MIDI 2015c, p.60; Fonct2, 2015). Cette difficulté résulte de plusieurs facteurs. Les personnes admissibles ne sont pas les ÉÉ, mais les diplômés. Il est difficile de déterminer combien d'ÉÉ vont diplômer à la fin de l'année scolaire et de chiffrer combien le MIDI arrive à joindre avec ses activités de promotion. À cette condition de diplôme, il faut ajouter que les candidats doivent avoir un niveau B2<sup>23</sup> (intermédiaire avancé) pour leur connaissance du français oral (Fonct1, 2015). Il faut aussi exclure les ÉÉ boursiers du bassin des candidats potentiels. Or, il n'y a pas moyen de savoir quel ÉÉ a bénéficié d'une bourse comportant une clause de retour. Par ailleurs, il est difficile d'exclure les candidats habilités au PRTQ du bassin des candidats du PEQ. Il faut aussi noter qu'il existe une diversité de sources statistiques qui ne peuvent être mises en relation (Fonct2, 2015). Ainsi, « c'est bien beau de dire qu'il y a 40 000 ÉÉ ou 50 000 ÉÉ au Québec mais à l'intérieur de ça, de dire combien d'entre eux parlent français, combien vont avoir un diplôme admissible au PEQ, c'est un enjeu statistique vraiment important [puisque] ça vient indiquer quels sont les effets du programme et si la promotion faite est efficiente pour retenir les ÉÉ » (Fonct1, 2015).

Un enjeu de promotion a également été identifié. Il s'agit de l'enjeu le plus important (Fonct1, 2015). La promotion est déficiente, notamment en raison de la difficulté d'établir le bassin. En effet, les activités de promotion ne permettent pas de joindre et d'informer l'ensemble de la clientèle. Les ÉÉ disent ne pas connaître le PEQ dans une proportion de 64,0% (MIDI 2015c, p.48). Un formulaire d'inscription permettant aux ÉÉ de recevoir de l'information serait disponible en ligne dans le site du MIDI, mais aucune information ne leur est transmise. De la promotion auprès des ÉÉ n'est pas effectuée malgré la disponibilité des courriels pour les joindre

---

<sup>23</sup> Ce niveau est celui du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR), un document définissant des niveaux de maîtrise d'une langue étrangère dans différents domaines de compétence et qui correspond au niveau 7 de l'Échelle québécoise des niveaux de compétence en français des personnes immigrantes adultes, un outil permettant de décrire et d'évaluer les compétences en français des personnes immigrantes (MIDI 2011 p.4 et MIDI 2016c, pp.7 et 21).



facilement et sans frais (MIDI 2015c, p.48). À cet égard, un répondant fonctionnaire souligne que même si les outils sont disponibles, le MIDI n'a pas encore fait tout ce qu'il fallait pour cibler les meilleures façons de promouvoir spécifiquement le PEQ et globalement le passage du statut temporaire au statut permanent (Fonct2, 2015). Par ailleurs, des séances d'information offertes aux ÉÉ dans les établissements d'enseignement requièrent des ressources humaines assez importantes tant à la DPP que dans les directions régionales. Pour ces dernières, l'éloignement de certains établissements et le territoire à couvrir peuvent entraîner des coûts financiers plus importants. Or, les ressources investies pour offrir les séances d'information sont jugées insuffisantes et les ressources nécessaires pour offrir de telles séances ne sont pas considérées comme une priorité. Par conséquent, des régions plus éloignées pourraient n'être jointes que par visioconférence ou ne seraient pas couvertes en cas de restrictions budgétaires (MIDI 2015c, p.32).

Deux enjeux d'intégrité ont aussi été identifiés par les répondants du MIDI. D'une part, le Québec et le Canada sont des territoires d'immigration ouverts et convoités par beaucoup de gens. Le PEQ est un programme facilitant qui peut être vu comme un moyen de contourner les règles d'immigration et d'arriver rapidement au Canada (Fonct2, 2015). Certaines personnes décideraient de faire des études au Québec uniquement pour pouvoir avoir accès au PEQ en choisissant les programmes d'études admissibles les plus courts. Ces choix scolaires pourraient ne pas être les plus avantageux pour le Québec en termes d'insertion professionnelle. Par ailleurs, certains établissements ou commissions scolaires utiliseraient le PEQ comme « argument de vente » (MIDI 2015c, p.60). Le risque est alors que les gens viennent au Québec spécifiquement avec l'intention d'immigrer avec le PEQ et se retrouvent floués lorsqu'il y a des changements au programme surtout quand les changements touchent aux diplômes admissibles (Fonct1, 2015). Les propos tenus par un des répondants étudiants illustrent bien cette situation. En effet, ce dernier rapporte qu'il connaît des gens qui se sont inscrits à des programmes de formation courts afin de finir rapidement et immigrer. Certaines de ces connaissances ont fini par rater leur coup, car les programmes auxquels ils se sont inscrits ne sont pas admissibles. Par conséquent, ces derniers se sont retrouvés à étudier plus longtemps qu'il n'aurait fallu s'ils s'étaient inscrits à un programme plus long, notamment un baccalauréat. Cet enjeu d'intégrité est aussi bien en défaveur du programme que des candidats, car si le phénomène devait prendre de l'ampleur, le MIDI serait obligé de renforcer les règles, risquant ainsi de créer des irritants pour les bons candidats. (Fonct2, 2015). Il importe toutefois de noter qu'aucune recherche n'aurait permis de déceler un problème d'intégrité majeur nécessitant des changements (Fonct1, 2015). D'autre part,

le PEQ vise à sélectionner des ÉÉ diplômés qui se destinent au marché du travail. Toutefois, certains candidats n'ayant pas l'intention d'intégrer le marché du travail après l'obtention de la résidence utiliseraient le programme pour obtenir leur résidence permanente, dans le but de bénéficier des droits de scolarité applicables aux résidents permanents et avoir droit aux bourses et autres programmes sociaux (MIDI 2015c, p.59). À cet égard, deux répondants étudiants<sup>24</sup> admettent avoir entrepris le processus d'immigration permanente afin de pouvoir continuer leur éducation à un coût abordable (Étudiants 5 et 6, 2016). Ces nouveaux résidents peuvent alors ensuite se déplacer ailleurs au Canada (à l'extérieur du Québec) pour poursuivre leurs études. Le Québec perdrait ces étudiants immigrants, qui, une fois partis faire des études ailleurs, ne reviendraient pas (MIDI 2015c, p.59). Par ailleurs, il semble y avoir une difficulté à suivre les candidats qui ont obtenu un CSQ dans le cadre du PEQ. Sur le nombre total de CSQ émis par le Québec, le MIDI ne détient pas de statistiques sur les personnes admises à la résidence permanente. Pour avoir cette information, il faudrait consulter les données fédérales. Or, les données du fédéral traitent des admissions mais ne permettent pas de suivre le candidat à partir du moment où il obtient son CAQ comme immigrant temporaire, qui est ensuite sélectionné par le Québec pour l'immigration permanente (en obtenant un CSQ) et qui obtient finalement son admission au fédéral (en obtenant le statut de résident permanent) (Fonct2, 2015). Comme dans toute opération de mise en œuvre, le PEQ connaît ses difficultés. Les difficultés sont perçues par les répondants fonctionnaires comme étant secondaires. Ces derniers en ont dénombré quelques-unes. Tout d'abord, la disposition qui permet à l'ÉÉ de poser sa demande six mois avant la fin de ses études est devenue assez problématique au fil du temps. Beaucoup de candidats pensent obtenir leur diplôme dans les six mois suivant le dépôt de leur demande, mais il arrive souvent que ce ne soit pas le cas surtout pour les étudiants de maîtrise et de doctorat. Dans ces cas, la demande de CSQ est refusée. Cette disposition qui devait contribuer à la promotion du programme à ses débuts est devenue nuisible aussi bien pour le MIDI que pour la clientèle puisque cela engendre des aller-retours dans les dossiers d'un point de vue opérationnel et d'un point de vue du service à la clientèle. Il serait donc intéressant de retirer cette condition du règlement sachant surtout que les demandes sont traitées à l'intérieur de 20 jours. Le candidat pourrait donc attendre d'avoir fini ses études et être certain d'avoir son diplôme avant de déposer sa demande (Fonct1).

---

<sup>24</sup> Les données tirées des entrevues avec les étudiants seront présentées dans le chapitre 5 portant sur l'influence du PEQ auprès des étudiants étrangers dans leur décision de non-retour.

Il existe une multitude de moyens pour satisfaire la condition relative à la connaissance du français. En effet, le candidat peut présenter un relevé de notes final qui atteste qu'il a réussi un programme d'études effectué au Québec entièrement en français et qui mène à l'obtention d'un diplôme admissible au PEQ. Il peut aussi soumettre une attestation de résultats d'un test ou d'un diplôme qui démontre qu'il a un niveau de compétence égal ou supérieur au niveau 7 de l'Échelle québécoise des niveaux de compétence en français des personnes immigrantes (le niveau B2). Il peut, par ailleurs, fournir un relevé de notes final qui atteste de la réussite d'au moins trois années d'études secondaires ou postsecondaires à temps plein, effectuées entièrement en français dans un établissement d'enseignement situé au Québec ou à l'étranger. Le relevé de notes peut attester de sa réussite d'un cours de français de stade intermédiaire avancé, suivi au Québec et offert par une université ou par un établissement d'enseignement reconnu soit par le MELS, soit par le Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESRS). Des documents obtenus d'un ordre professionnel au Québec peuvent également attester de la condition du français. Il peut s'agir d'un permis régulier d'exercice ou d'une attestation de satisfaction aux exigences linguistiques pour l'exercice de la profession ou une attestation de réussite à l'examen de l'Office québécois de la langue française en vue de l'obtention d'un permis régulier d'exercice (MIDI 2016c, p.22). Selon un répondant fonctionnaire, le MIDI pourrait procéder à une simplification des exigences documentaires relatives à la connaissance du français. Malgré ces difficultés de mise en œuvre, il n'y aurait pas d'irritants ou de soucis majeurs selon les répondants fonctionnaires (Fonct1 et Fonct2, 2015). L'irritant serait plus pour le candidat en termes de délai de traitement des demandes au fédéral (Fonct2, 2015).

Le processus d'apprentissage du PEQ ne se limite pas aux enjeux et aux difficultés relevées. Au cours de ce processus, des changements sont apportés.

L'un des changements apportés au PEQ touche aux preuves documentaires relatives à la maîtrise du français. Il a été observé que certaines des preuves documentaires fournies par les candidats étaient parfois inappropriées ou insuffisantes. En décembre 2011, le MIDI a alors décidé que « pour être jugés admissibles au PEQ, les candidats ont l'obligation de joindre à leur demande une attestation de résultats d'un test standardisé reconnu par le Ministère, à moins de fournir un document qui les exempte de cette obligation » (MIDI 2015c, p.52). Ce changement a entraîné une forte hausse de la demande pour la passation des tests. En effet, de janvier à mars 2012, le nombre de demandes d'inscription aux tests standardisés a quadruplé par rapport à 2011. Il a donc fallu trouver des solutions. Ces tests standardisés sont offerts par des centres agréés par le

Centre de langue française<sup>25</sup> qui est un établissement de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France et du Centre international d'études pédagogiques<sup>26</sup> (Centre de langue française 2017; MIDI 2017i). D'une part, les centres ont augmenté le nombre de sessions offertes ainsi que leur capacité d'accueil. D'autre part, à partir de septembre 2012, de nouveaux centres ont été ouverts à Montréal, à Québec et à l'extérieur de Montréal. De ces nouveaux centres, certains ont été agréés en 2013 dans le cadre de la mesure 12 du plan *Un Québec fort de son immigration*. Cette action visait spécifiquement à s'assurer que les candidats du PEQ qui habitent en région puissent avoir un meilleur accès aux tests de français (MIDI 2015c, p.52).

Un autre changement apporté au PEQ touche au niveau de langue requis. Afin de favoriser la francisation des immigrants travailleurs qualifiés et leur intégration rapide au marché du travail, le niveau de compétence en français oral a été rehaussé en août 2013, passant d'un niveau B1 (intermédiaire débutant) à un niveau B2 (intermédiaire avancé). Ce changement est le plus important depuis la création du PEQ. C'est aussi celui qui aurait eu le plus d'impact dans la mise en œuvre puisque les personnes répondant à ce critère deviennent moins nombreuses. Le volume des demandes a ainsi baissé depuis ce changement (Fonct1 et Fonct2, 2015; MIDI 2013a, pp.1-2). Par ailleurs, « on [a] commenc[é] à voir certains types de candidats qui n'ont peut-être pas le niveau B2 mais qui trouvent des façons d'obtenir les documents nécessaires » (Fonct1, 2015). De plus, les demandes d'inscription aux tests standardisés qui avaient augmenté suite au changement touchant aux preuves documentaires relatives aux compétences linguistiques ont baissé lors de l'entrée en vigueur de ce changement (MIDI 2015c, p.53). Bien que ce changement ait un impact sur le volume des demandes, il permet d'aller chercher des candidats ayant un niveau d'employabilité plus élevé (Fonct1, 2015).

Un troisième changement touchant au PEQ est la simplification des exigences documentaires qui est entrée en vigueur en avril 2015. Le MIDI, ayant mis sur pied un système intégré d'authentification de documents, demande désormais exceptionnellement des documents originaux. Le MIDI exige désormais moins de documents en copie certifiée et plus de documents en simple photocopie (MIDI 2015e, p.1). Ce changement permet aux candidats de « moins avoir à se promener pour obtenir les documents requis » (Fonct1, 2015). Ce changement est venu

---

<sup>25</sup> Le Centre de langue française œuvre dans le domaine de la certification et de la formation en français (Centre de langue française 2017).

<sup>26</sup> Le Centre international d'études pédagogiques est un opérateur du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en France qui œuvre notamment dans le domaine de la coopération internationale. L'un de ses axes d'activité est la coopération dans les domaines de l'éducation (Centre international d'études pédagogiques 2017).

optimiser le processus de traitement des demandes en réduisant le nombre de demandes qu'il faut mettre en suspens pour documents manquants (Fonct1, 2015).

En dehors de ces changements il y a eu un travail d'uniformisation et de clarification de l'information selon un répondant fonctionnaire (Fonct1, 2015). Il y avait un problème de communication avec la clientèle. En effet, des irritants liés à la clarté et à l'uniformité de l'information avaient été relevés lors de l'évaluation. Il semblait y avoir une disparité entre les informations obtenues par le truchement du centre de service à la clientèle<sup>27</sup>, les informations obtenues sur le site Internet et celles contenues dans les formulaires. Ces problèmes d'incohérence étaient relatifs aux conditions et aux documents exigés. Ces incohérences ont été revues et corrigées dans la dernière année (Fonct1, 2015). Par ailleurs, le MIDI a instauré une limite de trois ans après l'obtention du diplôme pour soumettre une demande dans le cadre du PEQ. Cette instauration de date limite fait en sorte que le diplôme obtenu par un candidat est toujours à jour par rapport aux besoins du marché du travail (Fonct2, 2015).

En somme, il importe de noter que d'un point de vue opérationnel (traitement des demandes) des petites améliorations sont faites, mais sur le fond, il n'y a pas d'éléments majeurs qui constituent un frein à la mise en œuvre du PEQ. Selon un répondant fonctionnaire, même si certains des changements peuvent avoir un effet négatif sur le volume des demandes, il est important de mettre des bonnes balises pour avoir un programme efficace. En mettant des bonnes balises les demandes sont traitées efficacement et rapidement (Fonct1, 2015).

Les répondants fonctionnaires ont identifié des pistes de réflexion qui pourraient contribuer à améliorer la mise en œuvre ou à s'approcher davantage des objectifs visés. Une réflexion qui pourrait être faite est l'adéquation entre les diplômes reconnus et les besoins du marché du travail québécois. Il serait intéressant de se demander s'il faut en faire un programme plus collé aux besoins du marché du travail plutôt que sur le principe de favoriser le passage de statut temporaire au permanent (Fonct2, 2015). Le grand chantier de réflexion est l'adéquation entre le PEQ et le PRTQ qui sont les deux programmes de sélection des travailleurs qualifiés et qui sont tous les deux créés et mis en œuvre dans deux directions différentes. Il n'y a pas eu une réflexion commune sur ces deux programmes. En effet, dans le PRTQ, il y a une liste de domaines de formation basée sur les besoins du marché du travail et sur les possibilités d'emploi. Toutefois, en traitant les demandes déposées au PRTQ, le MIDI ne tient pas compte des personnes

---

<sup>27</sup> Le MIDI offre un service téléphonique qui permet aux candidats à l'immigration de poser des questions concernant leur dossier personnel ou les programmes, les services et les activités du ministère (MIDI 2017k).

sélectionnées dans le PEQ qui ont ces diplômes-là. Ce travail aurait une influence certaine sur la mise en œuvre. Par exemple, si dans le PEQ 1 000 personnes ayant fait une formation en infographie sont sélectionnées dans une année, dans le PRTQ qui va chercher des gens à l'étranger le MIDI ne retiendra plus des gens détenant la même formation (Fonct1, 2015). Le MIDI pourrait aussi penser à créer un système d'application en ligne dans le but de simplifier davantage le processus d'application. Le MIDI pourrait, de plus, songer à ouvrir le programme davantage en trouvant des moyens d'aller chercher plus de candidats et de nouvelles clientèles (Fonct2, 2015).

#### 4.4 Résultats ministériels obtenus depuis 2010<sup>28</sup>

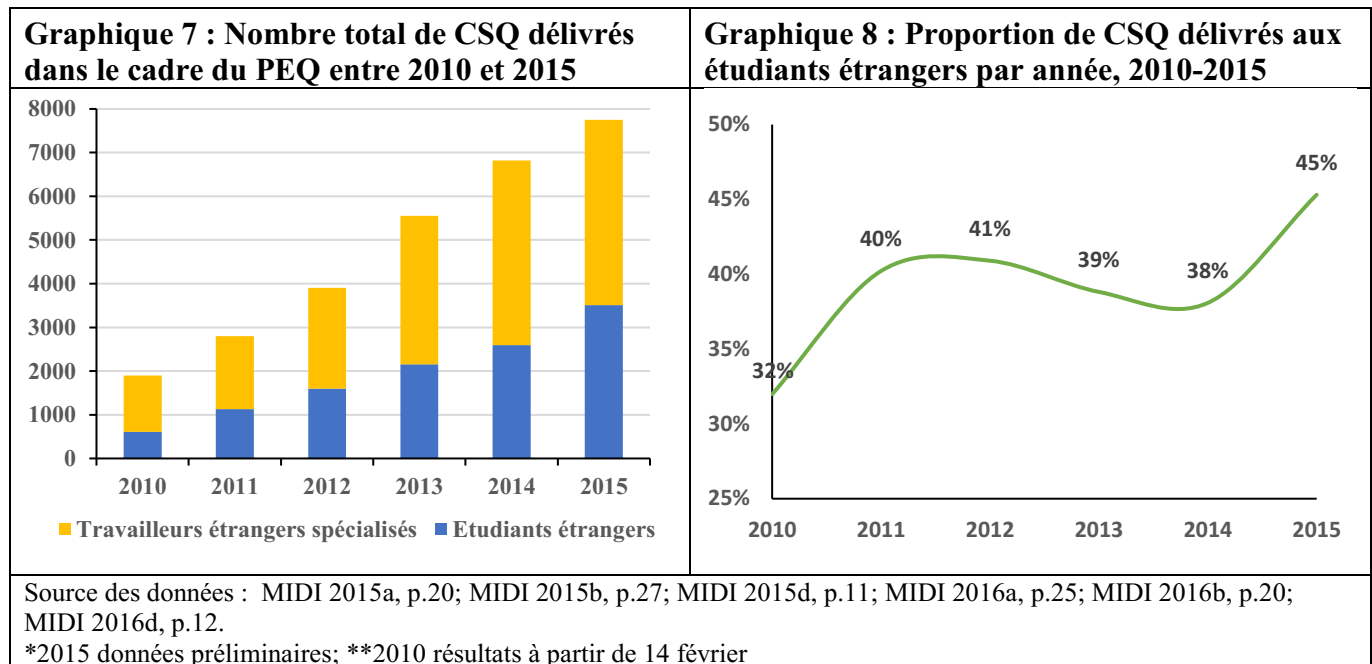
Depuis l'entrée en vigueur du programme le 14 février 2010 et jusqu'au 31 décembre 2015, 28 724<sup>29</sup> CSQ ont été délivrés dont 40% (11 594) à des ÉÉ ainsi qu'aux membres de leur famille. Comme nous le voyons au Graphique 7, le nombre de CSQ délivrés dans le cadre du PEQ ne cesse d'augmenter. En 2010, 1 895 CSQ ont été délivrés au total (aux ÉÉ et aux travailleurs étrangers spécialisés et à leurs familles) comparativement à 7 751 en 2015. La plus forte augmentation (48%) a eu lieu entre 2010 et 2011 alors que la plus faible (14%) a été enregistrée entre 2014 et 2015. Il faut cependant noter que même si le nombre de CSQ délivré ne cesse d'augmenter d'année en année, cette variation évolue à un rythme décroissant passant de 48% entre 2010 et 2011 à 23% trois années plus tard et enfin à 14% entre 2014 et 2015.

Le Graphique 8 montre que dans le nombre total de CSQ délivrés dans le PEQ, la part des ÉÉ n'a jamais dépassé 50% entre 2010 et 2015. En effet, de 32% en 2010, la proportion de CSQ délivrés aux ÉÉ et aux membres de leur famille a fait un bond pour atteindre 40% en 2011. Elle s'est stabilisée autour des 40% pendant les trois années suivantes avant de rebondir à 45% en 2015.

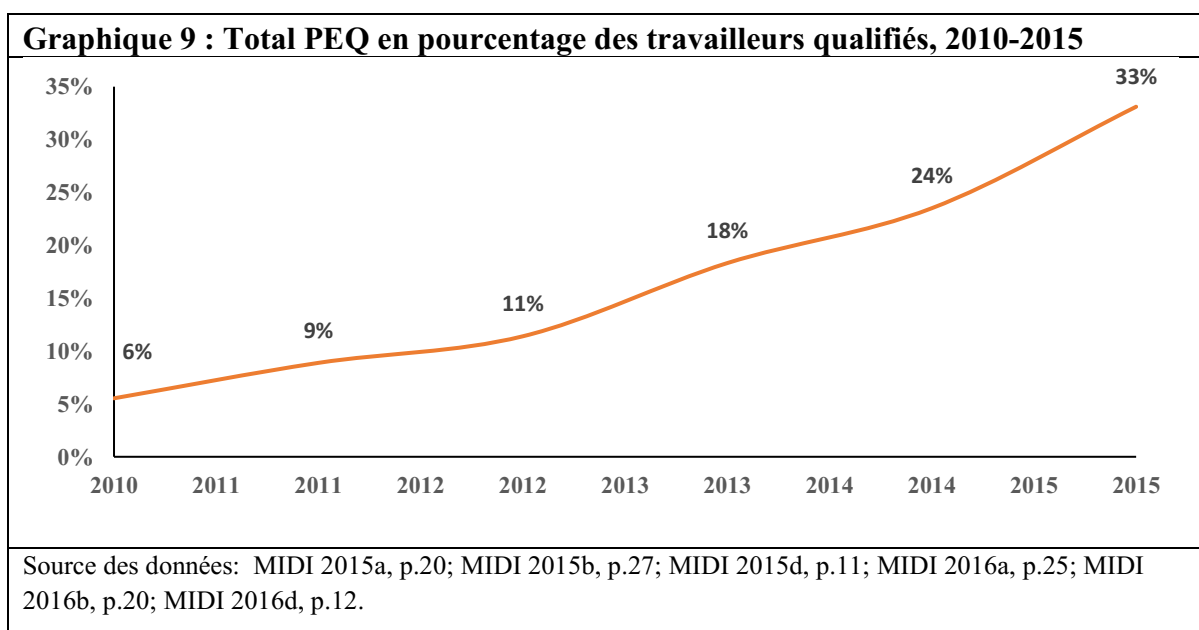
---

<sup>28</sup> Les statistiques et les tableaux présentés dans cette section proviennent de nos calculs basés sur des données colligées à partir des rapports annuels de gestion, des tableaux sur l'immigration permanente et du rapport d'évaluation produits par le MIDI (MIDI 2014b; MIDI 2015a; MIDI 2015b; MIDI 2015c; MIDI 2015d; MIDI 2016a; MIDI 2016b; MIDI 2016d;).

<sup>29</sup> « Le dénombrement basé sur l'appartenance à une catégorie d'immigrants comprend le requérant principal et, s'il y a lieu, son conjoint et les personnes à sa charge (MIDI 2016b, p.2) ».



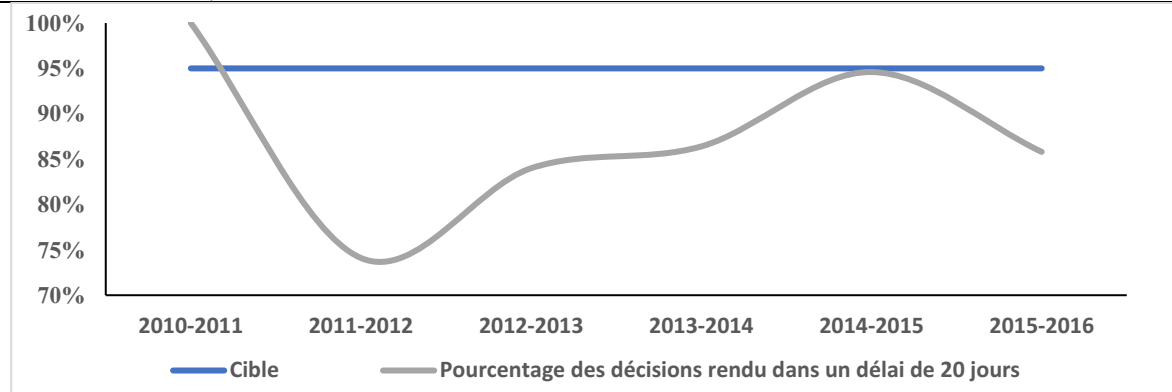
Nous rappelons qu’au Québec, le PEQ et le PRTQ sont les deux programmes de recrutement des travailleurs qualifiés. Il importe donc de savoir dans quelle mesure le PEQ sélectionne les travailleurs qualifiés comparativement au PRTQ. Le Graphique 9 nous indique que, comme deuxième programme, le PEQ n’a jamais sélectionné plus du tiers du total des travailleurs qualifiés. Cependant, la part du PEQ ne cesse de croître d’année en année. En effet, partant de 6% en 2010, elle frôle presque le quart (24%) en 2014 pour atteindre 33% en 2015.



Pour le PEQ, le MIDI a un engagement de délai de traitement dans sa Déclaration de services à la clientèle (DSC) depuis avril 2010. Il s'agit de traiter 95% des demandes reçues dans un délai de 20 jours ouvrables (MIDI 2015c, p.22). Les données relatives au respect de cet engagement sont présentées au graphique 10. Ces données montrent que le délai annoncé dans la DSC est rarement respecté. La cible n'a été atteinte qu'à deux reprises (100% en 2010-2011 et 94,6% en 2014-2015). Divers facteurs sont soulevés par le MIDI pour expliquer ce fait. D'une part, le volume des demandes reçues dans le PEQ est en constante augmentation. D'autre part, la disposition permettant aux ÉÉ de déposer leur demande six mois avant la date prévue d'obtention de leur diplôme rallonge la durée de traitement des demandes (MIDI 2015c, p.22).

Il faut toutefois noter que bien que l'objectif annuel de traiter 95% des demandes reçues dans un délai de 20 jours ouvrables soit rarement respecté, le délai moyen de traitement des demandes du PEQ est inférieur à 20 jours, et ce, tant pour les demandes des ÉÉ que pour celles des travailleurs étrangers. En effet, le délai moyen pour rendre une décision concernant une demande de CSQ reçue dans le cadre du PEQ est fortement inférieur au délai moyen de traitement d'une demande prioritaire dans le PRTQ, pour les mêmes périodes de comparaison (MIDI 2015c, p.22).

**Graphique 10 : Respect de l'engagement (rendre une décision en 20 jours) selon les années fiscales, 2010-2011 à 2015-2016**



Source des données : MIDI 2014b, p.59; MIDI 2015b, p.53; MIDI 2015c, p.22; MIDI 2016a, p.16 et p.48.

Dans ce chapitre, nous avons relevé les facilités et les difficultés rencontrées au cours du processus de mise en œuvre du PEQ. Nous retenons que le PEQ permet au Québec de demeurer compétitif dans un contexte international caractérisé par la mobilité internationale et la concurrence pour attirer les meilleurs candidats (MIDI 2015c, p.16). Le PEQ est aussi pertinent



dans la mesure où il poursuit des objectifs qui sont cohérents à divers égards avec ceux du MIDI et du gouvernement du Québec. En effet, l'idée de favoriser le passage de statut temporaire à permanent est partagée par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux du Québec. Par ailleurs, le PEQ s'inscrit dans une politique plus large visant à favoriser le passage de statut de résident temporaire à permanent MIDI. En outre, non seulement permet-il de répondre aux besoins des employeurs plus rapidement que le PRTQ, mais il contribue également aux objectifs d'intégration ainsi qu'à l'atteinte des cibles fixées par le MIDI (MIDI 2015c, p.16). En effet, nos résultats montrent qu'en termes de volume, la proportion de CSQ émis à travers le PEQ ne cesse d'augmenter relativement au nombre total de CSQ émis aux travailleurs qualifiés. La mise en œuvre du volet des ÉÉ du PEQ est un processus dynamique dans lequel plusieurs acteurs œuvrent. Ce dynamisme se caractérise d'une part à travers les diverses modifications apportées, et d'autre part à travers la présence des différents facteurs qui influencent aussi bien positivement que négativement la mise en œuvre.

Dans le chapitre suivant, nous étudions l'influence du PEQ dans la décision de non-retour des ÉÉ à partir de nos répondants ÉÉ. Nous analysons ensuite les facteurs qui influencent la mise en œuvre du PEQ par le biais de deux modèles d'analyse de mise en œuvre.

## **CHAPITRE 5 : INFLUENCE DU PEQ AUPRÈS DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DANS LEUR DÉCISION DE NON-RETOUR**

Le chapitre précédent a permis de décrire la mise en œuvre du PEQ d'un point de vue organisationnel. Nous avons pu cerner le fonctionnement du MIDI. Le présent chapitre traite de la place du PEQ dans le processus décisionnel des ÉÉ menant à la décision de non-retour. Il vise donc à étudier dans quelle mesure le PEQ incite les ÉÉ à demeurer au Québec après la fin de leurs études. Il se subdivise en trois sections. La première section portant sur le portrait des ÉÉ s'attarde à l'étude des raisons qui ont motivé les ÉÉ à choisir le Québec comme destination des études. Nous présentons les caractéristiques des personnes qui se servent du PEQ pour obtenir leur CSQ. La deuxième section traite des facteurs qui œuvrent à la rétention des ÉÉ. Nous y traitons des raisons qui ont poussé les ÉÉ à changer de statut. La troisième et dernière section du chapitre porte sur l'influence du PEQ sur la décision de non-retour des ÉÉ. Dans cette section nous voyons si le PEQ constitue un facteur déterminant dans la décision de non-retour.

Nous rappelons que nous avons eu recours à la méthode boule de neige pour constituer notre échantillon d'ÉÉ. Par conséquent, la sélection s'est faite principalement au sein d'un bassin de personnes ayant la même origine et étudiant dans les mêmes facultés. Le Tableau 1 présente le profil de ces répondants selon les caractéristiques suivantes : l'année de naissance, l'origine, le genre, le niveau d'études et l'année d'obtention du diplôme le cas échéant, et l'année d'arrivée au Québec. Cet échantillon composé de 12 répondants est pertinent et riche pour notre projet de recherche dans la mesure où il est composé en majorité d'étudiants ayant eu des expériences relatives au PEQ. De plus, il est composé presque exclusivement de répondants natifs de l'Afrique (11 répondants sur 12). Nous avons vu dans le premier chapitre de ce mémoire qu'au sein de l'effectif des ÉÉ du Québec au 1<sup>er</sup> décembre 2013, une part non négligeable (21, 9%) provient de l'Afrique (MIDI 2014c, p.23). L'Afrique fait donc partie des quatre continents les plus représentés au sein des ÉÉ du Québec. De plus, Nous avons vu dans le chapitre 3 portant sur le contexte québécois de l'immigration que les travailleurs qualifiés du Québec proviennent majoritairement du continent africain. Ce sont donc les ÉÉ les plus susceptibles de rester au Québec et donc les plus susceptibles de faire usage du PEQ.

<b>Tableau 1 : Profil des étudiants étrangers</b>						
<b>Identifiant</b>	<b>Date de naissance</b>	<b>Origine</b>	<b>Genre</b>	<b>Niveau d'études /date d'obtention</b>	<b>Domaine d'études</b>	<b>Année d'arrivée au Québec</b>
<b>RÉPONDANTS ÉTUDIANTS QUI SONT RÉSIDENTS PERMANENTS</b>						
<b>Étudiant 1</b>	1991	Togo	Femme	Baccalauréat (2014)	Économie	2010
<b>Étudiant 2</b>	1989	Togo	Homme	Baccalauréat (2012)	Économie	2008
<b>Étudiant 3</b>	1991	République Démocratique du Congo	Femme	Baccalauréat (2014)	Économie	2010
<b>Étudiant 4</b>	1991	Sénégal	Femme	Baccalauréat (2014)	Mathématique (statistique)	2010
<b>Étudiant 5</b>	1993	Benin	Femme	Baccalauréat (2016)	Comptabilité publique	2011
<b>Étudiant 6</b>	1992	Benin	Femme	Baccalauréat (2015)	Science politique (relations internationales)	2012
<b>Étudiant 7</b>	1985	Burkina Faso	Homme	Maitrise (2015)	Économie	2012
<b>Étudiant 11</b>	1983	Togo	Homme	Maitrise (2015)	Économie	2012
<b>RÉPONDANTS ÉTUDIANTS AUX ETUDES</b>						
<b>Étudiant 8</b>	1988	Burkina Faso	Homme	2ieme année de doctorat	Économie	2014
<b>Étudiant 9</b>	1985	Burkina Faso	Homme	2ieme année de doctorat	Économie	2014
<b>Étudiant 10</b>	1985	Sénégal	Homme	2ieme année de doctorat	Économie	2014
<b>Étudiant 12</b>	1992	France	Homme	Dernière année de maitrise	Génie électrique	2015

## 1 Portrait des étudiants étrangers

Cette première section traite des caractéristiques sociodémographiques des répondants. Il dresse un portrait de nos répondants avant d'aborder les raisons ayant motivé le choix du Québec comme destination des études et le processus d'adaptation à la société québécoise.

### 1.1 Présentation de l'échantillon

Notre échantillon des ÉÉ se compose de 12 répondants parmi lesquels huit personnes sont des résidents permanents et quatre sont toujours aux études. Ces quatre derniers ÉÉ comptent tous demander la résidence permanente à la fin de leurs études. Dans ce groupe de 12 personnes, il y a

sept hommes et cinq femmes. Le plus âgé est né en 1983 et le plus jeune en 1993. Sur ces 12 personnes, huit ont fait des études en sciences économiques. Les quatre autres personnes ont étudié en science politique, en comptabilité publique, en mathématique et en génie électrique. Trois des répondants étudiants poursuivent des études au doctorat, et l'un poursuit des études à la maîtrise. Parmi ceux qui ont déjà obtenu leur diplôme, six personnes ont le niveau baccalauréat, et deux ont le niveau maîtrise. Lorsqu'on compare la durée de leur séjour au Québec, celui dont la durée est plus la longue est arrivé en 2008 alors que celui dont la durée de séjour est la plus courte est arrivé en 2015. Cet échantillon est composé de trois Togolais, trois Burkinabès, deux Sénégalais, deux Béninois, un Congolais et un Français.

## 1.2 Raisons justifiant le choix du Québec comme destination des études

Les ÉÉ ont évoqué plusieurs raisons ayant motivé le choix de la destination des études. La langue est la raison la plus souvent évoquée pour justifier le choix du Québec comme destination des études. Les autres raisons évoquées sont d'ordre académique. Les ÉÉ veulent alors bénéficier d'une éducation supérieure de qualité. À cet égard, un répondant étudiant affirme que « le système éducatif béninois est dysfonctionnel, spécialement au niveau postsecondaire. Donc, l'idéal c'est de poursuivre des études supérieures à l'extérieur pour profiter d'une meilleure formation » (Étudiant 5, 2016). Certains des répondants étudiants ont dit avoir choisi le Québec dans le but d'obtenir un diplôme nord-américain (Ph. D.). Cette raison a été évoquée par toutes les personnes qui poursuivent des études au niveau doctorat. Une faible proportion (deux personnes sur douze) a affirmé avoir choisi le Québec parce qu'il y avait la possibilité d'immigrer après les études. Pour ces derniers, le projet d'immigration permanente a fait partie intégrante du projet d'immigration temporaire à des fins d'études. Par ailleurs, 63,9% des 1 577 ÉÉ interrogés sur l'importance qu'ils accordaient à la résidence permanente dans leur projet d'études au Québec dans le cadre de l'évaluation du MIDI savaient que les ÉÉ pouvaient faire une demande de CSQ dans le but d'obtenir la résidence permanente et parmi ceux qui le savaient, 78,2% ont affirmé avoir été motivés par cette possibilité dans leur choix de poursuivre leurs études au Québec (MIDI 2015c, p.14).

### 1.3 Adaptation des étudiants étrangers

L'un des objectifs visés par la mise en œuvre du PEQ est de recruter des personnes qui sont déjà sur le territoire, qui partagent et connaissent les valeurs québécoises et dont le processus d'intégration est bien enclenché afin de permettre à la société québécoise de bénéficier de leur apport (MIDI 2015c p.1; MIDI 2016c p.10). Afin de questionner l'atteinte de cet objectif, nous avons demandé à nos répondants étudiants de nous décrire leur intégration et de nous citer des valeurs québécoises. Les questions relatives à l'intégration et à l'adaptation ont pour but d'apprécier le degré d'intégration des répondants et les expériences vécues au Québec en lien avec la décision de non-retour. Cette sous-section présente les résultats obtenus auprès de notre échantillon sur leur intégration. Les indicateurs utilisés pour l'analyse sont présentés au Tableau 2.

Concernant leur adaptation, huit des répondants étudiants se disent adaptés ou bien intégrés au Québec. Une personne a décrit son adaptation comme étant complexe. Deux personnes ont décrit négativement leur adaptation et une personne ne s'est pas prononcée sur la question. L'analyse des entrevues suggère que la question de l'adaptation est effectivement complexe. Alors que certains se disent adaptés et intégrés, ils n'ont pas participé à des activités, ou ont peu ou pas du tout d'amis d'origine québécoise et ne peuvent parfois pas citer des exemples de valeurs québécoises. C'est le cas par exemple d'un répondant étudiant qui se dit bien adapté, mais qui ne peut citer aucune valeur québécoise et n'a pas participé aux activités de réseautage (Étudiant 5, 2016). C'est également le cas pour un autre répondant étudiant qui dit ne pas avoir eu d'ennui à s'adapter (Étudiant 7, 2016). Ce dernier a fait du bénévolat et s'est impliqué dans la vie associative de son université. Pourtant, il n'a pas d'amis Québécois et ne connaît aucune valeur québécoise.

Trois de nos répondants affirment ne pas avoir des amis québécois. La rareté des liens d'amitié entre les ÉÉ et les étudiants locaux est une réalité qui s'observe au Canada et dans d'autres pays. En effet, des sondages réalisés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et au Canada révèlent les difficultés qu'éprouvent les pays à appliquer l'un des aspects de l'internationalisation : celui de créer des occasions d'interaction entre les ÉÉ et les autres membres des établissements d'enseignement (BCEI 2015, p.2). Au Canada, selon les résultats du sondage BCEI auprès des ÉÉ, 56% d'entre eux disent ne pas avoir d'étudiants canadiens au sein de leur groupe d'amis et un peu plus du tiers des ÉÉ au Canada trouvent qu'il est difficile d'apprendre à connaître les étudiants canadiens (BCEI 2015, p.3). De plus, il semble que les

différences culturelles et linguistiques influent sur la capacité des ÉÉ à avoir des amis canadiens puisque les étudiants américains ont dit avoir des amis canadiens dans une proportion de 84% alors que ceux venant du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord comptent des amis canadiens dans leur groupe d’amis dans une proportion de 28% (BCEI 2015, p.3).

Notre analyse suggère que la question de l’adaptation est complexe et que la définition d’intégration varie d’un individu à l’autre. Les répondants étudiants ont évoqué des facteurs qui faciliteraient l’adaptation. Avoir des relations personnelles (famille et amis) et « se mêler aux Québécois » (Étudiant 5, 2016), semblent jouer en faveur d’une intégration réussie. Certains d’entre eux ont évoqué le climat social québécois dans lequel il n’y a pas de discrimination, de rejet ou de racisme comme étant un facteur jouant en faveur d’une intégration réussie. Dans la description de leur adaptation au Québec, les répondants étudiants ont souvent révélé leur perception des Québécois. Ils ont presque à l’unanimité (dix répondants étudiants sur douze) décrit les Québécois comme étant accueillants et ouverts d’esprit. Selon un répondant étudiant, les Québécois « sont modestes et aiment le travail bien fait » (Étudiant 8, 2015). Les facteurs qui jouent en défaveur d’une adaptation réussie seraient le climat canadien, l’hiver étant qualifié de dur et même d’horrible. Finalement, la solitude, l’absence de relations personnelles et le manque de temps de loisir contribuent également à rendre l’adaptation plus difficile.

<b>Tableau 2 : Adaptation des étudiants étrangers au Québec</b>	
<b>Indicateurs</b>	<b>Nombre de répondants (Sur 12 ÉÉ)</b>
Capacité à citer des valeurs québécoises	5
Participation à des activités (hors et sur campus)	4
Amis québécoises	6
Absence d’amis québécoises	3

## 2 Facteurs justifiant le non-retour

Notre revue de littérature portant sur le non-retour des ÉÉ dans leur pays a mis en lumière plusieurs facteurs qui sont considérés par ces derniers. Cette section du chapitre traite des facteurs considérés par nos répondants dans leur décision de non-retour en trois sous-sections. La première porte sur tous les facteurs à l’œuvre et la deuxième sur l’intention des ÉÉ de rester au Québec. La dernière sous-section porte spécifiquement sur la place du PEQ dans le processus décisionnel.

## 2.1 Facteurs considérés

Quand ils sont interrogés sur la source de leur motivation à demander la résidence permanente, les répondants étudiants évoquent majoritairement (dix personnes sur douze) des raisons professionnelles comme nous le décrivons dans le Tableau 3. Selon un répondant, la « résidence permet [...] d'intégrer plus facilement le marché de l'emploi vu que la préférence est accordée aux citoyens et aux résidents permanents sur les personnes ayant d'autres statuts. La résidence me permet donc d'acquérir de l'expérience pour maximiser mes chances de trouver un emploi, [que ce soit] au gouvernement ou dans des entreprises privées » (Étudiant 1, 2016). Deux d'entre eux disent vouloir acquérir de l'expérience professionnelle ici afin d'aller la mettre au service de leur pays (Étudiants 5 et 7, 2016). Ce résultat concorde avec les résultats obtenus dans le cadre de l'évaluation. En effet, la première raison évoquée justifiant le changement de statut est la perspective de trouver un emploi (MIDI 2015c, p.15). L'importance de la possibilité de trouver un emploi dans le processus décisionnel menant au non-retour des ÉÉ a aussi été relevé par Barry (2011) et par Ennafaa et Paivandi (2008).

Deux des répondants affirment avoir saisi une opportunité qui s'est présentée, celle de changer de statut. Il s'agit des répondants 1 et 3. Selon l'étudiant 1 (2016), « je me suis dit que j'ai une chance avec le PEQ. Pourquoi ne pas la saisir? ». Pour sa part l'étudiant 3 (2016) croit qu'« il y a moyen de s'épanouir au Québec. Il y a moyen de faire la place au soleil ». Cette réalité est aussi décrite dans la thèse de Barry (2011) en ces termes : « les motivations du retour et du non-retour des diplômés guinéens formés au Canada varient en fonction des circonstances et des opportunités qui s'offrent à eux pendant leur séjour au Canada, notamment la possibilité d'obtenir la résidence permanente et la citoyenneté canadienne » (p.197).

Le mode de vie au Québec a été cité par trois de nos répondants alors que deux personnes ont mentionné vouloir profiter de frais de scolarité plus bas. À cet égard, Nkussi (2006) stipule que pour bien des étudiants africains se trouvant aux études au Canada, le changement de statut d'étudiant étranger à celui de résident permanent ne traduit pas une volonté de demeurer au Canada, mais constitue une stratégie visant à obtenir les privilèges que confère le passeport canadien (p.266).

Comme Barry (2011), nous constatons que plusieurs facteurs sont considérés quand vient le temps de choisir une nouvelle terre d'adoption. Il n'y a donc pas une seule motivation, mais une combinaison de plusieurs facteurs. Le cas du répondant étudiant 5 (2016) l'illustre bien. Ce

dernier est venu dans le but d'étudier, d'obtenir la résidence et de rentrer dans son pays. Venant d'une famille fortunée, il serait rentré au pays travailler dans la compagnie familiale et n'aurait eu aucun souci à renvoyer ses enfants bien plus tard étudier au Québec et au Canada. Ces derniers profiteraient alors d'une bonne formation moyennant des frais de scolarité bas. Mais son projet a changé après le décès de son père. Contrairement au projet initial du retour après les études, ce répondant ambitionne désormais de faire venir le reste de sa famille puisqu'il s'y sent bien. Pour ce répondant, les circonstances ont fait basculer son projet. Ce constat rejoint celui fait par Barry (2011). En effet, ce dernier constate que « la décision de rentrer ou non au pays après les études à l'étranger n'est pas toujours conforme au projet initial des étudiants migrants » (Barry 2011, p.197).

<b>Tableau 3 : Raisons et motivations justifiant le non-retour<sup>30</sup> des étudiants étrangers dans leur pays d'origine</b>	
<b>Raisons/motivations</b>	<b>Nombre de répondants (Sur 11 ÉÉ)</b>
Opportunité	4
Raisons professionnelles	9
Intégration	1
Mode de vie	3
Frais de scolarité	2
Acquérir de l'expérience et repartir	2

## 2.2 Intention des étudiants étrangers de rester au Québec

L'un des objectifs visés par la mise en œuvre du PEQ est d'aider les régions du Québec en leur donnant un levier qui leur permet d'attirer et de retenir les ÉÉ et les travailleurs étrangers temporaires sur le territoire, et ce dans le but de soutenir leur économie et leur population (MIDI 2015c p.1; MIDI 2016c p.10). Afin d'étudier dans quelle mesure cet objectif est atteint, nous avons demandé à nos répondants étudiants de nous dévoiler leur intention quant au lieu qu'ils préconisent pour leur installation permanente. Nous leur avons ainsi demandé de citer la ville qu'ils préconisaient comme lieu d'installation. Cette sous-section présente les résultats obtenus auprès de nos répondants sur la question du lieu (ville) d'établissement. Le Tableau 4 présente les résultats obtenus selon que la décision soit prise (ou du moins envisagée) ou selon que la décision est en réflexion, correspondant à une possibilité de quitter le Québec.

<sup>30</sup> L'étudiant 10 n'a donné aucune raison.



Les réponses fournies révèlent que le fait de demander la résidence permanente en utilisant un programme d'immigration québécois ne signifie pas toujours que le Québec sera le lieu de résidence. Pour quatre répondants étudiants (Étudiant 3, 2016; étudiant 5, 2016; étudiant 11, 2016 et étudiant 12, 2015), la décision de rester au Québec est directement liée à la capacité de trouver un emploi satisfaisant. Pour ces derniers, la possibilité de quitter non seulement le Québec, mais aussi le Canada est bien réelle. Le Québec serait ainsi un tremplin entre la fin des études et la carrière professionnelle. Pour les répondants étudiants qui envisagent de rester au Québec, les villes citées sont Montréal, Sherbrooke et la région de la Capitale nationale (Gatineau et Ottawa). Les raisons évoquées sont d'ordre professionnel (la possibilité de trouver un emploi), d'ordre personnel (présence d'amis ou de membre de la famille), d'ordre social (le multiculturalisme) ou d'ordre économique (le coût de la vie). Ainsi, qu'il s'agisse d'une installation définitive ou d'une installation temporaire, la décision est grandement liée aux perspectives de carrière. Ces résultats rejoignent ceux obtenus par Barry (2011). En effet, les résultats de sa recherche suggèrent que l'acquisition du passeport canadien par les migrants n'est pas garant d'une installation définitive dans le pays d'accueil. Au contraire, pour certains de ses répondants ayant le statut de citoyen canadien ou de résident permanent, les avantages conférés par ces statuts sont importants, notamment la possibilité de jouir des privilèges réservés aux seuls ressortissants canadiens, et la possibilité de circuler facilement partout dans le monde. Cette liberté de circulation leur permet donc de quitter le Québec et le Canada (p.196). Quant à Nkussi (2006), se référant à un de ses répondants, « ce qui compte c'est de rester dans le pays où [le répondant] pourrait se réaliser, peu importe le pays où il pourra travailler. L'obtention du passeport canadien lui octroie alors cette possibilité de vivre ailleurs et de circuler [...] » (p.268).

<b>Tableau 4 : Projet d'établissement au Québec</b>		
	<b>Raisons évoquées</b>	<b>Nombre de répondants (Sur 8 ÉÉ)</b>
<b>Décision prise</b>	Perspective professionnelles	3
	Attachement au lieu de résidence	4
	Multiculturalisme	1
	Grande ville	1
<b>En réflexion</b>	Perspective professionnelles	1

### 3 La place du PEQ dans le processus décisionnel menant au non-retour

L'objectif fondamental du PEQ est d'inciter les ÉÉ diplômés au Québec à s'installer de manière permanente au Québec (MIDI 2015c p.1; MIDI 2016c p.10). Afin de vérifier dans quelle mesure le PEQ joue un rôle d'incitateur dans la décision de non-retour des ÉÉ, nous avons demandé à nos répondants déjà résidents de nous décrire le PEQ et de nous informer sur le moment où ils en ont pris connaissance. Nous leur avons également demandé de décrire le rôle joué par l'existence du PEQ dans leur décision de non-retour. Quant aux répondants qui sont toujours aux études, nous leur avons demandé s'ils connaissaient le PEQ et s'ils pouvaient le décrire. Cette section présente nos résultats relatifs à l'influence du PEQ auprès de notre échantillon. Le Tableau 5 résume nos résultats relatifs à la connaissance du PEQ tandis que le Tableau 6 présente les réponses fournies par les répondants sur l'influence du PEQ sur leur décision de non-retour.

#### 3.1 Connaissance du PEQ

Pour utiliser le PEQ, il faut connaître son existence. Dans notre échantillon, huit personnes sur douze s'en sont servis pour obtenir leur CSQ. Parmi eux, un seul répondant connaissait le PEQ avant même son arrivée au Québec. Les autres en ont pris connaissance vers la fin ou après la fin de leurs études. Parmi les quatre répondants qui sont toujours aux études, deux en ont entendu parler et comptent s'en servir. Les deux autres répondants ne le connaissent pas et l'un d'eux affirme préférer le PRTQ pour demander le CSQ. Parmi les dix personnes qui connaissent le PEQ, quatre ont assisté à des séances d'information organisées par le MIDI, quatre disent avoir consulté le site Internet et deux personnes en ont eu connaissance par le *bouche à oreille*. Pour ceux qui ont assisté à la séance, il s'agit d'une « façon structurée de transmettre l'information » (Étudiant 1, 2016). L'information qui y est transmise est « pertinente » (Étudiant 11, 2016), « détaillée » (Étudiant 6, 2016) et « complète » (Étudiant 1, 2016). Elle permet de bien s'informer et de démêler le vrai du faux (Étudiant 4, 2016). La possibilité de poser des questions est appréciée (Étudiants 4 et 6, 2016). Parmi les quatre personnes qui ont consulté le site Internet, le seul répondant (Étudiant 7, 2016) qui trouve l'information incomplète évoque des raisons qui ne sont pas directement liées au processus de demande de CSQ avec le PEQ. Ce dernier trouve que le site Internet ne traite pas d'un aspect qui, à son avis, serait important, l'insertion sur le marché du travail. Il pense que « pour que beaucoup d'entre nous [ÉÉ], on n'a même pas de formation pour faire un CV adéquatement comme les employeurs le désirent ici » (Étudiant 7, 2016).

Les répondants sont généralement capables de décrire le PEQ. En effet, neuf des dix personnes qui connaissent le PEQ sont en mesure de le décrire. Ils comprennent que le diplôme obtenu au Québec est déterminant et que l'accent est moins mis sur l'expérience de travail (Étudiants 1 et 2, 2016). Ils savent également qu'il s'agit d'une démarche accélérée. Cette rapidité de traitement est d'ailleurs appréciée par ceux qui l'évoquent (Étudiant 4, 2016; Étudiant 5, 2016; Étudiant 11, 2016 et Étudiant 12, 2015).

<b>Tableau 5 : Connaissance du PEQ</b>	
	<b>Nombre de répondants (Sur 12 ÉÉ)</b>
<b>Connaissance du PEQ</b>	10
<b>Capacité de décrire le PEQ</b>	9
<b>Préférence du PEQ au PRTQ</b>	2

### 3.2 L'influence du PEQ dans la décision de non-retour

Les répondants ont été interrogés sur l'influence du PEQ dans leur décision de demander la résidence permanente. Selon quatre d'entre eux, le projet d'immigration n'est pas lié au type de programme comparativement à cinq qui affirment que le PEQ a eu une influence dans leur décision de demander la résidence. Une analyse des entrevues des cinq répondants affirmant que leur décision a été influencée par l'existence du PEQ suggère plutôt que seul l'un d'entre eux, a choisi le Québec comme destination pour études à cause du PEQ. Pour ce dernier, le PEQ a été déterminant non seulement dans le projet d'immigration temporaire pour fins d'études, mais aussi et surtout pour l'immigration permanente. En effet, ce répondant dit avoir refusé une bourse pour aller étudier en France, préférant venir au Québec afin d'utiliser le PEQ (Étudiant 7, 2016). Paradoxalement, son plan n'est pas d'y rester définitivement, mais de retourner au pays. Il dit qu'il « voulait à la fois étudier et chercher de l'expérience afin de retourner chez [lui] » (Étudiant 7, 2016).

Pour les quatre personnes affirmant que leur décision n'est pas liée au PEQ, c'est plutôt le désir de changer de statut combiné à la rapidité du processus qui fait pencher la balance du côté du PEQ. Par exemple, un répondant étudiant qui veut vraiment s'installer au Canada, et non pas nécessairement au Québec, compte utiliser le PEQ. À cet égard, il affirme que « je me dis que commencer au Québec avec cette possibilité de commencer avec un PEQ qui faciliterait la démarche est un gros plus » (Étudiant 12, 2015). Un autre répondant étudiant affirme pour sa part

qu'il a été plus judicieux d'utiliser le PEQ à cause du court délai de traitement comparativement au PRTQ (Étudiant 11, 2016). Un troisième répondant (Étudiant 5, 2016), affirme ne pas savoir si c'est le PEQ en particulier qui a joué un rôle dans sa décision. Il sait cependant que l'existence d'un programme qui permet de rester de façon permanente dans ce pays a beaucoup influencé sur sa décision. Il aurait donc utilisé n'importe quel programme existant si le PEQ n'existait pas même si les délais étaient longs. Par ailleurs, certains individus ont un projet d'immigration avant de connaître le PEQ. Ils savent qu'ils vont immigrer, découvrent le PEQ et décident de s'en servir. Ainsi, quelqu'un qui voudrait avoir de l'expérience ou qui veut absolument immigrer de façon permanente le ferait peu importe le programme. D'autres connaissaient la possibilité d'immigrer de façon permanente après la fin des études sans connaître un programme particulier. C'est le cas répondants étudiants 1 et 5 (2016) qui en ont pris connaissance plus tard dans leur cursus scolaire et l'ont utilisé. En somme, à l'exception du répondant étudiant 7, le PEQ ne semble pas jouer un rôle déterminant dans le projet d'immigration des ÉÉ. La rapidité du processus inciterait à le choisir lorsqu'un choix doit être fait entre le PEQ et le PRTQ. Ces résultats vont dans le même sens que les résultats obtenus dans le cadre de l'évaluation. Même si les fonctionnaires interrogés lors de cet exercice ont eu des avis partagés sur l'influence du PEQ dans la décision de rester, il a été souligné que la clientèle visée par le PEQ pourrait soumettre une demande au PRTQ si le PEQ n'existait pas, et que l'immigration est un projet de vie qui ne prend pas en considération des raisons de délai ou de complexité (MIDI 2015c, p.16).

<b>Tableau 6 : Influence du PEQ dans la décision de non-retour des étudiants étrangers dans leur pays d'origine</b>	
	<b>Nombre de répondants (Sur 10 ÉÉ)</b>
<b>Réponse positive</b>	5
<b>Influence réelle</b>	1
<b>Réponse négative</b>	4

En somme, même si nous estimons que l'échantillon de 12 répondants étudiants donne un portrait pertinent de la clientèle du PEQ, les constats et les conclusions présentés dans ce chapitre sont limités dans leur capacité de généralisation. Nos conclusions ne sont donc valides que pour les cas étudiés. Cependant, nos conclusions permettent de formuler des constats pour être généralisés à d'autres contextes ayant les mêmes caractéristiques. Nos conclusions permettent surtout dans le contexte québécois de formuler des constats quant à la place accordée au PEQ dans le projet de non-retour des ÉÉ.

Le PEQ est pertinent pour attirer les ÉÉ puisque ces derniers voient un intérêt dans la possibilité de changer de statut. D'une part, la possibilité d'immigrer est parfois prise en compte dans le choix de destination des études. D'autre part, cette possibilité peut aussi être une opportunité qui se présente et que les ÉÉ saisissent. Toutefois, l'analyse des informations recueillies suggère qu'il est difficile de relier la décision des ÉÉ de changer leur statut de temporaire à permanent à l'existence du PEQ. Les ÉÉ prennent la décision de non-retour en considérant plusieurs facteurs. Les diverses raisons évoquées sont : l'opportunité qui s'est présentée et qui a été saisie, de meilleures perspectives d'emploi, l'intégration, le mode de vie, les frais de scolarité plus bas que ceux des ÉÉ et le désir d'acquérir de l'expérience avant de retourner dans le pays d'origine. Sur les 12 répondants, seule une personne semble avoir été influencée par le PEQ même si elle n'envisage pas de rester au Québec. Comme les autres répondants, elle a évoqué un autre facteur, celui d'acquérir de l'expérience et de repartir. Nous constatons également que toutes les décisions sont principalement liées aux aspirations professionnelles, qu'il s'agisse de demander la résidence, de rester au Québec ou même de quitter. Cela peut s'expliquer par le fait qu'aucun des répondants n'avait encore de famille au moment des entrevues. Cette réalité aurait pu limiter ou contraindre les décisions possibles.

## CHAPITRE 6 : INTERPRÉTATION DES DONNÉES

Dans ce dernier chapitre, nous interprétons les résultats présentés dans les chapitres 4 et 5. Nous unifions donc l'ensemble des constats qui se dégagent de notre analyse en y rapprochant les deux approches de mise en œuvre explorées en vue de répondre à notre question de recherche. Il se subdivise en trois sections. La première section dédiée à l'analyse des données selon l'approche de Jeffrey L. Pressman et Aaron Wildavsky (1973) répond à notre première sous-question. La deuxième section, consacrée à l'analyse des données selon l'approche de Daniel A. Mazmanian et Paul A. Sabatier (1980; 1989) répond à notre deuxième sous-question. Quant à la troisième section, elle est consacrée à la réponse à notre question principale de recherche.

### 1 Caractéristiques du processus de mise en œuvre du PEQ selon la perspective de Pressman et Wildavsky

Dans cette section, nous présentons nos résultats selon l'approche de Pressman et Wildavsky (1973). Nous répondons à la question suivante : comment peut-on caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ? Pour ce faire, nous nous attardons à relever les différents acteurs qui sont impliqués dans le processus de mise en œuvre et la relation qu'ils entretiennent entre eux. Nous relevons les problèmes rencontrés et les solutions apportées le cas échéant, et étudions la mesure dans laquelle les leçons tirées de l'étude de Pressman et Wildavsky (1973) sont applicables dans le processus de mise en œuvre du PEQ.

#### 1.1 Relation entre les différents acteurs

La mise en œuvre du PEQ est caractérisée par quatre types de relation : la relation entre les directions du MIDI, la relation entre le MIDI et le secteur de l'éducation, la relation entre le MIDI et le ministère de citoyenneté et immigration du Canada (CIC) et la relation entre le MIDI et les organismes émetteurs des tests de français<sup>31</sup>.

La première relation qui caractérise la mise en œuvre du PEQ par le MIDI est la collaboration entre les différentes directions. Il s'agit notamment de : la Direction des services de l'information, la Direction du courrier, de l'encaissement et des évaluations comparatives (DCEEC), la Direction de l'immigration économique - Québec (DIEQ), la Direction de la

---

<sup>31</sup> Nous ne disposons pas de données nous permettant de traiter de cette relation de manière satisfaisante de la relation entre les organismes émetteurs des tests de français et le MIDI.

prospection et promotion (DPP), la Direction des affaires publiques et des communications (DAPC), le Service de l'architecture d'entreprise ministérielle (SAEM) et les directions régionales. Les informations recueillies ne font pas état de tension entre les directions. Chacune ayant un mandat bien particulier, la mise en œuvre se fait sans grand heurt. Ainsi, l'information relative au PEQ relève de la Direction des services de l'information du MIDI et de la DPPI qui organise les séances d'information dans les établissements. La promotion relève de la DPP, de la DAPC et des directions régionales se trouvant ailleurs au Québec. Le traitement des dossiers relève de la DIEQ. Quant au suivi du processus de mise en œuvre, il relève de la DPPI et de la SAEM. Lorsqu'une direction rencontre un problème, elle fait appel à une autre direction afin de trouver une solution commune. Par exemple, la DIEQ a recours à la DPPI sur le traitement de certains dossiers ou sur l'interprétation des dispositions du programme.

La deuxième relation qui caractérise la mise en œuvre du PEQ est le partenariat entre le secteur de l'éducation et le MIDI. Le secteur de l'éducation représenté par le ministère de l'éducation et le comité consultatif est tout désigné pour informer le MIDI et contribuer directement aux améliorations et changements apportés au PEQ en raison de sa relation de proximité avec les ÉÉ. En effet, durant leurs études, les ÉÉ relèvent du ministère de l'éducation. En outre, il y a différents aspects de la mise en œuvre du PEQ qui touchent au secteur de l'éducation. Qu'il s'agisse des diplômes décernés aux ÉÉ, de l'accueil de ces derniers sur les campus des universités et des collèges québécois, de la diffusion de l'information relative aux programmes d'immigration, à la tenue des séances d'information du MIDI dans les établissements d'enseignement, le ministère de l'éducation est activement présent dans le processus de mise en œuvre du PEQ.

La troisième relation qui caractérise la mise en œuvre du PEQ est celle qui a cours entre le MIDI et son vis-à-vis fédéral, le CIC. Notre analyse des relations entre le fédéral et le provincial dans la mise en œuvre du PEQ a mis en lumière une relation basée sur le respect mutuel des compétences et la bonne collaboration. Il est alors tentant de penser que cette relation de collaboration n'affecte pas la mise en œuvre du PEQ. Or, comme nous l'avons déjà souligné, si le PEQ constitue un programme prioritaire pour le Québec, lorsque les demandes arrivent au fédéral, elles sont traitées comme n'importe quelle autre demande. Les délais provinciaux sont ainsi très courts tandis que les délais fédéraux demeurent longs. Cela nous amène à nous questionner sur la pertinence d'un programme qui ne sert qu'à simplifier la première étape d'un processus qui en comprend deux.

Le modèle de Pressman et Wildavsky (1973) étudie la relation entre les groupes en présence sous l'angle de la diversité des points de vue et des intérêts et, de l'organisation de ces intérêts divergents. Notre étude de la mise en œuvre du PEQ ne révèle pas d'opposition entre des groupes ayant des intérêts divergents. Elle révèle plutôt un soutien solide de ces groupes au PEQ. Cela pourrait s'expliquer par le fait que l'idée même de recevoir des immigrants au Québec n'est pas un sujet fondamentalement polarisé au sein de la société québécoise quoique les questions d'intégration et de volume d'immigration deviennent des sujets polarisés comme l'ont révélé les débats des chefs de parti lors des campagnes électorales de 2018. Cette convergence des intérêts s'exprime à travers les différentes consultations qui portent sur l'immigration. On note aussi la planification des taux d'immigration<sup>32</sup>, l'adoption de nouveaux programmes comme ce fut le cas pour la création du PEQ<sup>33</sup> et l'adoption de la nouvelle politique d'immigration du Québec<sup>34</sup>. Nos données révèlent que les différents acteurs ont le même intérêt : celui d'œuvrer conjointement pour retenir les ÉÉ en fin de formation afin que ces derniers contribuent à la croissance économique du Québec.

## 1.2 Problèmes rencontrés et apprentissage

Selon l'approche de Pressman et Wildavsky (1973), les problèmes peuvent être de nature technique ou politique. Si la mise en œuvre du PEQ semble être à l'abri des conflits politiques<sup>35</sup>, il en est autrement sur le plan technique. En effet, notre analyse fait état de deux difficultés techniques non résolues. Il s'agit d'une part, de la difficulté du MIDI à déterminer le bassin de candidats potentiels qui seraient admissibles, et d'autre part, de la difficulté de faire une promotion efficiente. Les deux difficultés techniques sont reliées dans la mesure où le MIDI, incapable de chiffrer le nombre d'ÉÉ admissibles au PEQ, peine à les cibler. Nous avons qualifié ces problèmes techniques d'enjeux dans le chapitre 4 puisque ces problèmes pourraient compromettre l'atteinte des objectifs visés par la mise en œuvre du PEQ. De plus, le MIDI éprouve des difficultés à suivre les candidats qui ont obtenu un CSQ dans le cadre du PEQ entre le moment de leur sélection et leur admission au fédéral. À ces difficultés techniques, s'ajoutent les enjeux d'intégrité : le risque de contournement des règles d'immigration avec un programme

---

<sup>32</sup> Il y a eu des consultations publiques en vue de déterminer les niveaux d'immigration pour la période 2017-2019 (MIDI 2017n).

<sup>33</sup> Des consultations ont présidé à la création du PEQ (MIDI 2015c, p.3).

<sup>34</sup> Il y a eu des consultations publiques dans le cadre de la formulation de la nouvelle politique du 28 janvier 2015 au 10 février 2015 (Gouvernement du Québec 2015).

<sup>35</sup> Nous revenons sur la relation entre le PEQ et le politique plus loin dans ce chapitre.



simple et rapide et l'usage du PEQ dans le but d'obtenir certains droits sociaux en l'occurrence, les bourses et l'accès à des frais de scolarité réduits. Le MIDI rencontre d'autres problèmes non résolus que nous avons qualifiés de difficultés dans le chapitre 4, par opposition aux enjeux, car nos répondants les ont perçues comme étant secondaires. Il s'agit de l'existence d'une multitude de moyens permettant de démontrer la connaissance du français et de l'existence de la possibilité pour les ÉÉ de déposer la demande six mois avant la fin de leurs études.

Certains problèmes rencontrés par le MIDI ont été solutionnés. En effet, le MIDI a décidé que les candidats à l'immigration permanente qui ont recours au PEQ doivent joindre une attestation du résultat d'un test standardisé à défaut de fournir un document qui les exempte de cette obligation, afin de corriger le problème de documents inappropriés ou insuffisants soumis par les candidats pour démontrer leur maîtrise du français (MIDI 2015c, p.52). Le travail d'uniformisation et de clarification de l'information, dont nous avons déjà fait mention, visait à solutionner le problème d'incohérence des informations obtenues par les différents moyens de communications : le formulaire, le site Internet et le centre de service à la clientèle (Fonct1, 2015).

D'autres changements apportés au PEQ ne répondent pas à des problèmes précis mais visent plutôt une amélioration du programme. L'instauration de la limite de trois ans après l'obtention du diplôme pour soumettre une demande dans le cadre du PEQ visait à faire converger les diplômes obtenus par les candidats et les besoins du marché du travail (Fonct2, 2015). Ce changement contribue à l'atteinte des objectifs dans la mesure où il permet à la société québécoise de bénéficier de l'apport des personnes sélectionnées par le PEQ. De plus, le changement quant au niveau de langue requis a pour but de favoriser la francisation des immigrants travailleurs qualifiés et leur intégration rapide au marché du travail. Quant à la simplification des exigences documentaires, elle permet de simplifier le processus de demande de CSQ à travers le PEQ (MIDI 2015e, p.1).

### 1.3 Validation des leçons tirées de Pressman et Wildavsky

Notre analyse a révélé que les leçons tirées de l'étude de Pressman et Wildavsky (1973) se reflètent dans les processus de formulation et de mise en œuvre du PEQ. Selon cette approche, les difficultés de mise en œuvre doivent être prévues et les difficultés de mise en œuvre du PEQ ont effectivement été prévues. La prise en compte des difficultés durant l'étape de la formulation pourrait expliquer le nombre réduit de changements majeurs apportés au programme en ce qui concerne le traitement des demandes.

Nous avons découvert que le PEQ est un programme simple. À cet égard, les ÉÉ qui jugent que la préparation de leur demande de CSQ dans le cadre du PEQ a été simple ou même très simple, invoquent le nombre réduit de preuves documentaires requises, la clarté des instructions, la facilité de téléchargement du formulaire, la clarté des questions et la longueur réduite du formulaire de demande (MIDI 2015c, p.20). Le PEQ se caractérise aussi par un nombre réduit de vetos. Les occasions de blocage et de délais sont par conséquent réduites. En effet, le traitement de demandes est confié à une seule direction, la DIEQ. De plus, les dossiers sont entièrement traités par les mêmes agents. Les occasions de divergence de point de vue sont donc limitées. Lorsque la DIEQ fait appel à la DPPI sur certains dossiers, cela pourrait être perçu comme un veto. Cependant, il ne s'agit pas d'un veto dans la mesure où la DIEQ ne fait que recourir à la direction qui a formulé le programme et est donc le plus à même d'en connaître l'esprit et d'éclairer au besoin. Par ailleurs, le processus de validation et d'autorisation concernant des notes relatives au PEQ est relativement limité (Fonct2, 2015). Selon l'un des répondants fonctionnaires, le chef d'équipe, l'adjoint et le directeur sont sollicités. Chacun de ces acteurs peut constituer un veto puisqu'ils peuvent avoir des points de vue divergents.

Les concepteurs du PEQ font partie de la mise en œuvre. En effet, il y a une continuité de certains acteurs ayant formulé le PEQ et ceux ayant la charge de sa mise en œuvre. Nous avons décrit le rôle de la DPPI comme étant celui de la formulation du PEQ. Nous avons également souligné ses rôles de suivi, de soutien, d'information (présentation sur le PEQ) et surtout de réflexion quant aux corrections requises au cours de la mise en œuvre. Comme la DPPI, la DIEQ a participé au processus de formulation du PEQ. Son rôle a été d'aider la DPPI à penser à comment les choses allaient se faire et à penser aux difficultés de mise en œuvre. Le rôle de la DIEQ au cours du processus de mise en œuvre est celui de traitement des demandes et de délivrance des CSQ. Il faut souligner aussi que l'un des fonctionnaires ayant participé dès le début au processus de formulation donne des orientations et des avis à la DIEQ au besoin. Les acteurs ayant participé au processus de formulation et participant au processus de mise en œuvre ne se limitent pas à la DIEQ et à la DPPI. Le ministère de l'éducation a aussi participé à la formulation du PEQ notamment sur la question des diplômes admissibles. Lors de l'étape de la mise en œuvre, il intervient comme acteur clé servant de canal d'information entre les ÉÉ et le MIDI d'une part et jouant d'autre part un rôle de conseil et de soutien sur certaines questions dont celle de l'intégrité du programme et celle du bassin des candidats potentiels.

L'analyse de l'étude de la mise en œuvre du PEQ ne fait pas état de problèmes politiques. En effet, le changement de premier ministre et de ministre du MIDI ne semble pas avoir eu des effets négatifs sur son processus de mise en œuvre. Depuis sa création, le PEQ semble avoir bénéficié de la faveur des politiciens tel que le révèle notre analyse. En effet, depuis le début de la mise en œuvre du PEQ en 2010, il y a eu trois premiers ministres et trois ministres au MIDI. Sous le premier ministre Jean Charest, Yolande James fut la ministre du ministère qui se nommait alors ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Quand Jean Charest fut remplacé par la première ministre Pauline Marois, la ministre Diane De Courcy succéda à Yolande James qui fut elle-même remplacée par Kathleen Weil dans le gouvernement de Philippe Couillard. Le ministère a alors changé de nom pour devenir le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) (Assemblée nationale du Québec 2017a, 2017b, 2017c, 2017d, 2017e, 2017f, 2017g). Bien que chaque gouvernement accède au pouvoir avec son agenda et ses priorités, notre analyse révèle que malgré le changement de ces acteurs, il n'y a pas eu à notre connaissance d'effets néfastes sur la mise en œuvre du PEQ. Nous avons cependant souligné que la ministre du MIDI en poste lors de cette étude, Mme Kathleen Weil, aime particulièrement le PEQ, ce qui attire au programme une attention soutenue. Il ne semble donc pas avoir de contradiction ou d'opinion divergente entre ces acteurs vis-à-vis du PEQ. Le programme a ainsi conservé son statut prioritaire depuis son entrée en vigueur. Ce statut de programme prioritaire a été réitéré en avril 2010 lorsque le MIDI a pris l'engagement de traiter les demandes dans un délai de 20 jours ouvrables dans sa Déclaration de service à la clientèle (DSC) (MIDI 2015c, p.22).

En somme, nous retenons que les relations caractérisant la mise en œuvre du PEQ sont des relations harmonieuses, de collaboration, de partenariat ou de respect des compétences. Nous retenons que la mise en œuvre du PEQ ne se fait pas sans embuche même si les difficultés de mise en œuvre ont été prévues. Le MIDI a ainsi rencontré certains problèmes depuis le lancement du PEQ. Il a apporté des corrections à certains de ces problèmes et réfléchit toujours à des solutions pour des problèmes non encore résolus. Certains changements apportés ne s'adressent pas à des problèmes spécifiques, mais visent plutôt une amélioration du programme. Nous retenons que le PEQ est un programme simple comportant un nombre réduit de vetos et dont les concepteurs assurent le suivi de la mise en œuvre. Nous retenons que le changement de premier ministre et de ministre du MIDI ne semble pas avoir eu d'effets négatifs sur son processus de mise en œuvre.

Le processus de mise en œuvre du PEQ est révélateur de la complexité des mécanismes entourant la mise en œuvre. Il est surtout révélateur de l'adaptation et de l'apprentissage constants qui témoignent du caractère dynamique de l'étape de la mise en œuvre des politiques publiques.

## 2. Facteurs influençant le processus de mise en œuvre du PEQ selon la perspective de Mazmanian et Sabatier

Dans cette section, nous présentons nos résultats selon l'approche de Mazmanian et Sabatier (1980, 1989). Nous répondons à la question suivante : *quels sont les facteurs et/ou les critères du PEQ qui concourent à l'atteinte des objectifs visés par sa mise en œuvre ?* Pour ce faire, nous dénombrons les facteurs qui concourent positivement ou négativement à la mise en œuvre du PEQ et étudions la façon dont ils influencent le processus de mise en œuvre.

### 2.1 Solvabilité du problème

Le PEQ a été élaboré dans le but de répondre, en partie, aux besoins démographique, linguistiques et économiques du Québec puisque la taille et la population de cette dernière ne lui permettent pas d'y répondre pleinement au cours des années à venir (MIDI 2015c, p.66). Il existe donc une théorie qui permet de lier le changement de comportement à l'amélioration des problèmes. Bien que le PEQ ne soit pas une politique régulatrice qui tente d'influencer un comportement, par son adoption, le gouvernement québécois veut influencer la décision de non-retour des ÉÉ. Il veut les amener à prendre des actions et des décisions dans le sens des objectifs du programme. On veut ainsi influencer l'action des ÉÉ. C'est en ce sens qu'il est possible de lier la décision des ÉÉ de rester au Québec et l'influence de cette décision sur la résolution des trois problèmes mentionnés. D'ailleurs, la politique en matière d'immigration du Québec de 1990 intitulé *Au Québec pour bâtir ensemble - Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration* souligne le rôle de l'immigration dans la résolution des trois problèmes ci-dessus mentionnés. En effet, cette politique fait état d'un déclin démographique de la population québécoise et de ses conséquences incluant le vieillissement de la population qui laisse appréhender des pénuries de main-d'œuvre (MIDI 1990, p.8). Cette politique reconnaît aussi que l'immigration est précieuse pour assurer une prospérité accrue du Québec dans l'avenir dans la mesure où la présence de travailleurs jeunes et instruits et de gens d'affaires dynamiques constitue un atout important qui œuvre en faveur du maintien de la vitalité de son économie (MIDI 1990, p.11). Cette politique souligne également que le fait français est l'élément le plus

significatif du caractère distinct du Québec moderne et reconnaît l'apport des immigrants en la matière (MIDI 1990, p.12). En somme, la politique d'immigration du Québec et les programmes qui en découlent visent à remplacer une population vieillissante par des immigrants instruits et jeunes ou des gens d'affaires, à contribuer au développement économique du Québec et à renforcer le fait français. La nécessité de recourir à l'immigration est toujours d'actualité tel que le réitère la nouvelle politique de 2016 intitulée *Ensemble, nous sommes le Québec - Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion* (MIDI 2016e, p.5).

L'analyse de mise en œuvre du PEQ montre qu'il y a peu de variation dans les comportements qui causent les problèmes. En effet, le renouvellement des générations est en péril en raison du faible taux de fécondité synthétique<sup>36</sup> (TFS) que l'on observe dans la société québécoise (MIDI 1990, p.8). Ce taux a faiblement changé depuis la formulation de la politique d'immigration du Québec en 1990. Ce taux est ainsi passé de 1,6 en 1990 à 1,7 en 2008 avant de redescendre à 1,5 en 2016 (Gouvernement du Québec 2017d).

Le public des ÉÉ constitue une minorité. En effet, les ÉÉ se trouvent en sol québécois afin de poursuivre des études supérieures et sont ainsi munis d'un CAQ et d'un permis d'étude les autorisant à étudier dans les établissements d'enseignement québécois. Néanmoins, comme nous l'avons déjà souligné, l'identification des ÉÉ détenant l'un des diplômes admissibles au PEQ et satisfaisant aux conditions exigibles est problématique en raison des différentes conditions d'admissibilité. Le critère se rapportant à la connaissance du français rend difficile la comptabilisation du public visé puisqu'il est difficile de déterminer qui parmi les ÉÉ répond à ce critère. De plus, l'exigence de détenir un diplôme ou d'être en voie d'obtenir un diplôme reconnu par le PEQ rend difficile l'identification des personnes répondant à ce critère. Par ailleurs, le fait d'avoir des critères qui sont tous éliminatoires accentue la difficulté d'identification du public des ÉÉ puisque seules les personnes répondant à tous les critères constituent ce public.

## 2.2 Influence de la formulation du PEQ sur sa mise en œuvre

La capacité du PEQ à structurer son processus de mise en œuvre est tributaire de sa simplicité et de l'existence d'objectifs clairs, précis et hiérarchisés. Le fait d'avoir formulé un programme simple et d'avoir gardé l'aspect simple a été positif dès le départ, selon un répondant

---

<sup>36</sup> « L'indice synthétique de fécondité est une estimation du nombre moyen de naissances vivantes qu'une femme peut s'attendre à avoir au cours de sa vie, selon les taux de fécondité par âge (TFA) d'une année donnée. L'indice synthétique de fécondité (ISF) = la somme des taux de fécondité par année d'âge » (Gouvernement du Québec 2017d).

fonctionnaire (Fonct1, 2015). S'il est vrai que le fait d'avoir formulé un programme simple n'élimine pas complètement les difficultés de mise en œuvre, il est aussi vrai que ces dernières sont considérablement réduites. Même si les objectifs du PEQ sont des objectifs politiques et globaux, les engagements pris par le MIDI à l'égard du PEQ sont précis et mesurables. L'engagement à traiter 95% des demandes reçues dans un délai de 20 jours en est un exemple. Ainsi donc, à défaut d'avoir des objectifs précis pour le PEQ, le MIDI a pris des dispositions lui permettant d'assurer un suivi de sa mise en œuvre, et ce faisant, de tendre vers les objectifs généraux.

La mise en œuvre du PEQ est confiée à des organismes qui supportent les objectifs législatifs et qui accordent une grande priorité au programme. Les deux ministères qui œuvrent conjointement à la mise en œuvre du volet des ÉÉ du PEQ ont à cœur leur rétention. En effet, si la mise en œuvre des programmes d'immigration est une responsabilité qui incombe au MIDI, le ministère de l'éducation a, quant à lui, déjà manifesté son intérêt pour le sujet notamment à travers sa participation dans *l'Initiative gouvernement-réseaux de l'éducation en matière de recrutement des étudiants étrangers* qui visait à attirer et à retenir les ÉÉ au Québec (Fonct2, 2015). Quant aux règles de décision que nous avons explicitées dans le chapitre 4, elles sont simples, claires et se retrouvent dans les différents outils et dispositifs, notamment le *Guide des procédures d'immigration* (GPI).

Le GPI énonce de quelle façon le MIDI interagit avec les organismes émetteurs des attestations de résultats démontrant la connaissance du français. Une seule personne peut assurer un suivi sur la question auprès de la Direction générale de la francisation qui assure à son tour un suivi après de ces organismes (MIDI 2013a, p.9).

## 2.3 Variables intervenantes<sup>37</sup>

Notre analyse ne fait pas état de changements significatifs dans les conditions socio-économiques du Québec qui influencent la mise en œuvre du PEQ. Le Québec est toujours une population vieillissante tel que le montre le taux synthétique de fécondité des dernières années. Lorsque le PEQ a été formulé en 2009, ce taux était de 1,7 comparativement au taux de 2015 qui s'élève à 1,6. Les conditions ayant présidé à la formulation de la loi de 1990, et la formulation du PEQ sont ainsi toujours d'actualité (Gouvernement du Québec 2017d).

---

<sup>37</sup> Nos données ne nous permettent pas traiter de façon satisfaisante de l'attention des médias et nous permettent pas du tout de traiter du leadership et le dévouement des fonctionnaires.

En ce qui concerne l'attention des médias, elle jouerait un rôle positif dans la mise en œuvre du PEQ dans la mesure où la couverture médiatique dont il fait l'objet œuvrerait à sa diffusion et à sa connaissance. Il s'agit d'une façon de promouvoir le programme et de joindre directement des candidats potentiels qui seront aussi amenés à en faire usage.

Notre analyse révèle que le PEQ bénéficie du soutien du public. En effet, lors des consultations ayant eu lieu sur le sujet avant la formulation du PEQ, des intervenants ont exprimé leur désir de voir le Québec sélectionner ses immigrants au sein des bassins de ressortissants étrangers qui se trouvent déjà sur le territoire (Fonct2, 2015). Par ailleurs, il est apprécié des ÉÉ à cause de sa simplicité. À cet égard, les ÉÉ ont attribué une note moyenne de 8,4 sur 10 au PEQ quand ils ont été interrogés sur leur satisfaction à l'égard du processus global pour y présenter une demande de CSQ, soit depuis la préparation de la demande jusqu'à l'obtention de la réponse finale (MIDI 2015c, p.54). Par ailleurs, le PEQ est préféré au PRTQ. En effet, les ÉÉ qui connaissent les deux programmes et qui ont préféré utiliser le PEQ associent leur préférence à des facteurs de simplicité et de rapidité (MIDI 2015c, p.24; nos répondants étudiants 5 et 11). Nous avons fait état du fait que certains ÉÉ s'en servent même s'ils n'ont pas l'intention d'intégrer le marché du travail. Certains s'en servent comme programme rapide d'immigration alors que d'autres s'en servent dans le but de bénéficier de certains privilèges auxquels les résidents permanents et les citoyens canadiens ont accès. Cela pourrait amener des changements, en l'occurrence, le durcissement des conditions et cela affecterait négativement la mise en œuvre du PEQ dans la mesure où les candidats admissibles deviendraient moins nombreux. Quant à nos répondants fonctionnaires, ils pensent que le PEQ est un moyen efficace pour atteindre les objectifs. Selon l'un d'entre eux, le fait d'avoir un diplôme du Québec et d'avoir un certain niveau de français favorise vraiment l'intégration au marché du travail (Fonct1, 2015). Cependant, il demeure une question à laquelle le MIDI devra éventuellement répondre. S'il est vrai que les candidats sont intéressants, il n'est pas certain qu'il s'agisse des candidats qui répondent aux besoins économiques du Québec (Fonct2, 2015). Les répondants fonctionnaires pensent aussi qu'il y a une adéquation entre les ressources et les objectifs visés. Le temps de travail accordé à la réalisation des mandats serait donc réaliste et suffisant (Fonct1 et Fonct2, 2015).

En somme, notre analyse inspirée de Mazmanian et Sabatier (1980, 1989) révèle que les conditions nécessaires pour une mise en œuvre réussie sont réunies pour la mise en œuvre du PEQ. Tel que préconisé par ces auteurs, le PEQ poursuit un objectif clair, celui d'inciter les ÉÉ du Québec à y demeurer après la fin de leurs études. Les autres objectifs poursuivis par sa mise

en œuvre sont clairs et cohérents. Il existe une théorie causale adéquate reliant la sélection des immigrants qualifiés et l'amélioration des situations démographiques, économiques et linguistiques du Québec. La formulation du programme structure tout le processus, et cela de façon positive. De plus, le PEQ bénéficie du soutien des élites politiques. Les changements dans les conditions socio-économiques n'affectent pas le support politique et la théorie causale.

### 3. Écart entre objectif et mise en œuvre

Dans cette troisième et dernière section du chapitre, nous répondons à notre question de recherche : *quel est l'écart que révèle l'étude de la mise en œuvre du PEQ en regard de son objectif de favoriser la rétention des étudiants étrangers?*

Le PEQ est un programme très important pour le MIDI, qui est apprécié de la clientèle, qui va très bien, qui est très bien implanté et qui est arrivé à maturité en cinq ans même s'il y a toujours des choses à peaufiner, des choses qui peuvent être améliorées, des choses qui peuvent être aménagées différemment (Fonct2, 2015). C'est un programme rodé, dont le processus de traitement est rodé, efficace et fluide (Fonct1, 2015). Les agents d'aide le comprennent et l'appliquent bien (Fonct2, 2015). C'est un programme qui répond aux objectifs d'intégration des immigrants. Les ÉÉ le préfèrent au PRTQ.

Toutefois, il est difficile d'isoler l'effet de l'existence d'un programme d'immigration tel que le PEQ du projet d'immigration puisque plusieurs raisons sont considérées dans la prise de décision relative au changement de statut. Il s'agit des raisons professionnelles qui constituent de loin la raison principale évoquée, de l'opportunité de changer de statut, du désir d'acquérir de l'expérience avant de retourner dans le pays d'origine, de la possibilité de bénéficier de frais de scolarité réduits, de l'appréciation du mode de vie. Les résultats obtenus suggèrent donc que la seule existence d'un programme d'immigration ne suffit pas à inciter les ÉÉ à changer de statut. Le PEQ ne servirait donc qu'à faciliter les démarches administratives pour les candidats à l'immigration permanente qui souhaitent obtenir le statut de travailleurs qualifiés (MIDI 2015c, p.14). Par ailleurs, l'analyse des informations recueillies suggère qu'il est difficile de relier la décision des ÉÉ de changer leur statut de temporaire à permanent à l'existence du PEQ. Tout d'abord, même si le nombre de CSQ émis dans le cadre du PEQ aux ÉÉ ne cesse d'augmenter, l'existence du PRTQ rend difficile, voire impossible, l'étude du lien entre l'existence du PEQ et la décision de changer de statut. En effet, on ne peut déterminer si le PEQ fait augmenter le nombre des ÉÉ qui présentent une demande de CSQ puisque la clientèle visée est admissible au



PRTQ. Il y a donc un déplacement de la clientèle du PRTQ vers le PEQ. Ensuite, la difficulté du MIDI à établir le bassin de candidats rend difficile l'étude de l'impact du PEQ sur la décision de changer de statut. En effet, en raison de cette difficulté, le MIDI ne peut comptabiliser la proportion de la clientèle jointe par les activités de promotion. Par conséquent, le MIDI ne peut suivre la proportion de la clientèle admissible qui fait une demande d'immigration permanente.

En somme, nous retenons que le PEQ est un programme simple dont les conditions sont simples et compréhensibles. De plus, le processus de traitement des demandes étant fluide, notamment en raison de la quasi absence de vetos, les décisions sont rendues rapidement. Nous retenons également qu'il y a un nombre limité d'acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PEQ. Seuls deux ministères provinciaux, le MIDI et le ministère de l'éducation, se partagent la tâche dans une relation de partenariat. Ces acteurs ont aussi ceux ayant participé au processus de formulation. La facilité relative du processus de mise en œuvre du PEQ pourrait notamment s'expliquer par le fait que les difficultés de mise en œuvre ont été prévues et que la mise en œuvre a été orchestrée lors de l'étape de formulation. Nous retenons également que le PEQ est un programme dont la mise en œuvre poursuit des objectifs clairs et cohérents, qui repose sur une théorie causale qui est toujours valide et dont le processus de formulation a une influence positive sur son processus de mise en œuvre.

## CONCLUSION DE MÉMOIRE

Partant du constat qu'il existait peu d'études traitant du lien entre les politiques publiques et la rétention des ÉÉ, nous avons voulu étudier le processus de mise en œuvre du programme de rétention de ces derniers dans le contexte québécois. Ce mémoire visait à étudier l'écart existant entre le processus de mise en œuvre du PEQ et son objectif de favoriser la rétention des ÉÉ à la fin de leur formation supérieure.

Le phénomène de non-retour des ÉÉ dans leur pays d'origine est en expansion mais il est encore largement inexploré. Les rares travaux qui traitent du non-retour n'abordent que peu la dimension des politiques publiques de rétention. Lorsqu'ils le font les chercheurs ne traitent pas comment ces politiques sont effectivement mises en œuvre. Ce constat vaut aussi pour les études faites dans le contexte québécois. Pourtant, le changement de statut ne peut se faire en dehors des politiques d'immigration. Partant de ce constat, nous nous sommes posées la question suivante : *quel est l'écart que révèle l'étude de la mise en œuvre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) en regard de son objectif de favoriser la rétention des étudiants étrangers?*

Afin d'y répondre, nous avons privilégié l'étude de cas comme stratégie de recherche, et combiné les méthodes qualitatives aux méthodes quantitatives. Nous avons ainsi procédé à une recherche documentaire, complétée par des entrevues administrées d'une part à des ÉÉ qui sont toujours en cours de formation de même qu'à des ÉÉ diplômés ayant fait le choix de rester au Québec, et d'autre part à des fonctionnaires chargés de la mise en œuvre du PEQ. Notre analyse des informations ainsi recueillies se base sur deux modèles d'analyse de mise en œuvre des politiques publiques : Jeffrey L. Pressman et Aaron Wildavsky (1973) et Daniel A. Mazmanian et Paul A. Sabatier (1980, 1983).

Notre analyse nous permet de dégager plusieurs constats. Le PEQ est un programme pertinent dans le contexte national en raison de l'intérêt que portent les ÉÉ au changement de statut. Il s'agit d'un programme pertinent dans le contexte international en raison de la course aux talents que se livrent les pays et les entités fédérées des pays. Le PEQ est un programme cohérent avec les objectifs du MIDI. Il s'agit d'un programme très important pour le MIDI, bien rodé après cinq ans d'existence. C'est un programme apprécié des ÉÉ en raison de ses caractéristiques et qui gagne en popularité, en témoigne le nombre de plus en plus croissant d'ÉÉ qui s'en servent. La proportion de candidats travailleurs qualifiés sélectionnés à travers le PEQ ne cesse également de croître. Cependant, les objectifs qu'il poursuit pourraient être atteints avec le programme régulier

des travailleurs qualifiés. Se pose alors la question de sa nécessité. Est-ce rationnel d'allouer des ressources à deux programmes visant les mêmes objectifs? Poser cette question reviendrait à poser la question du dédoublement des programmes en général. Surtout, s'il est vrai que le projet d'immigration permanente demeurerait vain sans politique publique, notre étude a révélé que la politique seule ne peut inciter un ÉÉ à changer de statut à la fin de ses études. C'est en considérant plusieurs facteurs que les ÉÉ décident ou non de changer leur projet d'immigration temporaire pour étude en projet d'immigration permanente. Ce résultat rejoint celui obtenu par d'autres chercheurs qui se sont penchés sur les motivations justifiant le non-retour des ÉÉ en fin de formation (Alberts et Hazen (2005), Nkussi (2006), Soon (2010), Barry (2011). La politique ne vient donc qu'en second plan une fois la décision prise, et ce, spécialement dans un contexte où un programme similaire existe déjà. La complexité ou la simplicité d'un programme n'est pas un facteur important. Force est donc de constater que l'existence du PEQ n'est pas le facteur qui motive la décision de non-retour de ces derniers.

Notre étude n'ayant traité que de la mise en œuvre du volet des ÉÉ, d'autres recherches pourraient s'inspirer de nos résultats pour traiter des aspects que nous n'avons pu aborder, notamment le lien avec les délais fédéraux et ainsi enrichir la littérature relative à la rétention des ÉÉ après leur formation supérieure. Il serait ainsi intéressant de procéder à une analyse de mise en œuvre des deux volets du programme, permettant de faire des comparaisons et de traiter des similitudes et des divergences entre les deux publics cibles. D'autres recherches pourraient aussi traiter de l'insertion de ces publics sur le marché du travail et sur les difficultés qu'ils rencontrent.

## ANNEXE A : LETTRE DE PRÉSENTATION DU PROJET AUX FONCTIONNAIRES

Gatineau le \_\_\_\_\_

Monsieur, Madame,

Mon nom est Améyo Meme Awuye. Je suis étudiante à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Je travaille sous la direction d'Isabelle Lacroix (Directrice de département, Faculté des lettres et sciences humaines).

Mon mémoire porte sur la mise en œuvre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) qui a débuté en 2010. Ce projet vise à comprendre comment se déroule le processus de mise en œuvre. Plus spécifiquement, il vise d'une part à décrire et à caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ et d'autre part, à relever les facteurs et les critères du PEQ qui permettent ou qui ne permettent pas une mise en œuvre réussie. Cette recherche contribuera à améliorer la compréhension du rôle des politiques de rétention dans le phénomène de non-retour des étudiants étrangers en s'attardant sur le processus de mise en œuvre, à approfondir les connaissances de ce champ d'étude et à ouvrir potentiellement la voie à des corrections et des améliorations de ce programme.

Étant donné votre participation à cette mise en œuvre, je me permets de solliciter votre participation à cette étude. La participation à cette recherche impliquerait une entrevue d'environ une heure avec moi-même, au moment et dans un lieu que vous aurez choisi. Je précise que l'entrevue sera enregistrée sur un support audio. Je tiens à vous assurer de la confidentialité des renseignements fournis. À cet égard :

- seules notre directrice de mémoire et nous aurons accès à l'enregistrement;
- la retranscription sera conservée sur notre ordinateur dont nous seule détenons le mot de passe;
- les noms des participants à la recherche seront remplacés par désignations chiffrées (exemple, étudiant1, diplômé2, fonctionnaire3);
- aucune information permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée;
- l'enregistrement et la retranscription de l'entrevue seront détruits en 2020.

Nous pensons que votre participation représente une belle opportunité d'enrichir les données de cette recherche, et ainsi contribuer à l'avancement des connaissances, à l'élaboration et l'implantation de politiques d'immigration plus effectives. Votre participation à la recherche pourra également vous donner l'occasion de mieux faire connaître le processus réel de mise en œuvre du Programme de l'expérience québécoise.

Pour confirmer votre disponibilité à participer à cette étude ou pour toute autre question relative à ce projet, vous pouvez communiquer avec Améyo Meme Awuye, au numéro de téléphone suivant: (819) 111 1111. Vous pouvez aussi lui écrire à l'adresse suivante : [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca).

Merci pour l'attention et le temps que vous aurez accordé à cette lettre.  
Cordialement,

Ameyo Meme Awuye

Étudiante à l'École de politique appliquée, Université de Sherbrooke

Téléphone : 819-111-1111; Courriel : [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca)

## ANNEXE B : FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT DES FONCTIONNAIRES



### FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

#### Titre du projet de recherche

**Les succès et les difficultés de la mise en œuvre : le cas du Programme de l'expérience québécoise (PEQ)**

**Chercheuse** : Mme Améyo Meme Awuye, étudiante à la maîtrise en Sciences politiques appliquées.

Courriel : [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca); téléphone : 1-819-111-1111.

**Direction** : Mme Isabelle Lacroix, Directrice de l'École de politique appliquée, Université de Sherbrooke.

Courriel : [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca); téléphone : 1-819-111-1111.

Monsieur,

Madame,

Vous êtes invité(e) à participer à un projet de recherche. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer le consentement à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée.

#### **A. RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS**

##### **Objectifs du projet**

Nous vous invitons à prendre part à notre recherche. Il vise à mieux comprendre la dynamique du processus de mise en œuvre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). Spécifiquement, il vise les objectifs suivants :

1. Décrire et caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ
2. Relever les facteurs et les critères du PEQ qui permettent ou qui ne permettent pas une mise en œuvre réussie

Initiales du participant :

Version \_\_\_\_\_ datée du \_\_\_\_\_

Page 01 sur 03

## **Raison et nature de la participation**

Votre unité administrative est conjointement responsable avec d'autres unités du Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI) de la mise en œuvre du PEQ. Pour cette raison, votre participation à ce projet sera requise pour une entrevue d'environ une heure. Cette entrevue aura lieu à l'endroit qui vous convient, selon vos disponibilités. Vous aurez à répondre à des questions relatives au processus de mise en œuvre, au rôle de votre unité dans ce processus, de problèmes de mise en œuvre rencontrés, des leçons apprises et des corrections apportées s'il y a lieu. Cette entrevue sera enregistrée sur bande audio.

## **Avantages, inconvénients et bénéfices**

Cette recherche contribuera à améliorer la compréhension du rôle des politiques de rétention dans le phénomène de non-retour des étudiants étrangers en s'attardant sur le processus de mise en œuvre, à approfondir les connaissances de ce champ d'étude et à ouvrir potentiellement la voie à des corrections et des améliorations de ce programme. Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps. Vous pourrez demander de prendre une pause ou de poursuivre l'entrevue à un autre moment qui vous conviendra. Aucune compensation d'ordre monétaire ne sera offerte aux participants.

## **Questions et droit de retrait de la participation**

Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche est tout à fait volontaire et que vous restez libre, à tout moment, de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit.

Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits?

Oui ☐ Non ☐

Vous pourrez vous retirer de la recherche ou obtenir plus d'informations en communiquant avec Améyo Meme Awuye au: 819-111-1111 ou par courriel en écrivant à [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca).

## **Confidentialité, partage, surveillance et publications**

Les données recueillies durant les entrevues sont strictement confidentielles. Afin de préserver la confidentialité, les noms des participants sera remplacé par désignations chiffrées (exemple, étudiant1, diplômé2, fonctionnaire3). De cette façon, les résultats de la recherche ne permettront pas d'identifier les personnes participantes. Les résultats seront divulgués dans notre mémoire de maîtrise et dans des articles. Vous serez informé des résultats de la recherche et des publications qui en découleront, le cas échéant. Les données recueillies seront conservées à notre domicile. Les retranscriptions seront conservées sur notre ordinateur dont nous seule connaissons le mot de passe. Les enregistrements et les retranscriptions seront détruits en 2020 et ne seront pas utilisés à des fins autres que celles décrites dans ce document.

Initiales du participant :

Version \_\_\_\_\_ datée du \_\_\_\_\_

Page 02 sur 03

## **Surveillance des aspects éthiques et identification du président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines**

Le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines a approuvé ce projet de recherche et en assure le suivi. De plus, il approuvera au préalable toute révision et toute modification apportée au formulaire d'information et de consentement, ainsi qu'au protocole de recherche.

Vous pouvez parler de tout problème éthique concernant les conditions dans lesquelles se déroule votre participation à ce projet avec la responsable du projet ou expliquer vos préoccupations à **M. Olivier Laverdière**, président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, en communiquant par l'intermédiaire de son secrétariat au numéro suivant : 819-111-1111, ou par courriel à: **cer\_lsh@USherbrooke.ca**.

### **B. Consentement libre et éclairé**

Je, \_\_\_\_\_ (*nom en caractères d'imprimerie*), déclare avoir lu et/ou compris le présent formulaire et j'en ai reçu un exemplaire. Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. J'ai eu l'occasion de poser des questions auxquelles on a répondu, à ma satisfaction.

Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 201\_

### **Déclaration de responsabilité des chercheurs de l'étude**

Je, \_\_\_\_\_ chercheuse de l'étude déclare que ma directrice de mémoire et moi sommes responsables du déroulement du présent projet de recherche. Nous nous engageons à respecter les obligations énoncées dans ce document et également à vous informer de tout élément qui serait susceptible de modifier la nature de votre consentement.

Je certifie également avoir expliqué à la participante ou au participant intéressé(e) les termes du présent formulaire, avoir répondu aux questions qu'il ou qu'elle m'a posées à cet égard et lui avoir clairement indiqué qu'il ou qu'elle reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus. Je m'engage à garantir le respect des objectifs de l'étude et à respecter la confidentialité.

Signature : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 201\_.

Initiales du participant :

Version \_\_\_\_\_ datée du \_\_\_\_\_ -

Page 03 sur 03

**1. Élaboration (pour la Direction des politiques et programmes d'immigration, DPPI)**

**1.1 Définition de la situation**

- Pourquoi avoir adopté le PEQ?
- Croyez-vous que cela est toujours justifié?

**1.2 Diagnostic**

- Pouvez-vous me décrire le processus d'élaboration du PEQ?
- Comment percevez-vous ce processus d'élaboration? Pourquoi?
- Qui est responsable de ce processus d'élaboration?

**2. Contenu (pour toutes les Directions)**

- Quelle était la vision stratégique du gouvernement dans l'implantation de PEQ?
  - Qui étaient les acteurs impliqués dans cette implantation?
    - Quels étaient leurs rôles?
- En tant qu'acteur de la mise en œuvre, quelles sont vos responsabilités?
- Quels sont, selon vous, les objectifs explicites et implicites du PEQ?
- Croyez-vous que le PEQ constitue un moyen efficace pour atteindre ces objectifs? Sinon quels moyens préconiserez-vous?

**3. Implantation**

**3.1 Déroulement (toutes les directions)**

- Comment se passe la mise en œuvre du PEQ?
  - Quels sont les **outils** (incitateurs, objectifs et vision, plan de réussite, trousse d'information etc.) du PEQ?
  - Quels sont les **dispositifs** mis en place pour faciliter la mise en œuvre (un comité de suivi par exemple) du PEQ?
- Pouvez-vous identifier des moments critiques, des évolutions, des enjeux, des transformations qui ont eu lieu depuis le début de la mise en œuvre du PEQ?
- Quelles ressources (temps, argent, personnel, information etc.) votre direction dédie-t-elle au PEQ?
  - Pourquoi?
- Selon vous, y a-t-il une adéquation entre les ressources affectées à la mise en œuvre du PEQ (temps, information, argent et personnel etc.) et les objectifs qu'il poursuit?
  - Pourquoi?

---

<sup>38</sup> Certaines questions de ce guide d'entrevue proviennent du guide d'entrevue utilisé par Anylene Carpentier (2010) lors de la collecte de données pour sa thèse portant sur la mise en œuvre de la réforme du curriculum québécois du primaire, de 1997 à 2003.



### **3.2 La promotion (pour la Direction de la promotion et de la prospection seulement, DPP)**

- Comment le PEQ est-il promu auprès des étudiants étrangers (différents moyens de promotion : dépliants, séances d'informations, courriels, publicité sur le web etc.) ?
- Concernant les séances d'information :
  - À quelle fréquence ont-elles lieu? Comment se préparent-elles? Qui est impliqué?

### **3.3 Facteurs qui facilitent ou compliquent la mise en œuvre (toutes les directions)**

- Y a-t-il des **facteurs intervenants** qui favorisent la mise en œuvre ? Qui la défavorisent ?
  - Lesquels? Comment cela se manifeste-t-il?
- Pouvez-vous me décrire le cheminement d'une décision relative au PEQ au sein de votre unité?
  - Qui et comment?

### **3.4 Diagnostic de l'implantation (pour toutes les directions)**

- Si vous aviez à repenser globalement à l'implantation de cette politique, feriez-vous les choses de la même manière? Autrement?
  - Quoi et pourquoi?

### **4. Suivi (pour toutes les directions)**

- Où en est-on aujourd'hui? Dans l'ensemble, avez-vous l'impression que le PEQ est désormais bien implanté?

### **Conclusion**

- Y a-t-il quelque chose d'important dont nous n'avons pas parlé et que vous aimeriez ajouter?

Merci d'avoir accepté de participer à cette recherche.

## **ANNEXE D : LETTRE DE PRÉSENTATION DU PROJET AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

Bonjour à tous,

Vous avez récemment été sollicités par un ou une de vos amis pour participer à une étude portant sur les projets des étudiants étrangers après leurs études postsecondaires au Québec.

Je tiens à vous remercier de l'intérêt que vous avez manifesté pour cette étude. Afin de vous donner plus d'informations relatives au projet, je joins à cette lettre une fiche d'information et de consentement. Je vous ferai signer deux copies le jour de l'entrevue, l'un pour mes dossiers et l'autre pour vous.

Je prévois administrer les entrevues les 20, 21 et 22 novembre 2015. Je vous envoie sous peu un Doodle vous invitant à me donner vos disponibilités. Pour toutes questions n'hésitez surtout pas à communiquer avec moi au 819-111-1111 ou à m'envoyer un courriel à [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca).

Cordialement

Améyo Ameyo Meme Awuye  
Étudiante à l'École de politique appliquée  
Université de Sherbrooke  
Téléphone : 819-111-1111; Courriel : [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca)

## ANNEXE E : FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS



### FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

#### Titre du projet de recherche

**Les succès et les difficultés de la mise en œuvre : le cas du Programme de l'expérience québécoise (PEQ)**

**Chercheuse :** Mme Améyo Meme Awuye, étudiante à la maîtrise en Sciences politiques appliquées.

Courriel : [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca); téléphone : 1-819-111-1111.

**Direction :** Mme Isabelle Lacroix, Directrice de l'École de politique appliquée, Université de Sherbrooke.

Courriel : [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca); téléphone : 1-819-111-1111.

Monsieur,  
Madame,

Vous êtes invité(e) à participer à un projet de recherche. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer le consentement à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée.

#### **C. RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS**

##### **Objectifs du projet**

Nous vous invitons à prendre part à notre recherche. Il vise à mieux comprendre la dynamique du processus de mise en œuvre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). Spécifiquement, il vise les objectifs suivants :

1. Décrire et caractériser le processus de mise en œuvre du PEQ
2. Relever les facteurs et les critères du PEQ qui permettent ou qui ne permettent pas une mise en œuvre réussie

##### **Raison et nature de la participation**

Les étudiants étrangers constituent le public cible de cette politique. Pour cette raison, votre participation à ce projet sera requise pour une entrevue d'environ une heure. Cette entrevue aura lieu à l'endroit qui vous convient, selon vos disponibilités. Vous aurez à répondre à des questions sur votre projet d'immigration ou sur votre intention d'immigrer au Québec selon le cas, de même que sur votre connaissance du Programme de l'expérience québécoise. Cette entrevue sera enregistrée sur bande audio.

Initiales du participant :

Version \_\_\_\_\_ datée du \_\_\_\_\_

Page 01 sur 03

### **Avantages, inconvénients et bénéfices**

Cette recherche contribuera à améliorer la compréhension du rôle des politiques de rétention dans le phénomène de non-retour des étudiants étrangers en s'attardant sur le processus de mise en œuvre, à approfondir les connaissances de ce champ d'étude et à ouvrir potentiellement la voie à des corrections et des améliorations de ce programme. Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps. Vous pourrez demander de prendre une pause ou de poursuivre l'entrevue à un autre moment qui vous conviendra. Aucune compensation d'ordre monétaire ne sera offerte aux participants.

### **Questions et droit de retrait de la participation**

Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche est tout à fait volontaire et que vous restez libre, à tout moment, de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit.

Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits ?

Oui ☐ Non ☐

Vous pourrez vous retirer de la recherche ou obtenir plus d'informations en communiquant avec Améyo Meme Awuye au 819-111-1111 ou par courriel en écrivant à [usherbrooke@usherbrooke.ca](mailto:usherbrooke@usherbrooke.ca).

### **Confidentialité, partage, surveillance et publications**

Les données recueillies durant les entrevues sont strictement confidentielles. Afin de préserver la confidentialité, les noms des participants sera remplacé par désignations chiffrées (exemple, étudiant1, diplômé2, fonctionnaire3). De cette façon, les résultats de la recherche ne permettront pas d'identifier les personnes participantes. Les résultats seront divulgués dans notre mémoire de maîtrise et dans des articles ou communications scientifiques en découlant. Vous serez informé des résultats de la recherche et des publications qui en découleront, le cas échéant. Les données recueillies seront conservées à notre domicile. Les retranscriptions seront conservées sur notre ordinateur dont nous seule connaissons le mot de passe. Les enregistrements et les retranscriptions seront détruits en 2020 et ne seront pas utilisés à des fins autres que celles décrites dans ce document.

### **Surveillance des aspects éthiques et identification du président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines**

Le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines a approuvé ce projet de recherche et en assure le suivi. De plus, il approuvera au préalable toute révision et toute modification apportée au formulaire d'information et de consentement, ainsi qu'au protocole de recherche.

Vous pouvez parler de tout problème éthique concernant les conditions dans lesquelles se déroule votre participation à ce projet avec la responsable du projet ou expliquer vos préoccupations à **M. Olivier Laverdière**, président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, en communiquant par l'intermédiaire de son secrétariat au numéro suivant : 819-111-1111, ou par courriel à: [cer\\_lsh@USherbrooke.ca](mailto:cer_lsh@USherbrooke.ca).

Initiales du participant : \_\_\_\_\_  
Version \_\_\_\_\_ datée du \_\_\_\_\_

Page 02 sur 03

#### **D. Consentement libre et éclairé**

Je, \_\_\_\_\_ (*nom en caractères d'imprimerie*), déclare avoir lu et/ou compris le présent formulaire et j'en ai reçu un exemplaire. Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. J'ai eu l'occasion de poser des questions auxquelles on a répondu, à ma satisfaction.  
Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 201\_\_

#### **Déclaration de responsabilité des chercheurs de l'étude**

Je, \_\_\_\_\_ chercheuse de l'étude déclare que ma directrice de mémoire et moi sommes responsables du déroulement du présent projet de recherche. Nous nous engageons à respecter les obligations énoncées dans ce document et également à vous informer de tout élément qui serait susceptible de modifier la nature de votre consentement.

Je certifie également avoir expliqué à la participante ou au participant intéressé(e) les termes du présent formulaire, avoir répondu aux questions qu'il ou qu'elle m'a posées à cet égard et lui avoir clairement indiqué qu'il ou qu'elle reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus. Je m'engage à garantir le respect des objectifs de l'étude et à respecter la confidentialité.

Signature : \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 201\_\_.

Initiales du participant :

Version \_\_\_\_\_ datée du \_\_\_\_\_ -

Page 03 sur 03

## **ANNEXE F : SCHÉMA D'ENTREVUE POUR LES ÉTUDIANTS (ACTUELS ET CEUX QUI ONT OBTENU LA RÉSIDENCE À L'AIDE DU PEQ)**

### **Profil des répondants**

- Quel est votre pays de naissance?
- En quelle année êtes-vous né?
- En quelle année êtes-vous arrivé au Québec?
- Vous étudiez actuellement...
  - ☐ À temps partiel
  - ☐ À temps plein
- Quel est votre principal domaine d'études?
- Quel type de diplôme sanctionnera les études que vous poursuivez actuellement?
- En quelle année d'études êtes-vous?

### **Décision de venir étudier au Québec**

- Quels sont les raisons qui ont motivé le choix du Québec comme destination pour vos études?

### **Adaptation et intégration au Québec**

- Comment décririez-vous votre adaptation au Québec? (Des amis québécois ou non? Participation à des activités sur le campus et hors campus, adaptation à la vie et aux valeurs du Québec?)
- Connaissez-vous les valeurs de la société québécoise?
  - Pouvez-vous en citer quelques-unes?
- Qu'est ce qui a nui à cette adaptation?

### **Décision de rester au Québec**

1. Pour les étudiants actuels seulement
  - Prévoyez-vous demander le statut de résident permanent au Québec à la fin de vos études actuelles?
    - Si oui quel est le programme que vous comptez utiliser? Pourquoi?
    - Sinon que comptez-vous faire?
  - Si vous prévoyez de retourner dans votre pays, pour quelles raisons retournez-vous?
2. Pour tous les étudiants qui sont déjà résident
  - À quel moment avez-vous pris la décision de rester au Québec?
  - Pourquoi avez-vous décidé de demander le statut de résident permanent après la fin de vos études actuelles?
  - Où souhaitez-vous vous établir dans la province?
    - Pourquoi?

## **Connaissance du PEQ**

- Connaissez-vous le Programme de l'expérience québécoise?
- À quel moment avez-vous pris connaissance de ce programme?
  - Comment?
- Que savez-vous du PEQ?
- Comment évalueriez-vous l'information qui vous a été transmise lorsque vous avez pris connaissance du PEQ (complète, utile, compréhensible etc.)
- Diriez-vous que l'existence du PEQ a eu une influence quelconque sur votre décision de rester au Québec? Expliquez

## **Conclusion**

- Avez-vous d'autres choses à ajouter?

Merci d'avoir accepté de participer à cette recherche.

## ANNEXE G : CERTIFICAT D'ÉTHIQUE



Comité d'éthique de la recherche  
Lettres et sciences humaines  
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

### CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

**Titre du projet :** Les succès et les difficultés de la mise en oeuvre : le cas du Programme de l'expérience québécoise (PEQ)

**Projet subventionné** ☐ **Projet non subventionné** ☒ **Projet de maîtrise ou de doctorat** ☒

**Nom de l'étudiante ou de l'étudiant :** Améyo Mèmè Awuye

**Nom de la directrice ou du directeur :** Isabelle Lacroix

**DÉCISION :**

<b>Favorable</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Unanime</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>Majoritaire</b>	<input type="checkbox"/>
<b>Défavorable</b>	<input type="checkbox"/>	<b>Unanime</b>	<input type="checkbox"/>	<b>Majoritaire</b>	<input type="checkbox"/>

**DÉCISION DIFFÉRÉE :** ☐

**SUIVI ÉTHIQUE :**

**6 mois** ☐ **1 an** ☒

ou

sous la responsabilité de la directrice ou du directeur du projet ☐

**COMMENTAIRES :**

Olivier Laverdière  
Président du comité d'éthique de la recherche  
Lettres et sciences humaines

**Date :** 24 septembre 2015



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agarwal, B.Vinod et Donald R. Winkler, 1985a, « Migration of Foreign Students to the United States », *The Journal of Higher Education*, Vol. 56, N° 1, pp.509-522.

Agarwal, B.Vinod et Donald R. Winkler, 1985b, « United States Immigration Policy and Indirect immigration of Professionals », *Economics of Education Review*, Vol. 4, N° 5, pp.1-16.

Alberts Heike C. et Hazen Helen D., 2005, « “There are always two voices...” : International Students’ Intentions to stay in the United States or Return to their Home Countries », *International migration*, Vol. 43, N° 3, pp.131-154.

Assemblée nationale du Québec, 2017a, *Premiers ministres du Québec depuis 1867*, URL <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/pm.html>.

Assemblée nationale du Québec, 2017b, Jean Charest, URL <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/charest-jean-525/biographie.html>.

Assemblée nationale du Québec, 2017c, *Pauline Marois*, URL <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/marois-pauline-79/biographie.html>.

Assemblée nationale du Québec, 2017d, *Philippe Couillard*, URL <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/couillard-philippe-5811/index.html>.

Assemblée nationale du Québec, 2017e, *Yolande James*, URL <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/james-yolande-49/biographie.html>.

Assemblée nationale du Québec, 2017f, *Diane De Courcy*, URL <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/de-courcy-diane-12221/biographie.html>.

Assemblée nationale du Québec, 2017g, *Kathleen Weil*, URL <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/weil-kathleen-33/index.html>.

Association des universités et collèges du Canada (AUCC), 2007a, *L'internationalisation des programmes d'études*, URL <http://www.aucc.ca/wpcontent/uploads/2011/05/Linternationalisation-des-programmes-detudes-2007.pdf>.

Association des universités et collèges du Canada (AUCC), 2007b, *Les universités canadiennes et la mobilité étudiante à l'étranger*, URL [http://www.aucc.ca/wp-content/uploads/2011/05/la-mobilite-etudiante-a-letranger\\_2007.pdf](http://www.aucc.ca/wp-content/uploads/2011/05/la-mobilite-etudiante-a-letranger_2007.pdf).

Awuye, Ameyo, 2015, *Entrevue avec étudiant 10*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 15 novembre, 9 minutes.

Awuye, Ameyo, 2015, *Entrevue avec étudiant 12*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 28 novembre, 15 minutes.

Awuye, Ameyo, 2015, *Entrevue avec étudiant 8*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 8 novembre, 5 minutes.

Awuye, Ameyo, 2015, *Entrevue avec étudiant 9*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 15 novembre, 7 minutes.

Awuye, Ameyo, 2015, *Entrevue avec fonctionnaire 1(fonct1)*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 20 octobre, 45 minutes.

Awuye, Ameyo, 2015, *Entrevue avec fonctionnaire 2 (fonct2)*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 20 octobre, 115 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 1*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 10 novembre, 9 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 11*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 20 novembre, 12 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 2*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 10 novembre, 11 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 3*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 16 novembre, 7 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 4*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 24 novembre, 10 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 5*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 26 novembre, 12 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 6*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 26 novembre, 9 minutes.

Awuye, Ameyo, 2016, *Entrevue avec étudiant 7*, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 16 novembre, 10 minutes.

Barry, G. Mamadou, 2011, *La migration pour études : l'expérience de retour des diplômés guinéens dans leur pays d'origine après une formation au Canada*, Ph.D, Université de Montréal, URL [https://www.giersa.ulaval.ca/sites/giersa.ulaval.ca/files/memoires/barry\\_mamadou\\_gando\\_2011\\_these.pdf](https://www.giersa.ulaval.ca/sites/giersa.ulaval.ca/files/memoires/barry_mamadou_gando_2011_these.pdf), 238 pages.

Beaud, Jean-Pierre, 2010, « L'échantillonnage », dans Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 5<sup>e</sup> édition, Presses de l'Université du Québec, pp.252-283.

Becklumb, Penny, 2008, *L'immigration : l'Accord Canada-Québec*, URL <http://www.bdp.parl.gc.ca/content/lop/researchpublications/bp252-f.pdf>, 10 pages.

Bernier, Luc, 2010, « La mise en œuvre des politiques publiques », dans Stéphane Paquin, Luc Bernier et Guy Lachapelle (dir.), *L'analyse des politiques publiques*, Les presses de l'Université de Montréal, pp.254-277.

Bernier, Luc et Guy Lachapelle, 2010, « L'étude des politiques gouvernementales », dans Stéphane Paquin, Luc Bernier et Guy Lachapelle (dir.), *L'analyse des politiques publiques*, Les presses de l'Université de Montréal, pp.9-35.

Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI), 2009, *Canada First : The 2009 Survey of International Students*, URL <http://cbie.ca/wp-content/uploads/2016/06/Canada-First-20091.pdf>, 88 pages.

Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI), 2013, *Un monde à apprendre. Résultats et potentiel du Canada en matière d'éducation internationale*, URL [http://cbie.ca/wp-content/uploads/2016/05/BCEI\\_Un-monde-a-apprendre-2013\\_FRANCAIS.pdf](http://cbie.ca/wp-content/uploads/2016/05/BCEI_Un-monde-a-apprendre-2013_FRANCAIS.pdf), 84 pages.

Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI), 2015, *Un monde à apprendre. Résultats et potentiel du Canada en matière d'éducation internationale*, URL <http://net.cbie.ca/download/Un%20monde%20a%20apprendre%202015%20-%20high%20res.pdf>, 64 pages.

Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI), 2017, URL <http://cbie.ca/who-we-are/?lang=fr>.

Carpentier, Anylène, 2010, *Étude de la mise en œuvre de la réforme du curriculum québécois du primaire, de 1997 à 2003*, Ph.D, Université de Montréal, URL [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/4125/Carpentier\\_Anylene\\_2010\\_these.pdf?sequence=4&isAllowed=y](https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/4125/Carpentier_Anylene_2010_these.pdf?sequence=4&isAllowed=y), 573 pages.

Carpentier, Anylène, printemps 2012, « Les approches et les stratégies gouvernementales de mise en œuvre des politiques éducatives », *Éducation et francophonie*, Vol. XL : 1, URL [http://www.acelf.ca/c/revue/pdf/EF-40-1-012\\_CARPENTIER.pdf](http://www.acelf.ca/c/revue/pdf/EF-40-1-012_CARPENTIER.pdf), 22 pages.

Centre de langue française, 2017, URL <http://www.centredelanguefrancaise.paris/qui-sommes-nous/>

Centre international d'études pédagogiques, 2017, URL <http://www.ciep.fr/role-statut-missions>

Chatel-derepentigny, Joëlle, Claude Montmarquette et François Vaillancourt, 2011, *Les étudiants internationaux au Québec : état des lieux, impacts économiques et politiques publiques*, Montréal, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, Série scientifique, pp.1- 61.

Crête, Jean, 2010, « L'éthique en recherche sociale », dans Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 5<sup>e</sup> édition, Presses de l'Université du Québec, pp.284-307.

Dreher, Axel et Panu Poutvaara, 2011, « Foreign Students and Migration to the United States », *World Development*, Vol. 39, N° 8, pp.1294-1307.

Duran, Patrice, 2010, « Genèse de l'analyse des politiques publiques », dans Laurie Boussaguet et al. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de science Po, pp.289-299.

Éducation internationale, 2017, URL <http://www.education-internationale.com/qui-sommes-nous/education-internationale-en-bref/>.

- Élizabeth, Sheppard, 2010, « Problème public », dans Laurie Boussaguet et al. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de science Po, Références, pp.530-538.
- Embleton, Sheila, Neil Gold, André Lapierre et Michael Stevenson, 2011, *Canada's International Education Strategy: Focus on Scholarships*, URL <http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED549767.pdf>, 24 pages.
- Ennafaa Ridha et Saeed Paivandi, 2008, « Le non-retour des étudiants étrangers : au-delà de la "fuite des cerveaux" », *Formation emploi*, n° 103, pp.23-39.
- Gauthier, Benoît, 2010, « Introduction », dans Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 5<sup>e</sup> édition, Presses de l'Université du Québec, pp.1-17.
- Gingras, François-Pierre et Catherine Côté, 2010, « La sociologie de la connaissance », dans Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 5<sup>e</sup> édition, Presses de l'Université du Québec, pp.19-50.
- Gouvernement du Québec 2015, *La ministre Kathleen Weil amorce les auditions publiques sur l'immigration, la diversité et l'inclusion*, URL <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2301284359>.
- Gouvernement du Québec, 2016, *Projet de loi no 77 (2016, chapitre 3) - Loi sur l'immigration au Québec*, URL <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2016C3F.PDF>, 29 pages.
- Gouvernement du Québec, 2017a, *Responsabilités fédérales-provinciales en matière d'immigration*, URL <http://www4.gouv.qc.ca/FR/Portail/Citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=219>.
- Gouvernement du Québec, 2017b, *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*, URL <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/I-0.2,%20R.%204.pdf>, 68 pages.
- Gouvernement du Québec, 2017c, *Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers*, URL <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/I-0.2,%20R.%202.pdf>, 24 pages.
- Gouvernement du Québec, 2017d, *Taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité*, URL [http://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/ken213\\_afich\\_tabl.page\\_tabl?p\\_iden\\_tran=REPERL7FGUE2918994921525566a25&p\\_lang=1&p\\_id\\_raprt=785](http://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/ken213_afich_tabl.page_tabl?p_iden_tran=REPERL7FGUE2918994921525566a25&p_lang=1&p_id_raprt=785).
- Huang, Wei-Chiao, 1988, « An empirical analysis of foreign student Brain drain to the United-States », *Economics of Education Review*, Vol. 7, N° 2, pp.231-243.
- Hugonnier, Bernard, 2006, « L'internationalisation de l'éducation supérieure : conséquences pour le monde et pour la France », *Revue d'économie politique*, Vol. 116, N° 6, pp.797-806.
- Knight, Jane, 2005, « Éducation transfrontière : programmes et dispensateurs en mouvement », *BCEI recherches*, Série du millénaire, URL <http://net.cbie.ca/download/%C3%89ducation%20transfronti%C3%A8re%20%20programmes%20et%20dispensateurs%20en%20mouvement.pdf>, 32 pages.

Knight-Grofe, Janine et Lisa Deacon, 2015, *La problématique de l'intégration : rapprocher les étudiants internationaux et les étudiants canadiens*, URL <http://cbie.ca/wp-content/uploads/2016/05/FINALE-BCEI-Recherches-en-bref-2-La-problématique-de-l'intégration-FR.pdf>, 9 pages.

Knoepfel Peter, et al., 2015, « Les politiques publiques », *Analyse et pilotage des politiques publiques: France, Suisse, Canada*, Presses de l'Université du Québec, pp.37-58.

Lemieux, Vincent, 2009, *L'étude des politiques publiques. Les acteurs et leur pouvoir*, Troisième édition revue et augmentée, Presses de l'Université Laval, 206 pages.

Lu Yixi, Li Zong et Bernard Schissel, 2009, « To Stay or Return: Migration Intentions of Students from People's Republic of China in Saskatchewan, Canada », *International Migration and Integration*, Vol. 10, pp.283-310.

Mazmanian A. Daniel et Paul A. Sabatier, 1980, « The Implementation of Public Policy: A Framework of analysis », *Policy studies journal*, Vol. 8, N° 4, pp.538-560.

Mazmanian A. Daniel et Paul A. Sabatier, 1989, *Implementation and public policy*, 2<sup>nd</sup> edition, University Press of America, 346p.

Mégie, Antoine, 2010 « Mise en œuvre », dans Laurie Boussaguet et al. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de science Po, pp.343-350.

Ministère de l'éducation du Québec (MEQ), 2002, *Pour réussir l'internationalisation de l'éducation supérieure... Une stratégie mutuellement avantageuse*, URL [http://spuqat.uqat.ca/documents/internationalisation/strategie\\_internationalisation\\_EducQc.pdf](http://spuqat.uqat.ca/documents/internationalisation/strategie_internationalisation_EducQc.pdf), 34 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 1990, *Au Québec Pour bâtir ensemble - Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration*, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/Enonce-politique-immigration-integration-Quebec1991.pdf>, 112 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2008a, *Plan stratégique 2008-2012-Document synthèse*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/PlanStrategique2008\\_Synthese.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/PlanStrategique2008_Synthese.pdf), 5 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2008b, *Pour enrichir le Québec -Intégrer mieux. Mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants*, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/mesures/Mesures-Integration-Brochure2008.pdf>, 39 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2011, *Échelle québécoise des niveaux de compétence en français des personnes immigrantes adultes*, URL <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/publications/fr/langue-francaise/Echelle-niveaux-competences.pdf>, 128 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2013a, *Note sur les procédures d'immigration (NPI N° 2013-012)*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/npi\\_2013/npi2013-012.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/npi_2013/npi2013-012.pdf), 15 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion (MIDI), 2013b, *Tableau synthèse du plan stratégique 2012-2016*, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/PlanStrategique20122016-Synthese.pdf>, 6 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2014a, *Note sur les procédures d'immigration (NPI N° 2014-006)*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/npi\\_2014/npi2014-006.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/npi_2014/npi2014-006.pdf), 2 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2014b, *Rapport annuel de gestion 2013-2014*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/rapport-annuel/Rapport\\_annuel-2013-2014.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/rapport-annuel/Rapport_annuel-2013-2014.pdf), 116 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2014c, *Portraits statistiques, l'immigration temporaire au Québec 2008-2013*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Portraits\\_Immigration\\_Temporaire\\_2008\\_2013.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Portraits_Immigration_Temporaire_2008_2013.pdf), 38 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2015a, *Portraits statistiques - L'immigration permanente au Québec selon les catégories d'immigration et quelques composantes (2010-2014)*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Portraits\\_categories\\_2010-2014.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Portraits_categories_2010-2014.pdf), 100 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2015b, *Rapport annuel de gestion 2014-2015*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/rapport-annuel/Rapport\\_annuel-2014-2015.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/rapport-annuel/Rapport_annuel-2014-2015.pdf), 108 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2015c, *Programme de l'expérience québécoise – Rapport d'évaluation*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Rapport\\_Evaluation\\_PEQ.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Rapport_Evaluation_PEQ.pdf), 75 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2015d, *Tableaux sur l'immigration permanente au Québec 2010-2014*, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Immigration-Quebec-2010-2014.pdf>, 49 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2015e, *Note sur les procédures d'immigration (NPI 2015-005)*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/npi\\_2015/npi2015-005.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/npi_2015/npi2015-005.pdf), 2 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2016a, *Rapport annuel de gestion 2015-2016*, URL

[http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/rapport-annuel/Rapport\\_annuel-2015-2016.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/ministere/rapport-annuel/Rapport_annuel-2015-2016.pdf), 91 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2016b, *Portraits statistiques - L'immigration permanente au Québec selon les catégories d'immigration et quelques composantes (2011-2015)*, URL

[http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Portraits\\_categories\\_2011-2015.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Portraits_categories_2011-2015.pdf), 100 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2016c, *Guide des procédures d'immigration, Composante 3 : programme de recrutement et de sélection des candidats à l'immigration économique, Chapitre 4 : le programme de l'expérience québécoise*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/composantes\\_3/gpi-3-4.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/composantes_3/gpi-3-4.pdf), 52 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2016d, *Tableaux sur l'immigration permanente au Québec 2011-2015*, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Immigration-Quebec-2011-2015.pdf>, 49 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2016e, *Ensemble nous sommes le Québec – Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion*, URL

[http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Politique\\_ImmigrationParticipationInclusion.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/Politique_ImmigrationParticipationInclusion.pdf), 78 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017a, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/ministere/vision-mission.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017b, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/ministere/lois-reglements.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017c, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/ministre/index.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017d, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/programmes.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017e, *Guide des procédures d'immigration, Composante 3 : programme de recrutement et de sélection des candidats à l'immigration économique, Chapitre 1 : le programme régulier de sélection des candidats travailleurs qualifiés*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/composantes\\_3/gpi-3-1.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/composantes_3/gpi-3-1.pdf), 73 pages.

Ministère de l'immigration de l'inclusion et de la diversité du Québec (MIDI), 2017f, URL, <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/etudiants/demeurer-quebec/demande-csq/index.html>.

Ministère de la diversité, de l'inclusion et de la diversité du Québec (MIDI), 2017g, URL <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/etudiants/obtenir-autorisations/index.html>.

Ministère de la diversité, de l'inclusion et de la diversité du Québec (MIDI), 2017h, URL <https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/informations/mon-projet-quebec/index.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017i, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/publications/guide-procedures-immigration/index.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017j, URL <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/travailleurs-permanents/conditions-requises/connaissances-linguistiques.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017k, URL <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/coordonnees/index.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017l, *Guide des procédures d'immigration, Composante 5 : Manuel de référence, Chapitre 6 : Le rôle de l'entrevue dans de sélection et du counseling dans le processus de sélection*, URL [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/composantes\\_5/gpi-5-6.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/gpi-npi/composantes_5/gpi-5-6.pdf), 24 pages.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017m, URL <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/etudiants/demeurer-quebec/demande-csq/etudiants-peq/index.html>.

Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion du Québec (MIDI), 2017n, *Planification pluriannuelle de l'immigration 2017-2019 - Consultation publique*, URL <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/planification/planification-pluriannuelle.html>.

Ministère de la citoyenneté et de l'immigration du Canada (CIC), 2014, *Faits et chiffres. Aperçu de l'immigration temporaire – résidents temporaires*, URL <http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/2014-Faits-chiffres-Temporaire.pdf>, 60 pages.

Ministère de la citoyenneté et de l'immigration du Canada (CIC), 2017, *Qui peut présenter une demande – Catégorie de l'expérience canadienne*, URL <http://www.cic.gc.ca/francais/immigrer/cec/demande-qui.asp>.

Ministère du commerce international du Canada, 2014, *Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale. Utiliser notre avantage du savoir comme moteur de l'innovation et de la prospérité*, URL [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2016/amc-gac/FR5-86-2014-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2016/amc-gac/FR5-86-2014-fra.pdf), 33 pages.

Morin, Sophie, 2007, « Internationalisation de l'éducation supérieure et formation à distance : le pouvoir d'influence des États occidentaux », *Cahiers de recherche*, Vol. 1, N°1, pp.1-27.

Nkussi, Pamphile, 2006, *Migrations scientifiques : Étude des motivations ayant favorisé le non-retour des étudiants africains après leur formation doctorale, Cas de l'Université Laval*, Ph.D, Université Laval, URL [https://www.giersa.ulaval.ca/sites/giersa.ulaval.ca/files/memoires/document\\_15.pdf](https://www.giersa.ulaval.ca/sites/giersa.ulaval.ca/files/memoires/document_15.pdf), 350 pages.

OCDE, 2004a, *L'internationalisation de l'enseignement supérieur, Les synthèses de l'OCDE*, URL <http://docplayer.fr/7787363-Syntheses-l-internationalisation-de-l-enseignement-superieur-introduction-queelles-sont-les-destinations-des-etudiants-etrangers.html>, 8 pages.



- OCDE, 2004b, *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, URL <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/9604062e.pdf?expires=1496252432&id=id&accname=ocid177310&checksum=6538081CFBBA31AE3A705FB6A3BEC50E>, 360 pages.
- OCDE, 2008, *Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE*, URL <https://www.oecd.org/fr/edu/apprendre-au-dela-de-l-ecole/41284079.pdf>, 550 pages.
- OCDE, 2014, *Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE*, URL <http://www.oecd.org/edu/Regards-sur-l-education-2014.pdf>, pp.3-4 et 362-383.
- Paquin, Stéphane, 2010, « Avant-propos », dans Stéphane Paquin, Luc Bernier et Guy Lachapelle (dir.), *L'analyse des politiques publiques*, Les presses de l'Université de Montréal, pp.7-8.
- Pelletier, Réjean, 2005, « Constitution et fédéralisme », dans Pelletier Réjean et Manon Tremblay, *Le parlementarisme canadien*, Presses de l'Université Laval, pp.43-87.
- Pelletier, Réjean, 2011, « Constitution et fédéralisme », dans Pelletier Réjean et Manon Tremblay (dir.), *Le parlementarisme canadien*, 4<sup>e</sup> édition revue et augmentée, Presses de l'Université Laval, pp.43-87.
- Pires, P.Alvaro, 1997, « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », dans Poupart et al. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaetan morin éditeur, pp.113-169.
- Poupart, Jean, 1997, « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques », dans Poupart et al. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaetan morin éditeur, pp.173-209.
- Pressman L. Jeffrey et Aaron Wildavsky, 1973, *Implementation*, 1<sup>ère</sup> édition, University of California Press, 179 pages.
- Pressman L. Jeffrey et Aaron Wildavsky, 1973, *Implementation*, 1<sup>st</sup> edition, University of California Press, 179 pages.
- Robertson, Shanti, 2011, « Student Switchers and the Regulation of Residency: the Interface of the Individual and Australia's Immigration Regime », *Population, Space and Place*, Vol. 17, pp.103-115.
- Roy, N. Simon, 2010, « L'étude de cas », dans Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale De la problématique à la collecte des données*, 5<sup>e</sup> édition, Presses de l'Université du Québec, pp.199-225.
- Sabatier, A. Paul, 1986, « Top-down and Bottom-Up Approaches to Implementation Research: A critical Analysis and Suggested Synthesis », *Journal of Public Policy*, Vol. 6, N° 1, pp.21-48.
- Sabourin, Paul, 2010, « L'analyse de contenu », dans Stéphane Paquin, Luc Bernier et Guy Lachapelle (dir.), *L'analyse des politiques publiques*, Les presses de l'Université de Montréal, pp. 415-444.

Savoie-Zajc, Lorraine, 2010, « L'entrevue semi-dirigée », dans *Benoît Gauthier (dir.), Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 5<sup>e</sup> édition, Presses de l'Université du Québec, pp.337-360.

Soon, Jan-Jan, 2010, « When do students intend to return? Determinants of students' return intentions using a multinomial logit model », *International Journal of Business and Society*, Vol. 11, N° 1, pp.17-32.

Soon, Jan-Jan, 2010, « When do Students Intend to Return? Determinants of Students' Return Intentions Using a Multinomial Logit Model », *International Journal of Business and Society*, Vol. 11, N° 1, pp.17-32.

Suter Brigitte et Michael Jandl, 2008, « Train and Retain: National and Regional Policies to promote the Settlement of Foreign Graduates in Knowledge Economies », *International Migration and integration*, Vol. 9, pp.401-418.

Tashakkori, Abbas et Charles Teddlie, 2003, *Handbook of mixed methods in social and behavioral research*, 2<sup>e</sup> édition, Publications Sage, pp.273-351.

Thoeng, Jean-Claude, 2010, « Politique publique », dans Laurie Boussaguet et al. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de science Po, pp.420-427.

Tremblay, Karine, 2004, « Links between Academic Mobility and Immigration », Symposium on International Labour and Academic Mobility: Emerging trends and Implications for Public Policy, Toronto (Canada).

Van Huystee, Monica, 2011, *Profil des étudiants étrangers qui deviennent résidents permanents au Canada atlantique*, URL <http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/recherche-stats/etudiants-etrangers.pdf> 39 pages.

Vuilletet, Guillaume, 2005, *Comparaison internationale des politiques d'accueil des étudiants étrangers : Quelles finalités? Quels moyens?*, URL <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/064000058.pdf>, 194 pages.

Wadhwa, Rashim et Shashiranjana Jha, 2014, « Internationalization of Higher Education: Implications for Policy Making », *Higher Education for the Future*, Vol. 1, N° 1, pp.99-119.